Recueil
STATISTIQUE
2019

CRPCEN
Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires

Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires
5 bis rue de Madrid ■ 75395 PARIS Cedex 08 ■ www.crpcen.fr

SOMMAIRE

1 ■ FINANCEMENT 3

LES COTISANTS SALARIÉS 3

1. Démographie des cotisants salariés 3
2. Activité des cotisants salariés 6
3. Les employeurs 11
4. Salaires des cotisants salariés 14
5. Les chômeurs 14

LES COTISATIONS 17

1. Évolution des cotisations sur salaires et sur pensions 17
2. Évolution de l'encaissement des cotisations 19
3. Répartition du chiffre d'affaires par département 20
4. Taux de recouvrement spontané 21
5. Montant des créances en contentieux 22

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE 23

LES CARACTÉRISTIQUES DES RETRAITÉS 23

1. Les retraités 23
2. Structure et évolution des nouveaux retraités 31
3. Durée d'activité et montant des pensions 36
4. Rachat d'années d'études 42
5. Surcote/décote 42
6. Nombre de majorations pour enfants 43
7. Les pensions d'invalidité 44

LES PRESTATIONS VIEILLESSE 45

1. Les dépenses 45

3 ■ ASSURANCE MALADIE 47

LA POPULATION PROTÉGÉE 47

1. Les bénéficiaires (assurés et ayants droit) 47
2. Les assurés 55
3. Les ayants droit 58

LES PRESTATIONS MALADIE 60

1. Les dépenses 60
2. Le taux de génériques 68

4 ■ ACTION SANITAIRE ET SOCIALE 69

1. Répartition des aides 69
2. Nombre et montant des aides diverses 70
3. Nombre et montant des prêts sociaux accordés 70

5 ■ PRÉVENTION 71

1. Répartition des actions de prévention 71
2. Taux de participation aux actions de prévention 72
3. Dépenses pour les actions de prévention 72

6 ■ COMPENSATIONS 73

1. Évolution des montants de compensation 73

■ GLOSSAIRE 75

1. FINANCEMENT

Au 31 décembre 2019, le régime compte **58 458** cotisants salariés, soit une progression de **+9,97 %** par rapport à la situation en fin d'année 2018. **84 %** des cotisants sont des femmes et l'âge moyen pour l'ensemble des salariés est de **39 ans et 6 mois.**

Les salariés du notariat sont principalement des techniciens (**53 %** des cotisants).

88 % des salariés travaillent à temps plein. **13 %** des femmes exercent leur activité à temps partiel contre **7 %** des hommes.

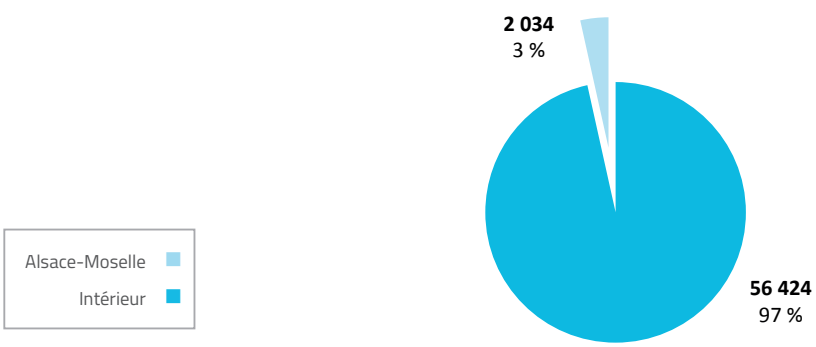
Au 4e trimestre 2019, la profession enregistre un chiffre d'affaires de **2,55 Md€**, en hausse de **+10,9 %** par rapport à son niveau du 4e trimestre 2018 (**2,30 Md€**). Ce résultat marque l'accélération de la croissance de l'activité des études au cours de l'année 2019. L'activité notariale, en particulier la partie immobilière, atteint de nouveaux records (**+ 9 %** entre 2019 et 2018), toujours portée par des taux d'intérêts très bas et malgré la hausse des prix (**+3,2 %** au 3e trimestre 2019 par rapport au 3e trimestre 2018) qui ne semble pas décourager les acquéreurs.

Le dynamisme de l'activité notariale et des recrutements, la hausse de la valeur du point du notariat de **+1,6 %** en mars 2018 et de **+2,2 %** en mars 2019 conduisent à une hausse de la masse salariale de **+6,7 %** en 2019 comparé à 2018.

LES COTISANTS SALARIÉS

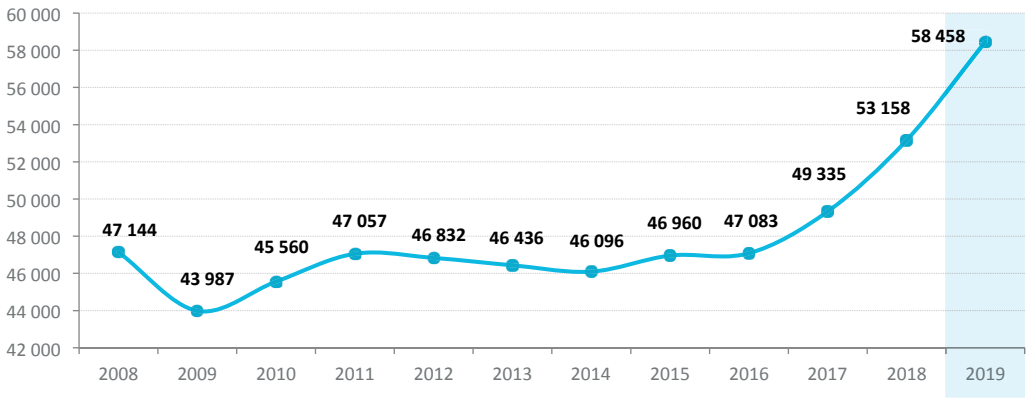
1. Démographie des cotisants salariés

Répartition des cotisants salariés par régime



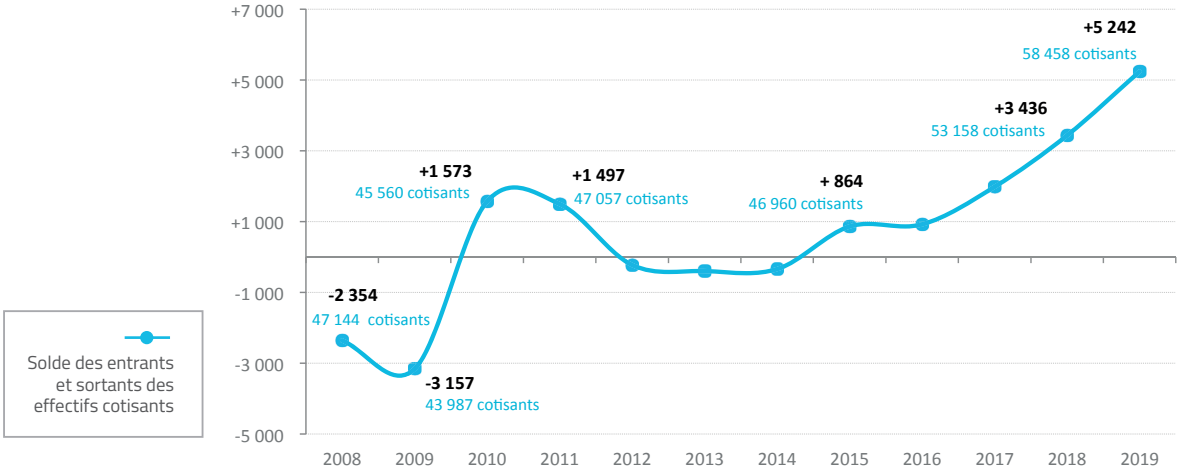
Évolution

58 458
cotisants salariés

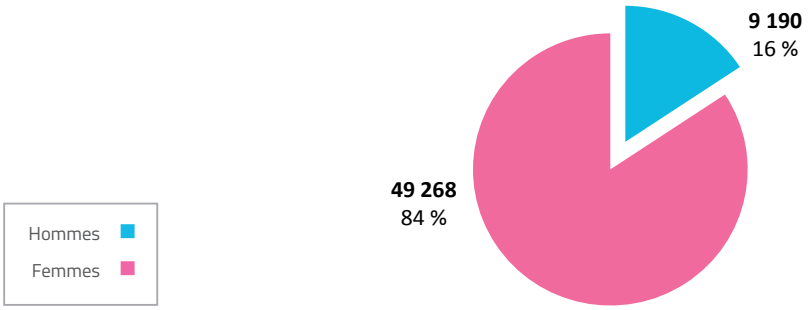


1 ■ FINANCEMENT

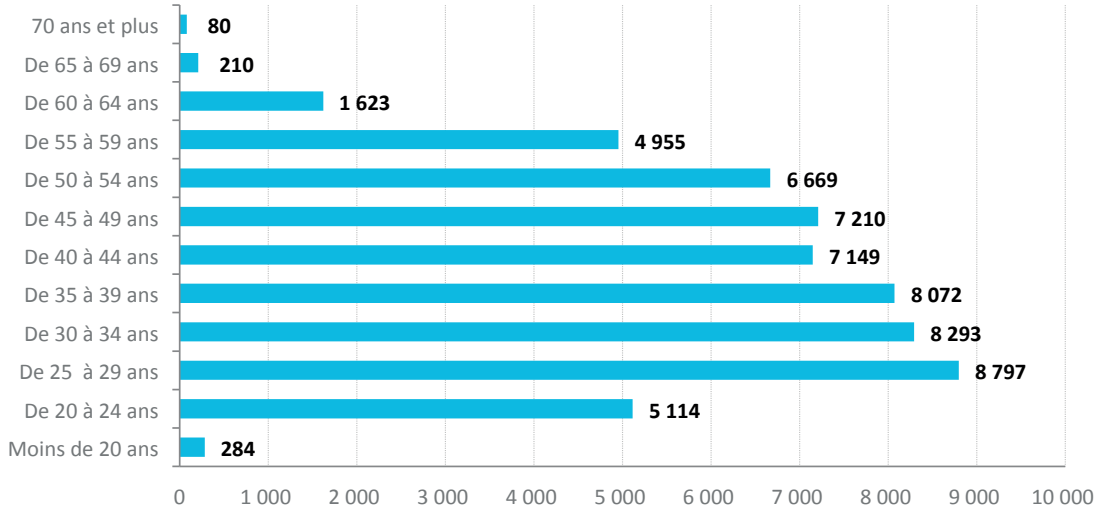
Évolution des entrants et sortants des effectifs cotisants



Répartition par sexe

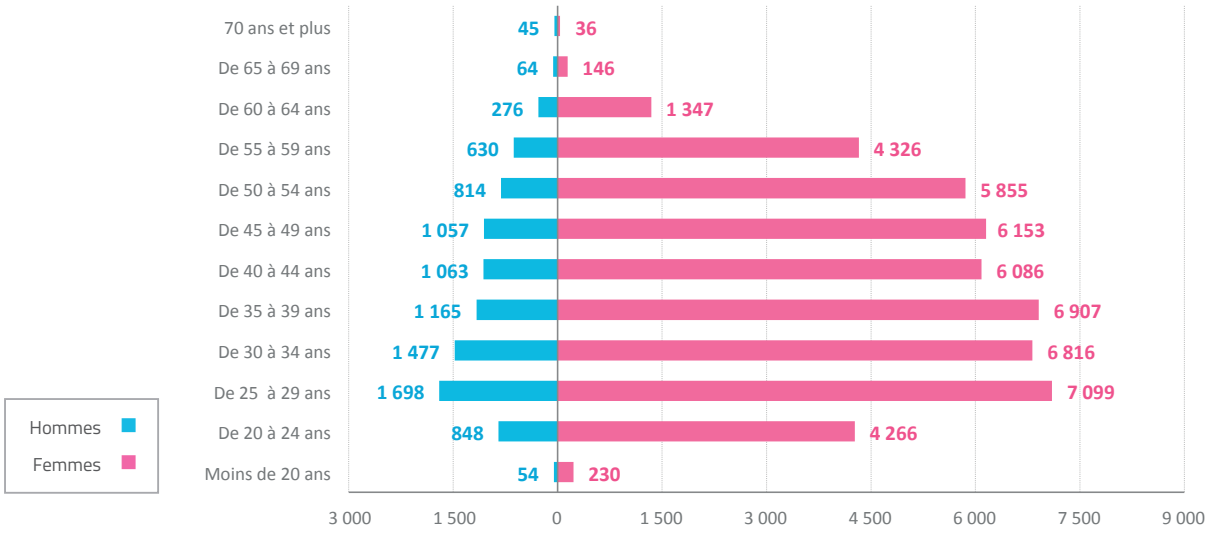


Répartition par classes d'âge



1 ■ FINANCEMENT

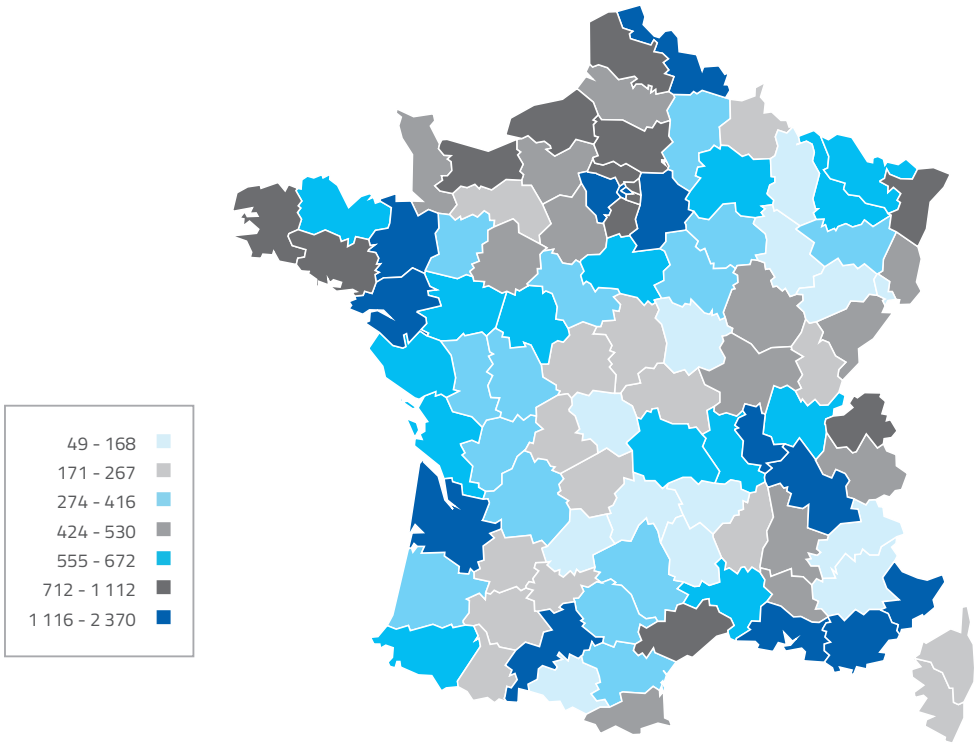
Pyramide des âges



Âge moyen et médian par sexe

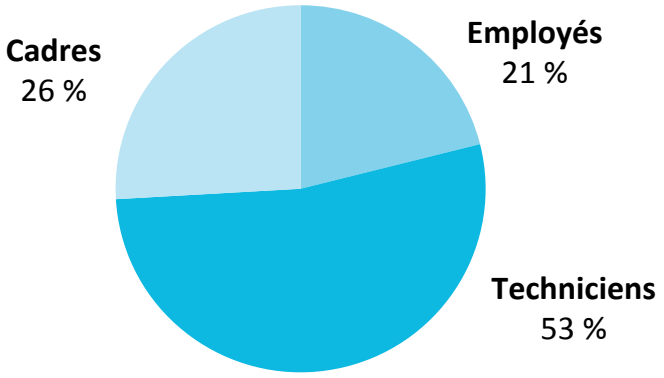
	Hommes	Femmes	Ensemble
Moyenne	38 ans et 5 mois	39 ans et 8 mois	39 ans et 6 mois
Médiane	37 ans	39 ans	39 ans

Répartition par département de résidence

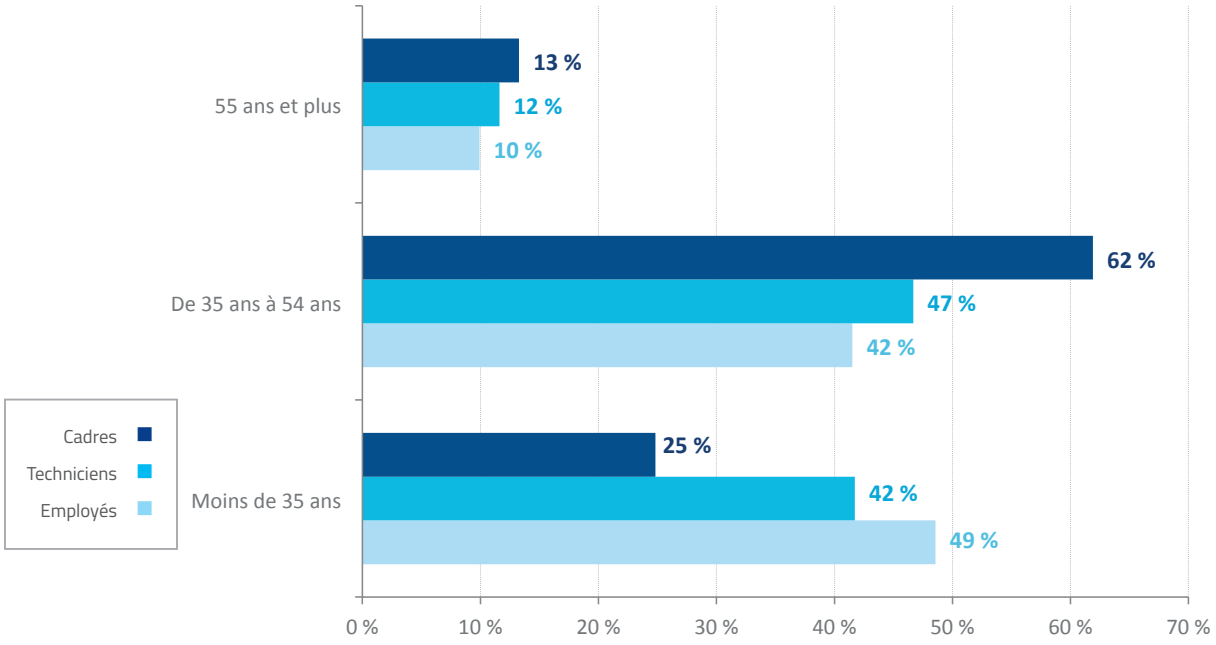


2. Activité des cotisants salariés

Répartition par CSP

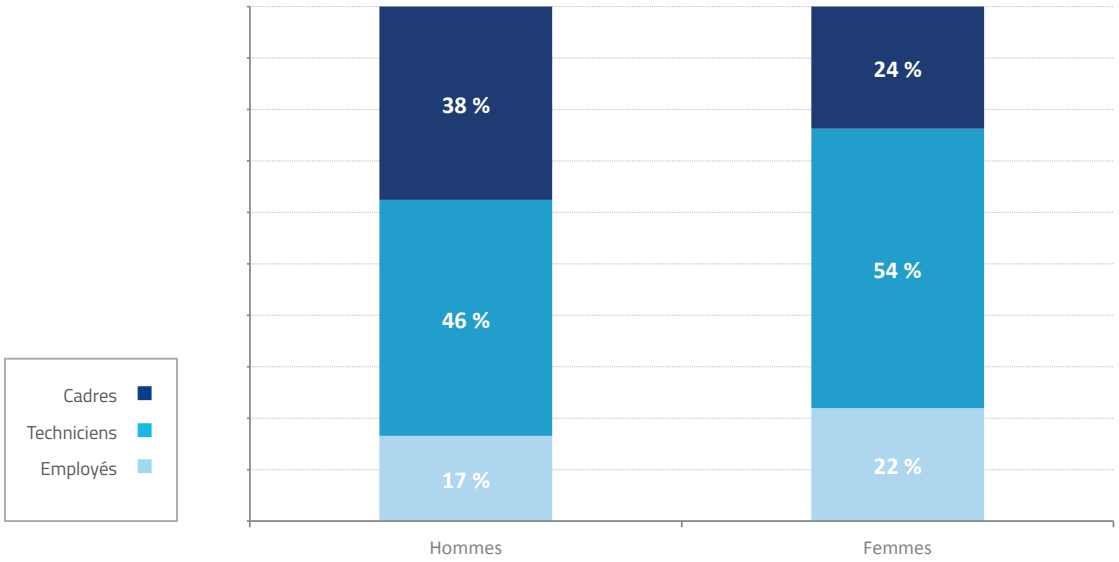


Répartition par CSP et par tranches d'âge



1 ■ FINANCEMENT

Répartition par CSP et par sexe



Taux d'emploi des seniors

Actifs et retraités	Taux d'emploi
Âgés de 55 à 59 ans	80,62 %
Âgés de 60 à 64 ans	15,10 %
Âgés de 55 à 64 ans	38,92 %

Le taux d'emploi des seniors est obtenu en divisant le nombre de personnes actives occupées âgées de 55 à 64 ans par la population totale de la même tranche d'âge (salariés, chômeurs et retraités de droits directs). Un calcul identique a été réalisé pour les tranches d'âge de 55 à 59 ans et de 60 à 64 ans.

Durée d'activité par sexe dans le régime

	Hommes	Femmes	Ensemble
Moyenne	10 ans et 4 mois	12 ans et 5 mois	12 ans et 1 mois
Médiane	7 ans et 8 mois	11 ans	11 ans et 3 mois

1 ■ FINANCEMENT

Répartition des salariés hommes par durée d'activité et par classes d'âge

	Moins de 10 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	De 30 à 39 ans	Plus de 40 ans	Total
Moins de 20 ans	0,11 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,11 %
De 20 à 24 ans	2,93 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2,93 %
De 25 à 29 ans	8,66 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	8,66 %
De 30 à 34 ans	7,50 %	0,55 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	8,05 %
De 35 à 39 ans	2,93 %	3,43 %	0,09 %	0,00 %	0,00 %	6,45 %
De 40 à 44 ans	1,77 %	3,58 %	4,96 %	0,00 %	0,00 %	10,31 %
De 45 à 49 ans	1,40 %	1,99 %	14,43 %	0,29 %	0,00 %	18,10 %
De 50 à 54 ans	1,03 %	0,93 %	11,11 %	8,46 %	0,00 %	21,52 %
De 55 à 59 ans	0,60 %	0,69 %	4,18 %	10,88 %	1,56 %	17,91 %
De 60 à 64 ans	0,25 %	0,34 %	1,31 %	2,05 %	1,40 %	5,34 %
De 65 à 69 ans	0,12 %	0,05 %	0,15 %	0,13 %	0,10 %	0,55 %
70 ans et plus	0,03 %	0,02 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,05 %
TOTAL	27,34 %	11,58 %	36,22 %	21,81 %	3,06 %	100 %

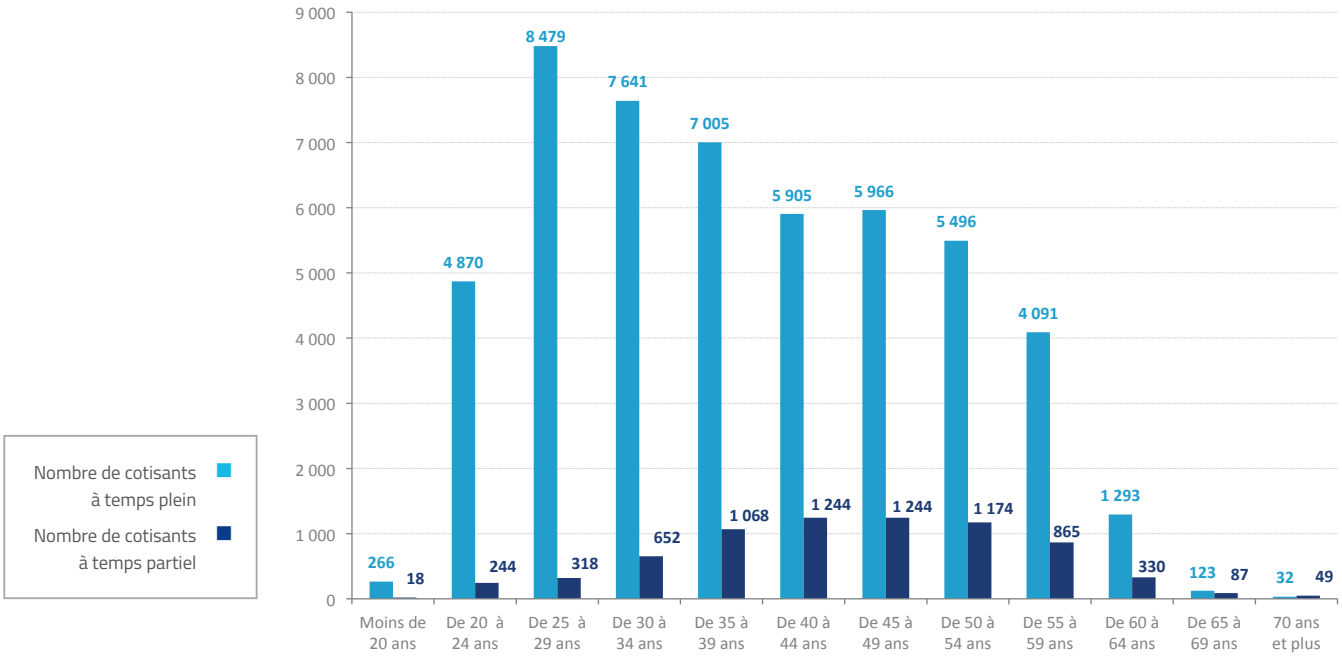
Répartition des salariées femmes par durée d'activité et par classes d'âge

	Moins de 10 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	De 30 à 39 ans	Plus de 40 ans	Total
Moins de 20 ans	0,13 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,13 %
De 20 à 24 ans	6,28 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	6,28 %
De 25 à 29 ans	14,09 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	14,09 %
De 30 à 34 ans	11,97 %	2,04 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	14,01 %
De 35 à 39 ans	5,51 %	8,98 %	0,03 %	0,00 %	0,00 %	14,52 %
De 40 à 44 ans	3,18 %	7,76 %	1,94 %	0,00 %	0,00 %	12,88 %
De 45 à 49 ans	2,62 %	4,71 %	5,65 %	0,11 %	0,00 %	13,09 %
De 50 à 54 ans	2,01 %	2,91 %	4,35 %	3,31 %	0,00 %	12,58 %
De 55 à 59 ans	1,08 %	1,75 %	1,63 %	4,26 %	0,61 %	9,34 %
De 60 à 64 ans	0,26 %	0,68 %	0,51 %	0,80 %	0,55 %	2,81 %
De 65 à 69 ans	0,03 %	0,07 %	0,06 %	0,05 %	0,04 %	0,25 %
70 ans et plus	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,01 %
TOTAL	47,15 %	28,93 %	14,18 %	8,54 %	1,20 %	100 %

1 ■ FINANCEMENT

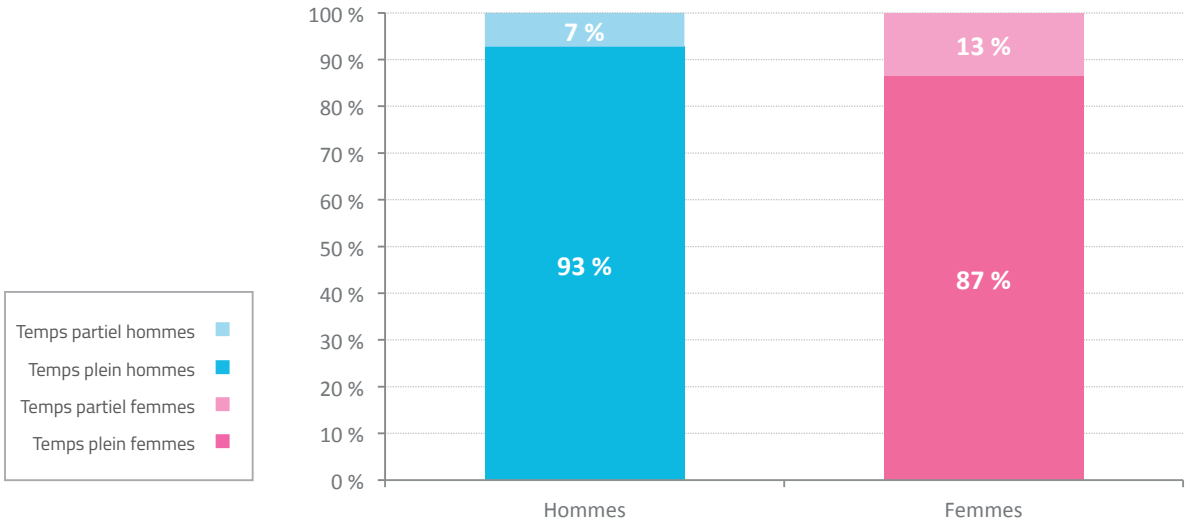
■ Répartition en fonction du temps de travail et par classes d'âge

	Nombre de cotisants à temps plein	Nombre de cotisants à temps partiel	Nombre total de cotisants	Part des salariés à temps partiel sur le nombre de salariés total	Part des salariés à temps plein sur le nombre de salariés total
Moins de 20 ans	266	18	**284**	6,29 %	93,71 %
De 20 à 24 ans	4 870	244	**5 114**	4,77 %	95,23 %
De 25 à 29 ans	8 479	318	**8 797**	3,62 %	96,38 %
De 30 à 34 ans	7 641	652	**8 293**	7,87 %	92,13 %
De 35 à 39 ans	7 005	1 068	**8 072**	13,23 %	86,77 %
De 40 à 44 ans	5 905	1 244	**7 149**	17,40 %	82,60 %
De 45 à 49 ans	5 966	1 244	**7 210**	17,26 %	82,74 %
De 50 à 54 ans	5 496	1 174	**6 669**	17,60 %	82,40 %
De 55 à 59 ans	4 091	865	**4 955**	17,45 %	82,55 %
De 60 à 64 ans	1 293	330	**1 623**	20,34 %	79,66 %
De 65 à 69 ans	123	87	**210**	41,51 %	58,49 %
70 ans et plus	32	49	**80**	60,49 %	39,51 %
TOTAL	**51 165**	**7 293**	**58 458**	**12,48 %**	**87,52 %**

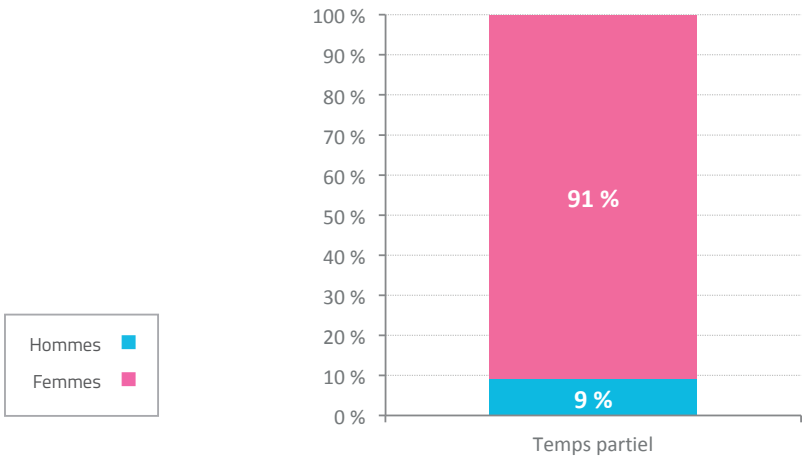


1 ■ FINANCEMENT

Répartition en fonction du temps de travail et par sexe



Répartition des contrats à temps partiel par sexe



***9 %** des salariés à temps partiel sont des hommes, **91 %** des femmes.*

3. Les employeurs

Nombre de salariés par étude

6 342
études et organismes assimilés

	Nombre de salariés par étude
Minimum	0
Moyenne	11
Médiane	8
Maximum	313

Répartition des études selon le nombre de salariés

	En nombre	En pourcentage
0 salarié	560	9 %
1 salarié	516	8 %
De 2 à 5 salariés	1 506	25 %
De 6 à 10 salariés	1 593	26 %
De 11 à 15 salariés	874	14 %
De 16 à 20 salariés	448	7 %
Supérieur à 20 salariés	624	10 %
TOTAL	6 121	100 %

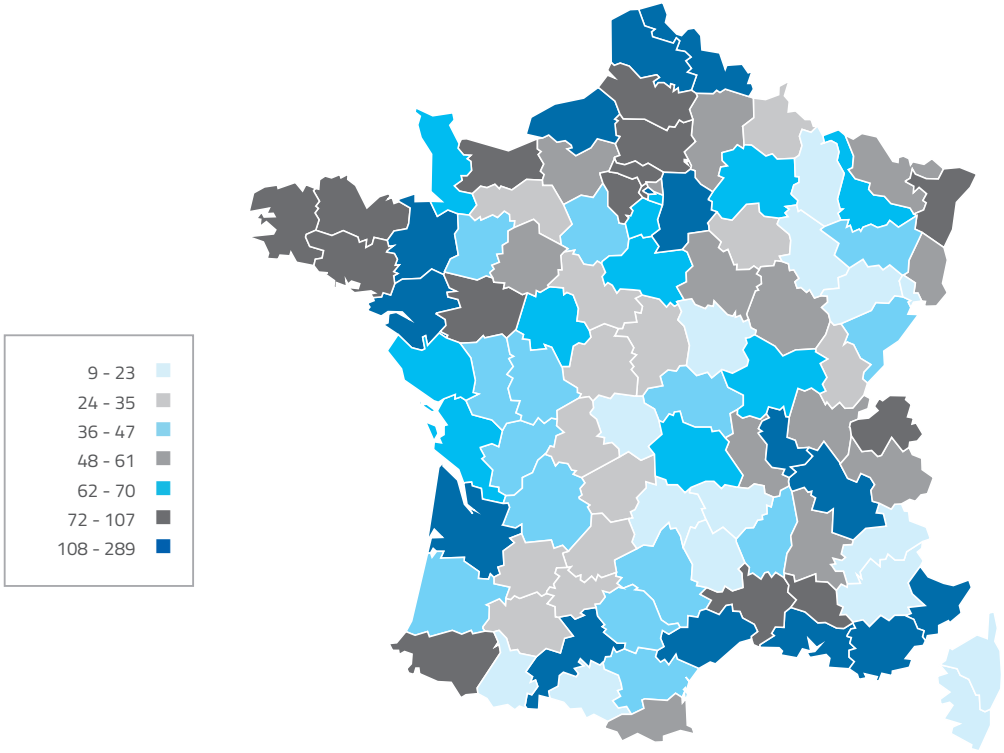
Répartition des offices notariaux

221
organismes assimilés

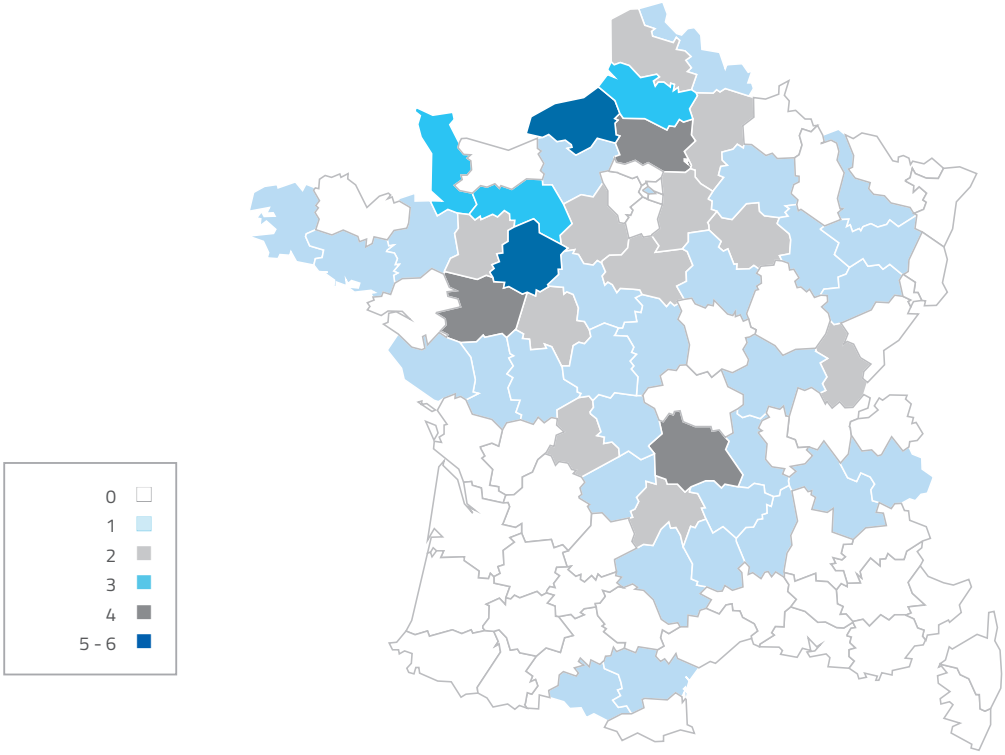
	Répartition des offices notariaux
ÉTUDES	2 317
SEL	1 455
SCP	2 349
TOTAL	6 121

1 ■ FINANCEMENT

Le nombre d'études par département

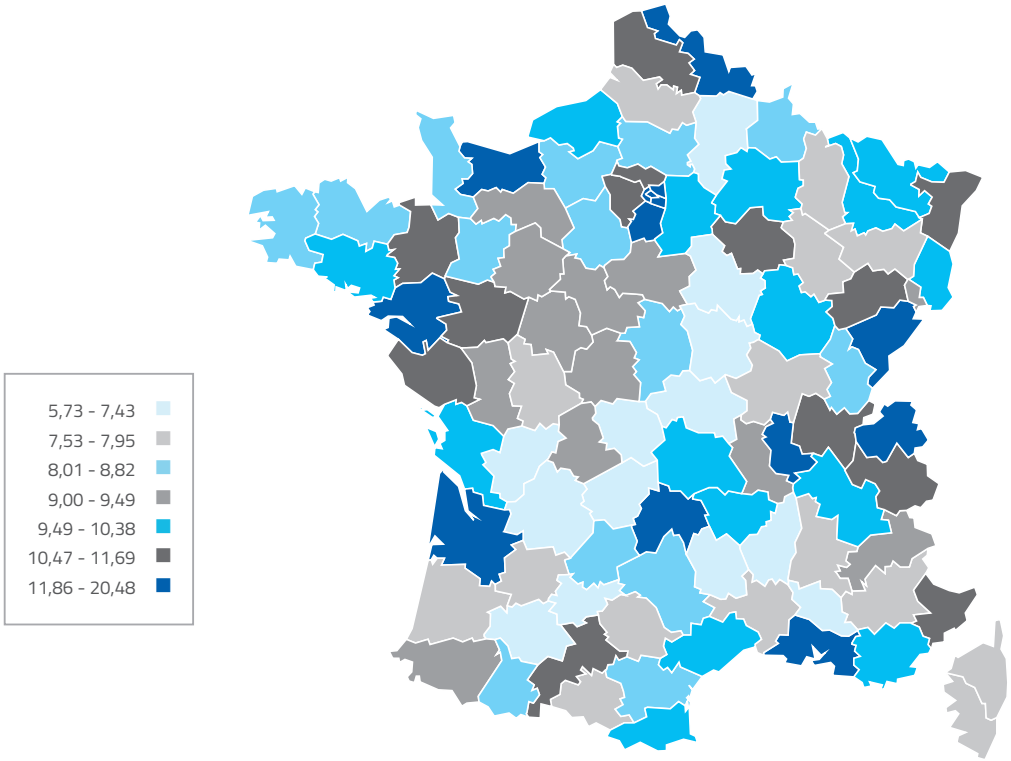


Le nombre d'études créées en 2019 par département



1 ■ FINANCEMENT

Nombre moyen de salariés par département d'implantation des études notariales

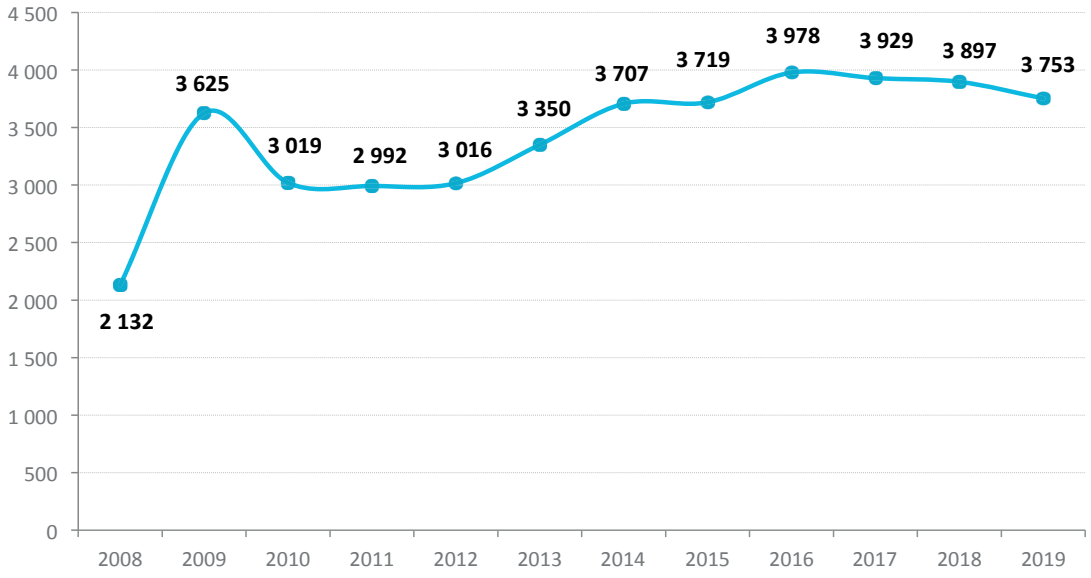


4. Salaires des cotisants salariés

Suite à la mise en œuvre en fin d'année 2018 de la déclaration sociale nominative (DSN), la CRPCEN n'est pas en mesure de produire les données salariales au niveau individuel. En effet, les déclarations sont exploitées par nos services au niveau de « l'étude notariale ». Les informations individuelles sont par ailleurs déversées dans le répertoire de gestion des carrières unique (RGCU). L'exploitation des salaires individuels sera possible une fois les données du RGCU mises à disposition à des fins statistiques.

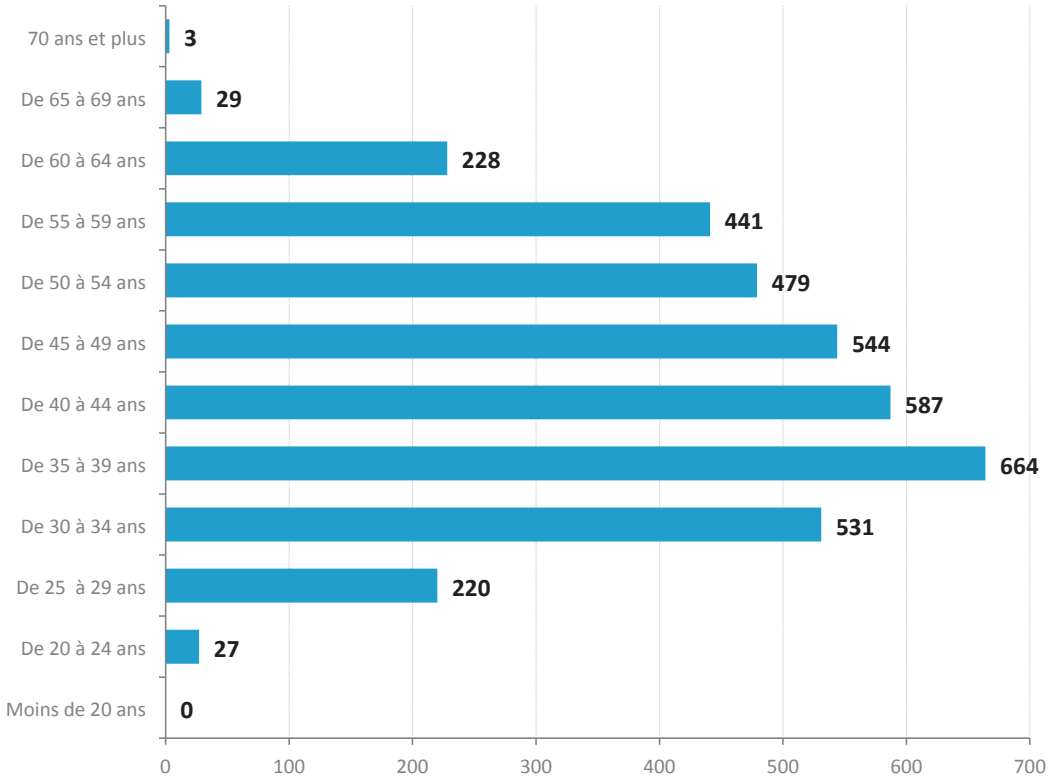
5. Les chômeurs

3 753
chômeurs

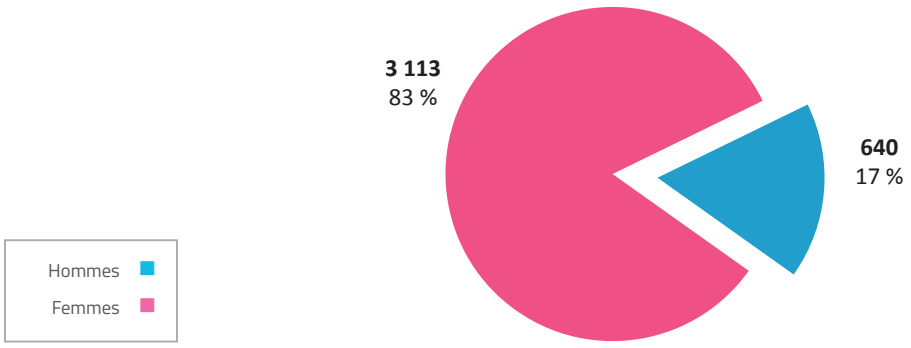


1 ■ FINANCEMENT

Répartition par classes d'âge



Répartition par sexe

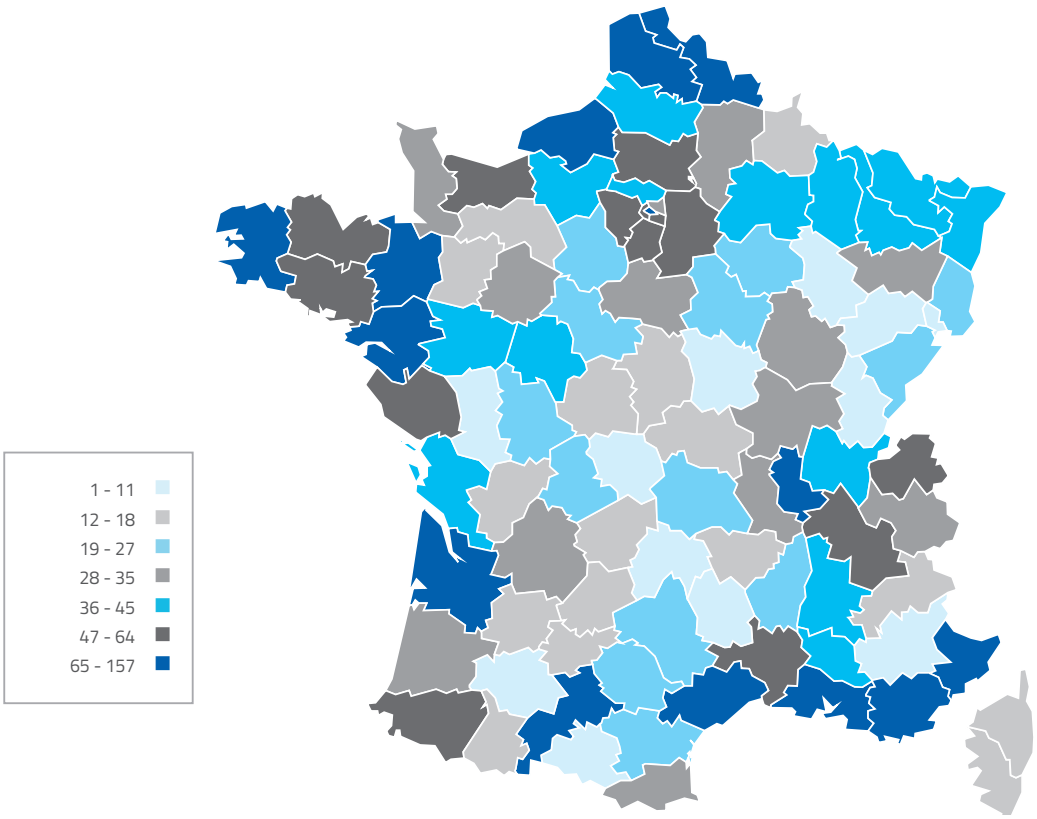


Âge moyen par sexe

	Hommes	Femmes	Ensemble
Âge moyen	44 ans et 11 mois	44 ans et 3 mois	44 ans et 4 mois

1 ■ FINANCEMENT

Répartition par département de résidence



Taux de chômage

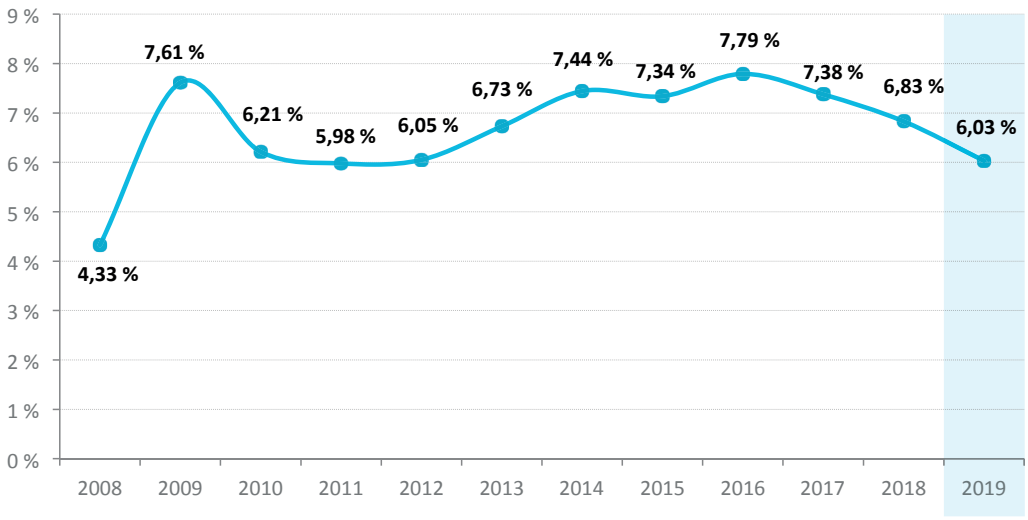
62 211
actifs
(salariés + chômeurs)

	Nombre	Poucentage
Salariés	58 458	94 %
Chômeurs	3 753	6 %
TOTAL	62 211	100%

1 ■ FINANCEMENT

Évolution du taux de chômage

6,03 %
Taux de chômage

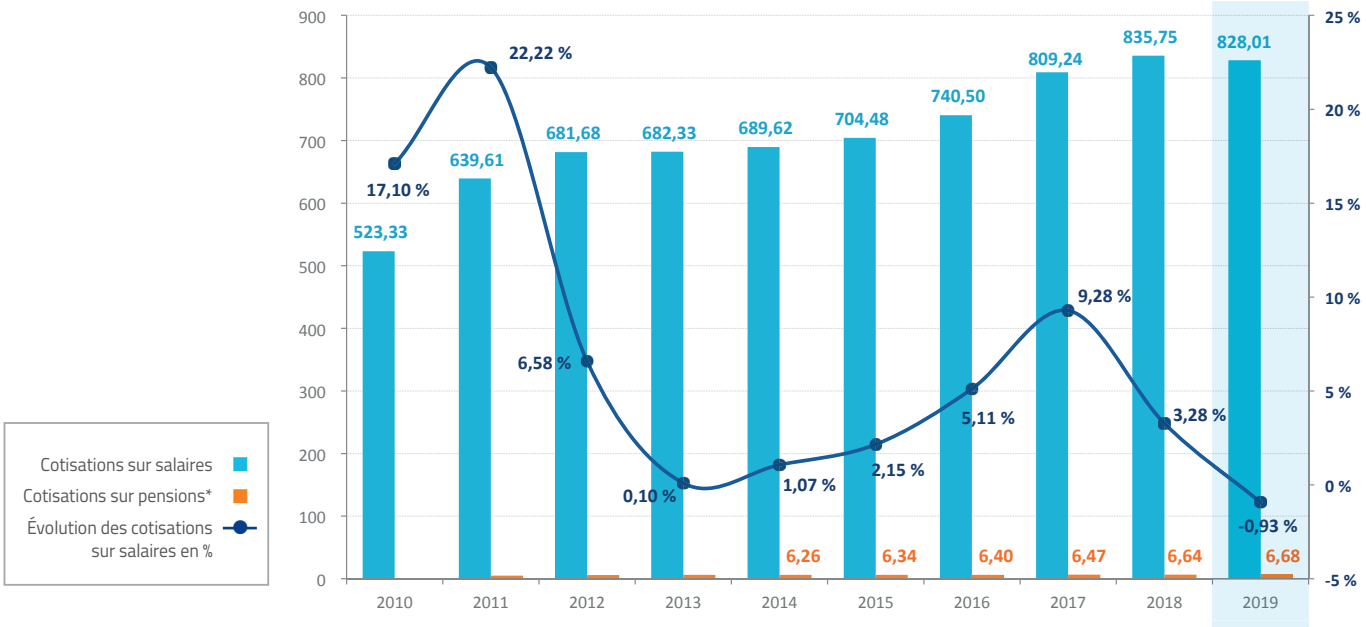


LES COTISATIONS

1. Évolution des cotisations sur salaires et sur pensions

(en M€)

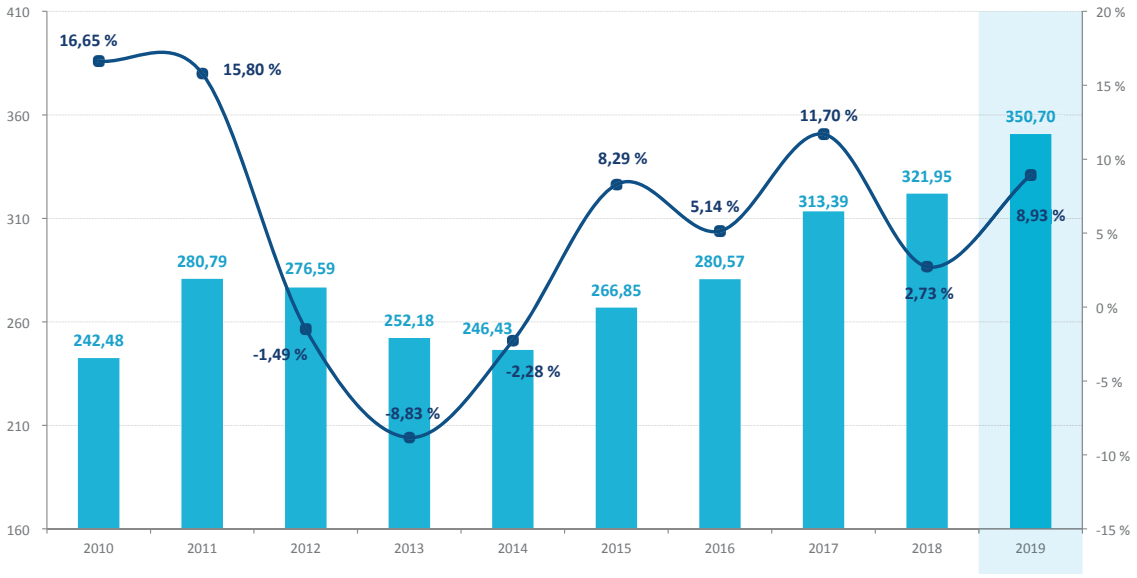
6,68 M€
Cotisations sur pensions



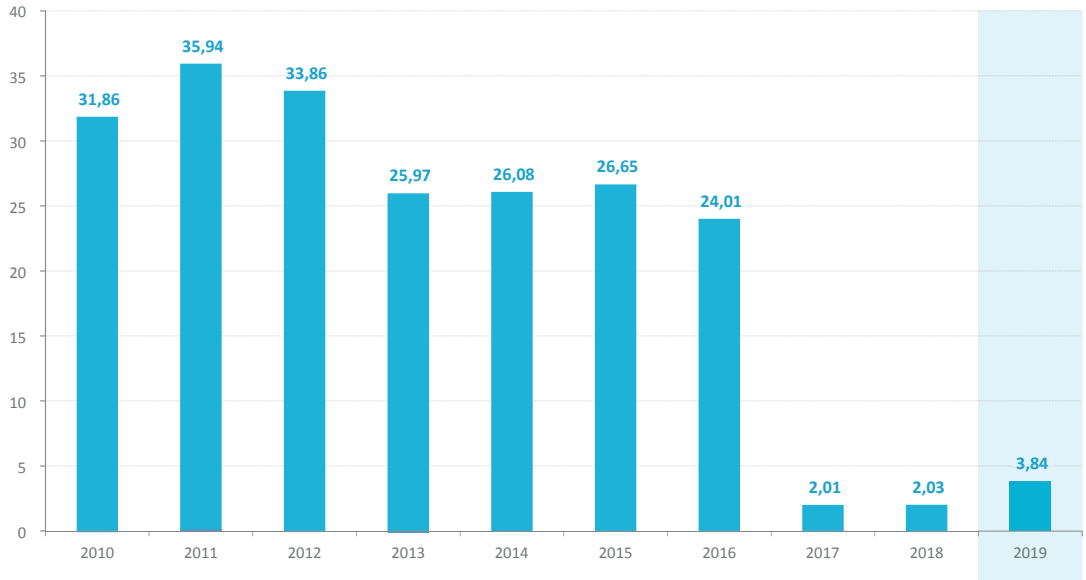
** cotisations maladie sur pensions appliquées à partir de 2011*

1 ■ FINANCEMENT

Évolution des cotisations sur émoluments (en M€)



Évolution des impôts et taxes et des cotisations prises en charge par l'État (en M€)

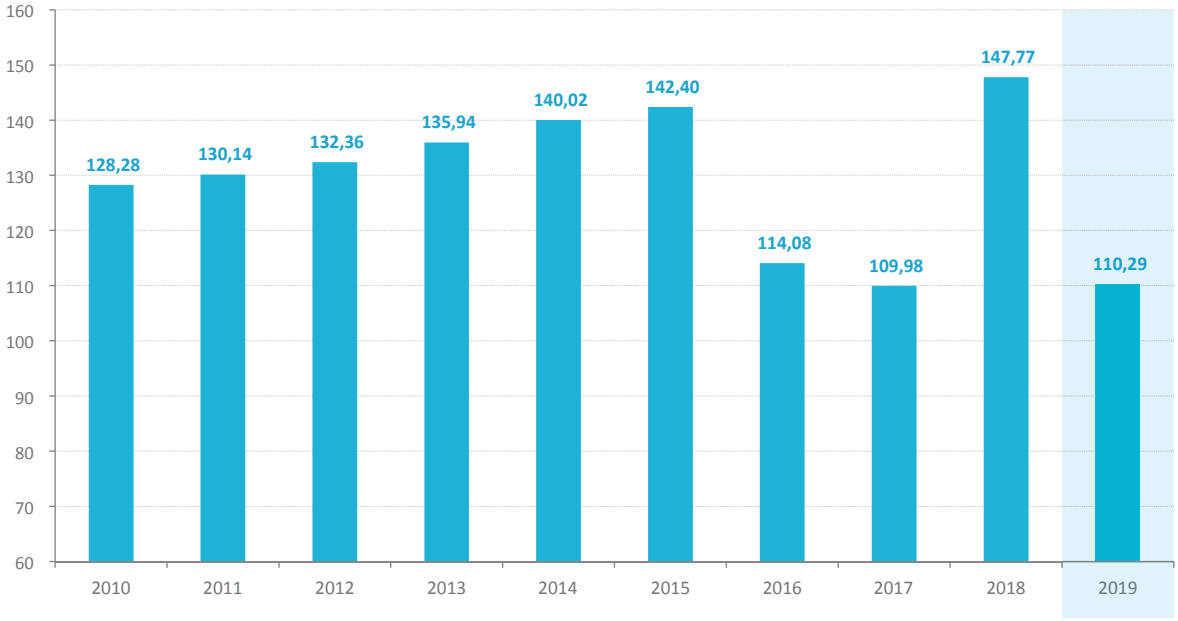


S'agissant des ITAF, aucun produit n'a été enregistré en 2017, 2018 et 2019. Ce constat s'explique par la suppression de l'attribution des recettes liées aux taxes sur la consommation de tabac à notre régime. Cette mesure a été introduite par la LFSS 2017.

Au titre de l'année 2019, les montants correspondent uniquement aux mesures d'éxonérations de charges sociales compensées par l'Etat.

1 ■ FINANCEMENT

CSG (en M€)

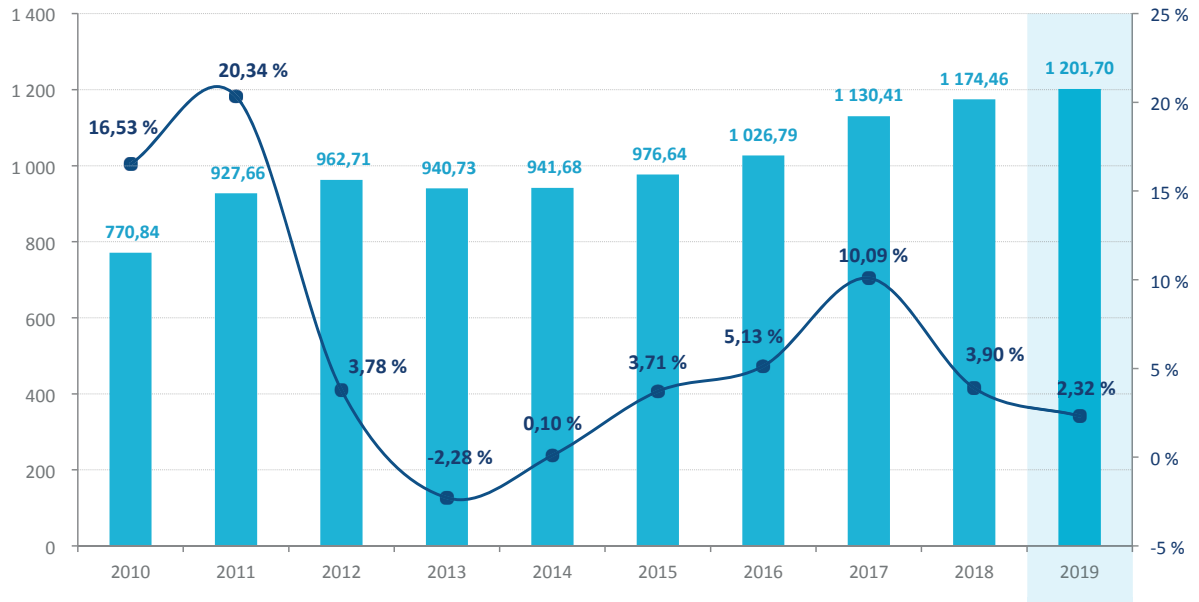


Depuis le 1er janvier 2016, suite à l'intégration financière du régime d'assurance maladie au régime universel maladie (PUMA), le montant de la CSG est calculé au réel, en fonction de la masse salariale déclarée par la profession. Ainsi en 2016, le montant de ***114,08 M€*** *tient compte de ce nouveau mode de fonctionnement mais intègre également un produit exceptionnel de l'ordre de* ***12 M€****. À partir de 2017, le montant de la CSG s'appuie uniquement sur la masse salariale déclarée par les études au cours de l'année.*

La hausse enregistrée en 2018 tient à la hausse de ***+1,7 point*** *de CSG, la part de la CSG « maladie » évolutant de* ***6,05 points*** *à* ***7,75 points*** *au 1er janvier 2018.*

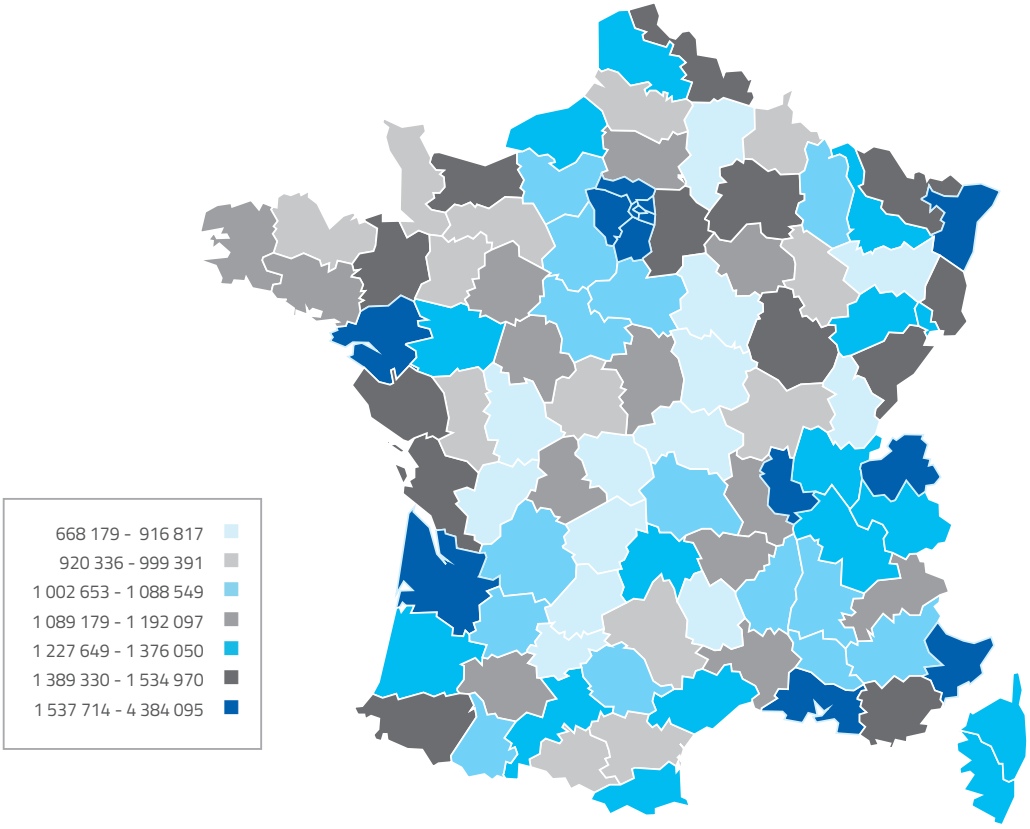
La diminution observée en 2019 tient à la baisse de la part de la CSG « maladie » qui passe de 7,75 points en 2018 à 5,95 points en 2019 (article L136-8 du code de la sécurité sociale).

2. Évolution de l'encaissement des cotisations (en M€)

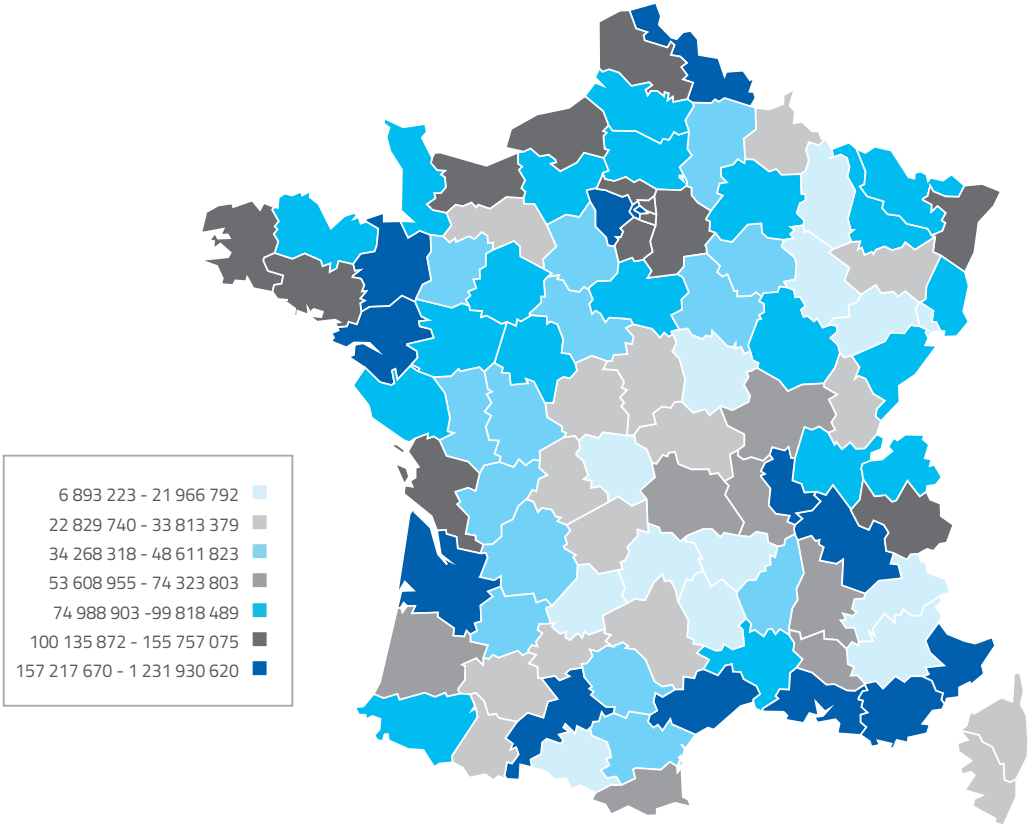


3. Répartition du chiffre d'affaires par département

Chiffre d'affaires moyen des études notariales par département d'implantation des études (en €)



Chiffre d'affaires des études notariales par département d'implantation des études (en €)



4. Taux de recouvrement spontané

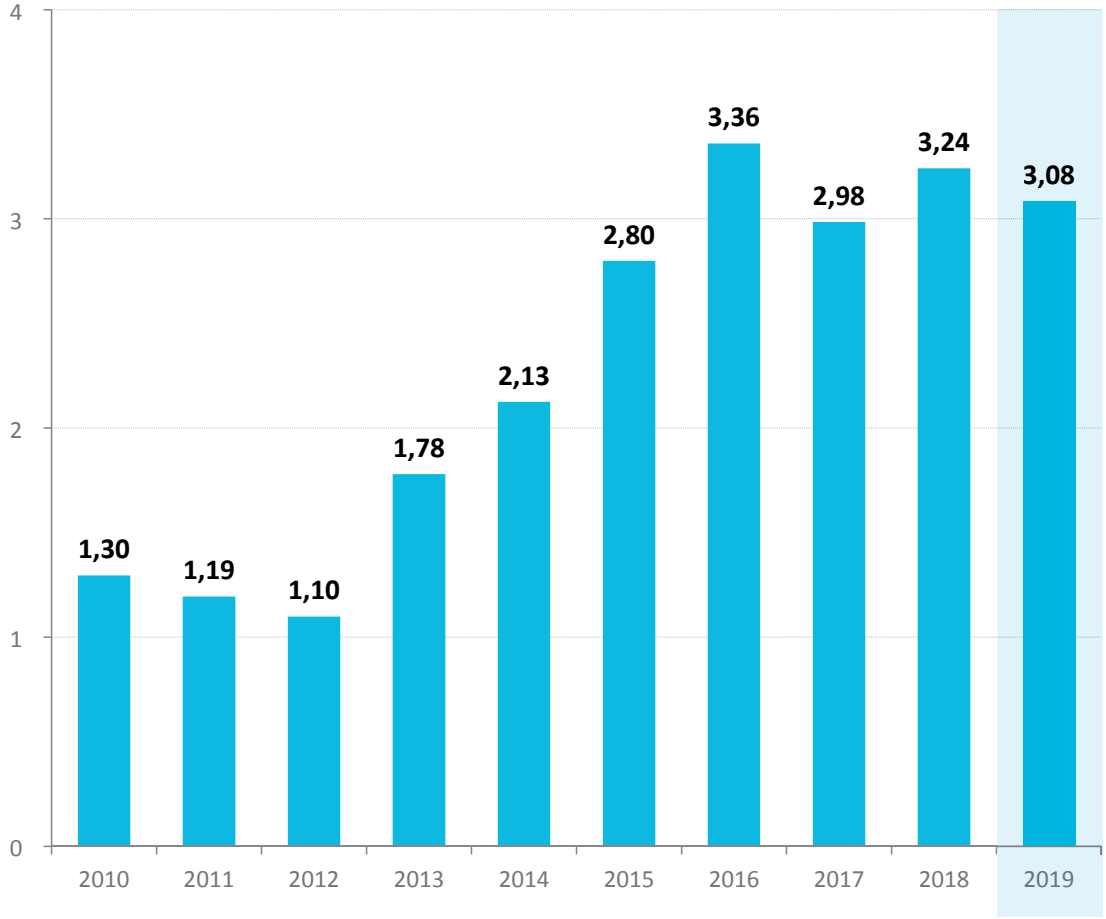
2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
99,54 %	99,13 %	99,13 %	99,31 %	99,40 %	99,33 %	99,31 %	99,35 %	99,32 %	99,36 %	99,09 %	NC

Le taux de recouvrement spontanné permet d'apprécier la capacité des études à régler leurs cotisations, après rappels éventuels, mais avant mises en demeure.

Il est calculé en effectuant le ratio entre :
- le nombre d'études ayant réglé leurs cotisations avant mise en demeure ;
- et le nombre total d'études.

En 2019, le suivi de l'indicateur « taux de recouvrement spontané » a été neutralisé, compte tenu de la mise en œuvre de la déclaration sociale nominative (DSN) qui a généré de nombreuses opérations d'ajustement et de contrôle au sein du service du recouvrement.

5. Montant des créances en contentieux (en M€)



2. ASSURANCE VIEILLESSE

Au 31 décembre 2019, le régime comptabilise **69 641** retraités de droits directs et **8 959** retraités de droits dérivés, soit **78 600** pensionnés en hausse de **+1,49 %** comparativement à 2018.

La population retraitée est composée à **79 %** de femmes.

L'âge moyen s'élève à **74 ans et 6 mois** (**75 ans et 5 mois** pour les hommes et **74 ans et 3 mois** pour les femmes).

La durée moyenne de versement d'une pension de droits directs est de :

- **20 ans et 3 mois** pour les hommes, ayant une durée moyenne d'assurance de **16 ans et 4 mois**.
- **24 ans et 4 mois** pour les femmes, ayant une durée moyenne d'assurance de **15 ans et 3 mois**.

Le montant annuel moyen d'une pension de droits directs pour une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans, est de **33 381 €** pour les hommes et de **21 350 €** pour les femmes.

L'ensemble des prestations vieillesse servies par la Caisse s'élève à **847 M€** en 2019, en hausse de **+1,33 %** par rapport à 2018, contre **+1,77 %** en 2017 et **+1,24 %** en 2016.

Ce ralentissement de la croissance des prestations tient principalement à la revalorisation des pensions de **+0,3 %** intervenue à compter du 1er janvier 2019, contre une revalorisation de **+0,6 %** en moyenne annuelle en 2018.

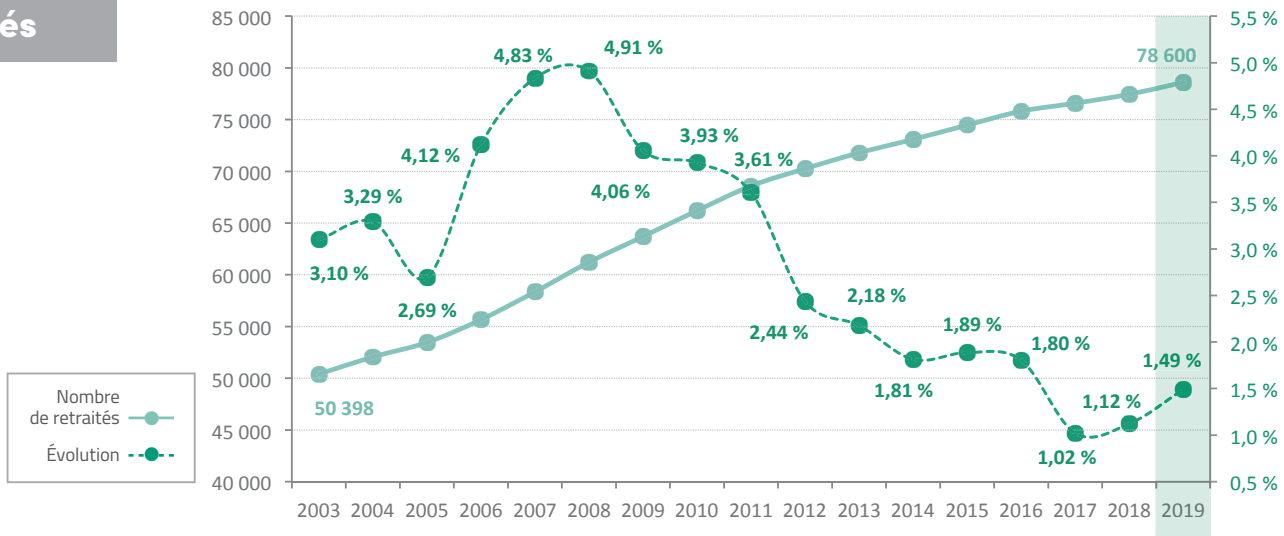
Autre élément : la compensation vieillesse apparaît légèrement moins favorable au régime en 2019 : **27 M€** contre **31 M€** en 2018. Cette diminution est le reflet des bons résultats du régime, plus précisément du dynamisme de la masse salariale et des recrutements dans la profession. Le ratio démographique brut du régime (rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de pensionnés de droits directs) s'améliore en 2019, et atteint **0,84** contre **0,78** un an plus tôt.

LES CARACTÉRISTIQUES DES RETRAITÉS

1. Les retraités

Évolution du nombre de retraités

78 600
retraités

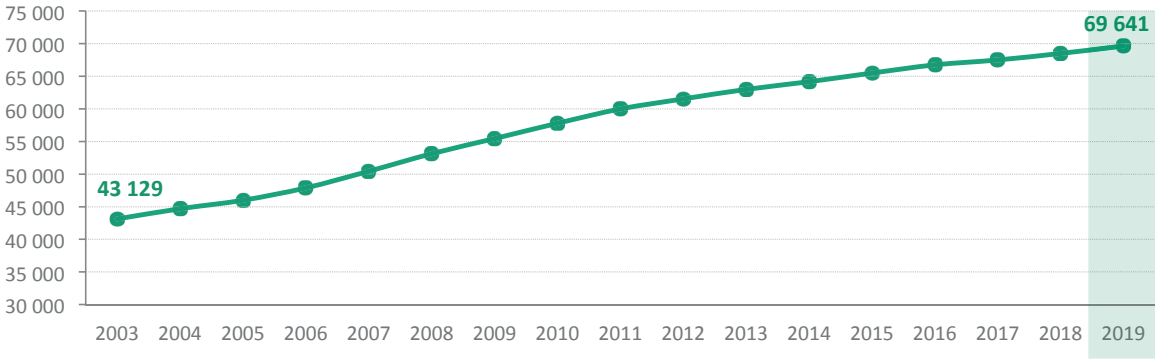


2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

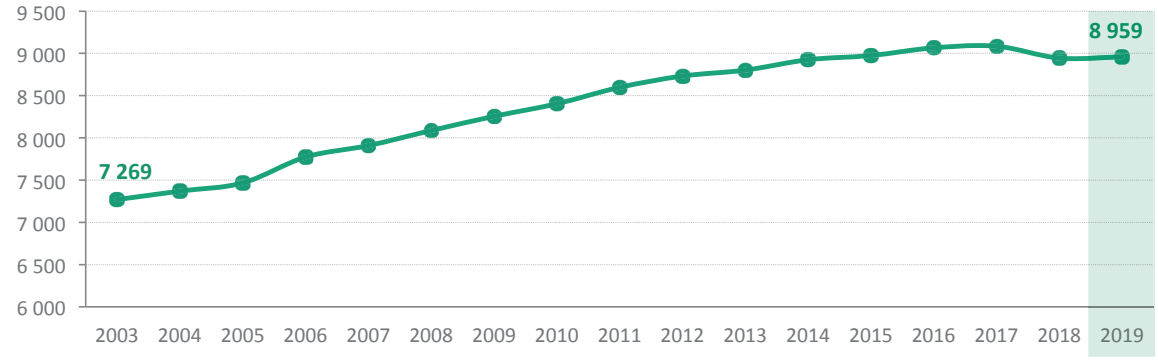
■ Évolution du nombre de retraités par type de prestations

	Droits directs (en nombre)			Droits directs (évolution en %)		Droits dérivés	
	Nombre de retraités	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	Nombre de retraités	Évolution (en %)
2003	43 129	19 069	24 060	7,64 %	0,46 %	7 269	0,69 %
2004	44 687	20 297	24 390	6,44 %	1,37 %	7 370	1,39 %
2005	45 991	21 490	24 501	5,88 %	0,46 %	7 467	1,32 %
2006	47 887	22 905	24 982	6,58 %	1,96 %	7 773	4,10 %
2007	50 441	24 648	25 793	7,61 %	3,25 %	7 909	1,75 %
2008	53 128	25 923	27 205	5,17 %	5,47 %	8 087	2,25 %
2009	55 443	26 608	28 835	2,64 %	5,99 %	8 255	2,08 %
2010	57 795	27 295	30 500	2,58 %	5,77 %	8 404	1,80 %
2011	59 989	27 785	32 204	1,80 %	5,59 %	8 598	2,31 %
2012	61 526	28 143	33 383	1,29 %	3,66 %	8 732	1,56 %
2013	62 986	28 412	34 574	0,96 %	3,57 %	8 802	0,80 %
2014	64 165	28 634	35 531	0,78 %	2,77 %	8 925	1,40 %
2015	65 494	28 864	36 630	0,80 %	3,09 %	8 975	0,56 %
2016	66 747	29 277	37 470	2,25 %	5,46 %	9 066	1,58 %
2017	67 502	29 483	38 019	0,70 %	1,47 %	9 085	0,21 %
2018	68 501	29 597	38 904	0,39 %	2,33 %	8 945	-1,54 %
2019	69 641	29 905	39 736	1,04 %	2,14 %	8 959	0,16 %

> Nombre de retraités de droits directs



> Nombre de retraités de droits dérivés



2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Répartition par type de prestations et par sexe

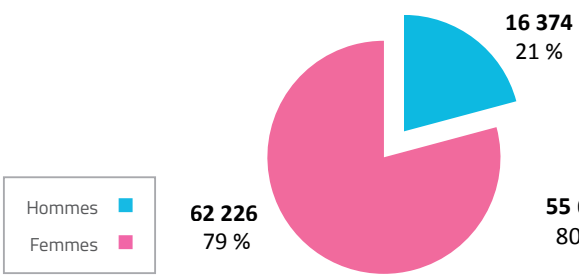
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Droits directs	14 026	85,66 %	55 615	89,38 %	69 641	88,60 %
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	5 573	39,73 %	24 332	43,75 %	29 905	42,94 %
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	8 453	60,27 %	31 283	56,25 %	39 736	57,06 %
Droits dérivés	2 348	14,34 %	6 611	10,62 %	8 959	11,40 %
TOTAL	16 374	20,83 %	62 226	79,17 %	78 600	100 %

- *Parmi les femmes,* **89,38 %** *perçoivent une prestation de droits directs.* **43,75 %** *d'entre-elles ont une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et* **56,25 %** *ont une durée d'assurance inférieure à 15 ans.* **10,62 %** *perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- *Parmi les hommes,* **85,66 %** *perçoivent une prestation de droits directs.* **39,73 %** *d'entre-eux ont une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et* **60,27 %** *ont une durée d'assurance inférieure à 15 ans.* **14,34 %** *perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- **79,17 %** *de nos retraités sont des femmes et* **20,83 %** *sont des hommes.*

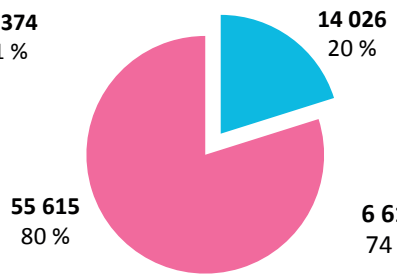
	Hommes	Femmes	Total
Droits directs	20 %	80 %	100 %
Droits dérivés	26 %	74 %	100 %

Répartition par sexe

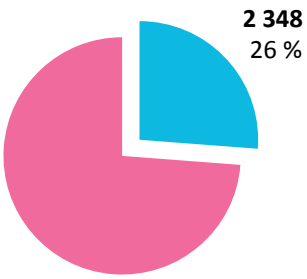
> Droits directs et dérivés



> Droits directs



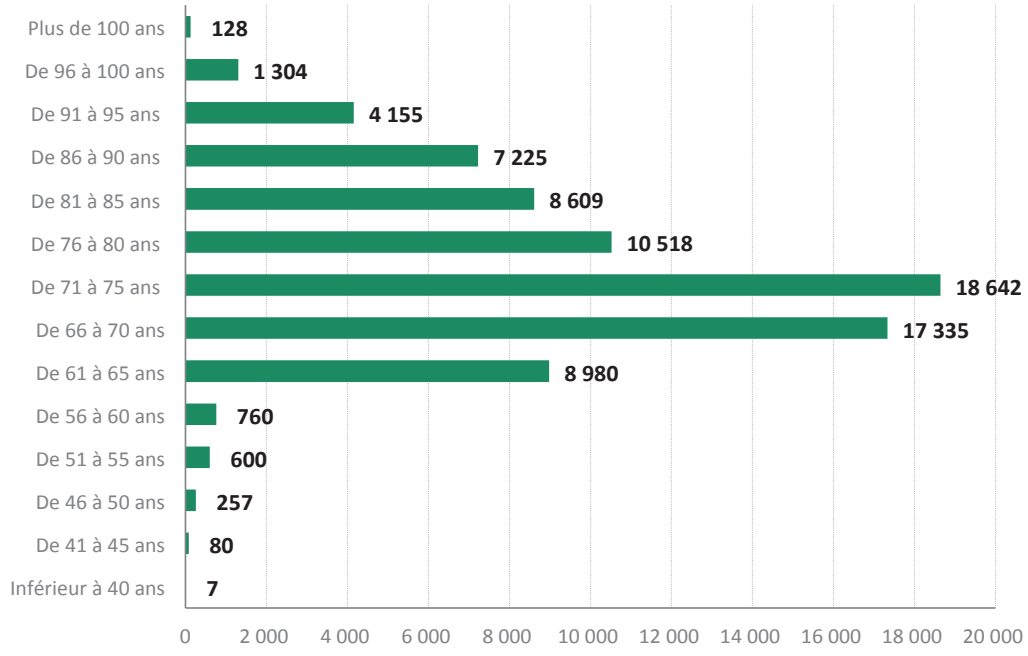
> Droits dérivés



2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

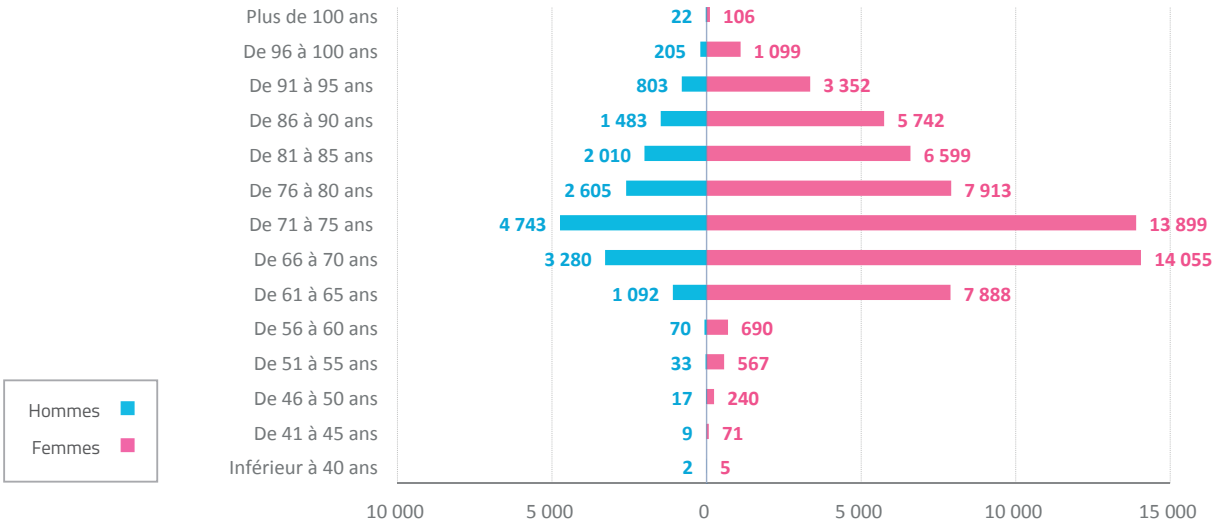
Répartition par classes d'âge

	Nombre de retraités	Structure
Inférieur à 40 ans	7	0,01 %
De 41 à 45 ans	80	0,10 %
De 46 à 50 ans	257	0,33 %
De 51 à 55 ans	600	0,76 %
De 56 à 60 ans	760	0,97 %
De 61 à 65 ans	8 980	11,42 %
De 66 à 70 ans	17 335	22,05 %
De 71 à 75 ans	18 642	23,72 %
De 76 à 80 ans	10 518	13,38 %
De 81 à 85 ans	8 609	10,95 %
De 86 à 90 ans	7 225	9,19 %
De 91 à 95 ans	4 155	5,29 %
De 96 à 100 ans	1 304	1,66 %
Plus de 100 ans	128	0,16 %
TOTAL	78 600	100 %

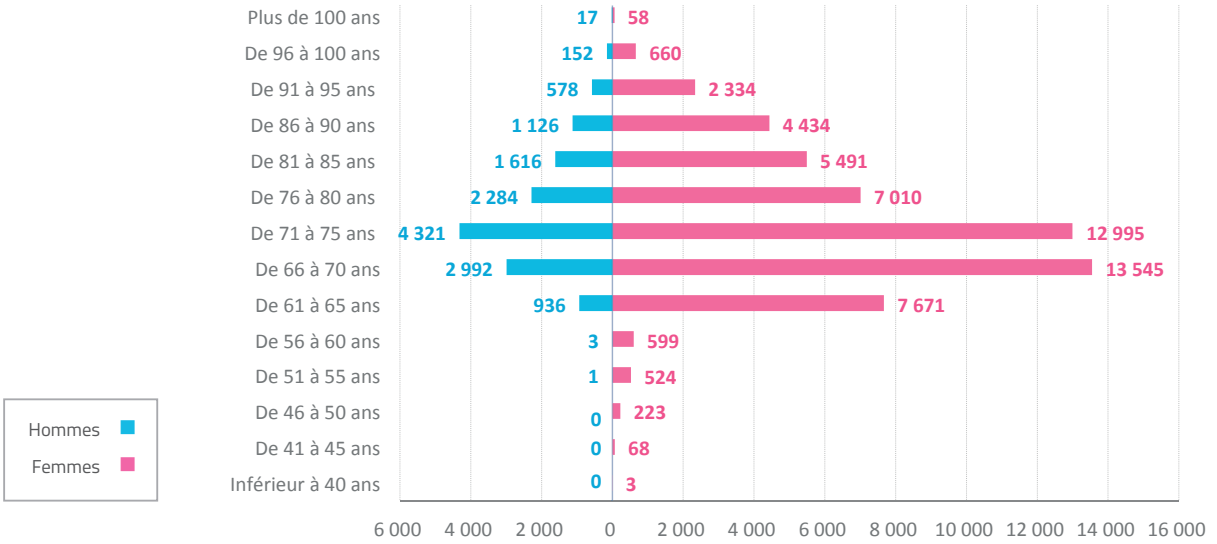


2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Pyramide des âges pour l'ensemble des retraités



Pyramide des âges des retraités de droits directs



Les générations avant 1957 pouvaient faire valoir leur droit à pension avant l'âge de 60 ans, lorsqu'elles justifiaient d'au minimum 25 ans de carrière dans le notariat.
À partir de la génération 1958, l'âge de départ à la retraite est de 60 ans et 8 mois et elle augmente selon un calendrier spécifique qui doit porter l'âge de départ à 62 ans à partir de la génération 1962.
La présence de retraités ayant un âge inférieur s'explique par le dispositif de retraite anticipée bénéficiant aux parents de trois enfants et plus, et par le dispositif de départ pour carrière longue.

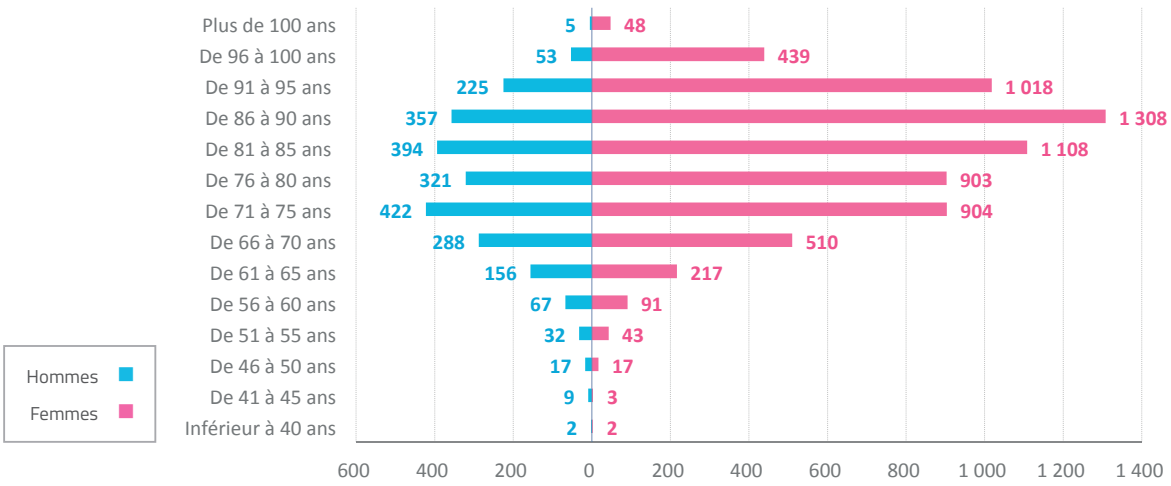
Les conditions pour prétendre à une retraite par anticipation pour les parents de 3 enfants sont les suivantes :

- *être parent d'au moins 3 enfants ;*
- *justifier pour chacun des enfants, d'une interruption ou d'une réduction de l'activité d'une durée équivalente à* ***au moins 2 mois*** *(au titre du congé de maternité, par exemple) ;*
- *totaliser au moins* ***15 ans d'assurance*** *à la CRPCEN.*

À compter du 1er janvier 2017, le droit à pension anticipé des parents de 3 enfants est supprimé. *Les assurés réunissant les conditions pour en bénéficier avant cette date conservent toutefois la possibilité de liquider leur pension par anticipation au-delà du 31 décembre 2016, mais avec des paramètres de calcul (nombre de trimestres requis, taux et âge d'annulation de la décote) moins avantageux. En effet, ces paramètres ne seront plus fixés compte tenu de leur date d'ouverture de droit, mais en fonction de leur 60e anniversaire.*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Pyramide des âges des retraités de droits dérivés



Évolution de l'âge moyen des retraités

	Âge moyen		
	Tous droits confondus	Droits directs	Droits dérivés
2003	71 ans et 5 mois	70 ans et 5 mois	77 ans et 4 mois
2004	71 ans et 6 mois	70 ans et 6 mois	77 ans et 6 mois
2005	71 ans et 7 mois	70 ans et 7 mois	77 ans et 9 mois
2006	71 ans et 7 mois	70 ans et 7 mois	77 ans et 7 mois
2007	71 ans et 6 mois	70 ans et 5 mois	77 ans et 9 mois
2008	71 ans et 4 mois	70 ans et 5 mois	77 ans et 10 mois
2009	71 ans et 5 mois	70 ans et 5 mois	78 ans
2010	71 ans et 6 mois	70 ans et 6 mois	78 ans et 2 mois
2011	71 ans et 8 mois	70 ans et 9 mois	78 ans et 4 mois
2012	72 ans	71 ans et 1 mois	78 ans et 6 mois
2013	72 ans et 3 mois	71 ans et 4 mois	78 ans et 8 mois
2014	72 ans et 7 mois	71 ans et 8 mois	78 ans et 11 mois
2015	72 ans et 10 mois	71 ans et 11 mois	79 ans et 1mois
2016	73 ans et 1 mois	72 ans et 3 mois	79 ans et 3 mois
2017	73 ans et 5 mois	72 ans et 7 mois	79 ans et 6 mois
2018	74 ans et 3 mois	73 ans et 6 mois	80 ans et 4 mois
2019	74 ans et 6 mois	73 ans et 9 mois	81 ans et 6 mois

Âge moyen par type de prestations et par sexe

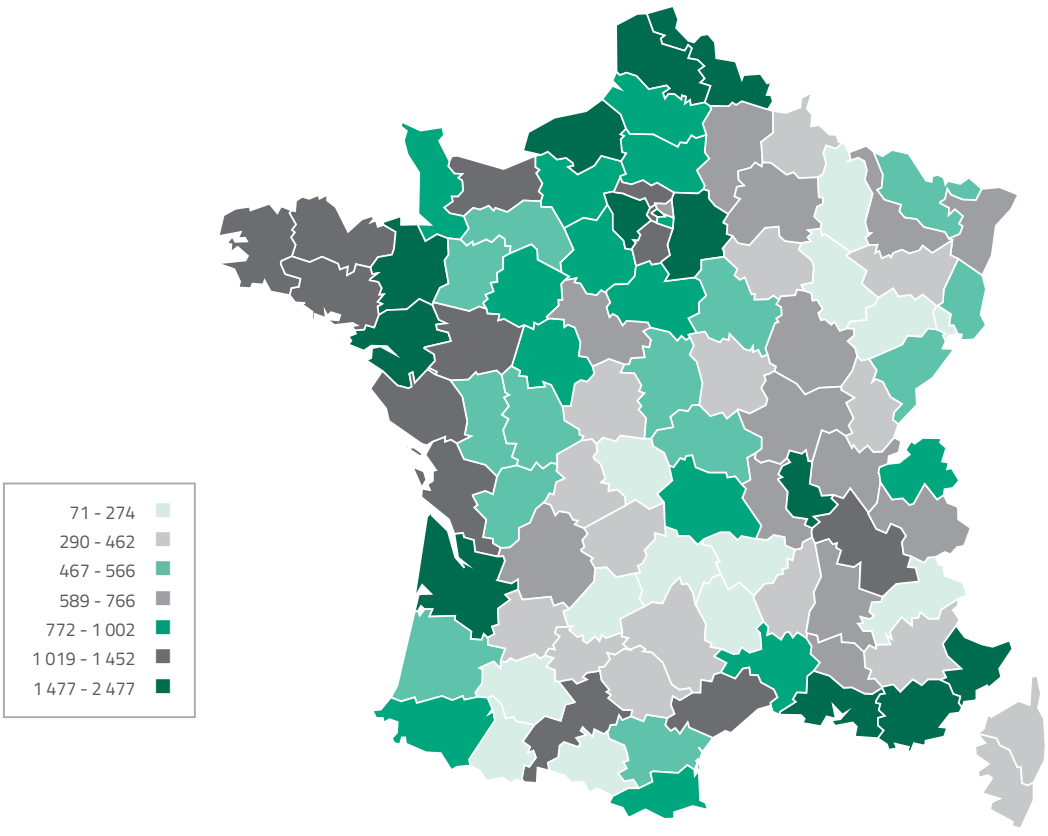
	Âge moyen	
	Hommes	Femmes
Droits directs	75 ans et 1 mois	73 ans et 5 mois
Droits dérivés	77 ans et 5 mois	81 ans et 8 mois
Ensemble	**75 ans et 5 mois**	**74 ans et 3 mois**

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Évolution de l'âge moyen au décès par sexe

	Hommes	Femmes	Ensemble
2003	81 ans et 2 mois	83 ans et 3 mois	82 ans et 7 mois
2004	80 ans et 11 mois	83 ans et 11 mois	82 ans et 11 mois
2005	81 ans et 8 mois	84 ans et 2 mois	83 ans et 4 mois
2006	81 ans et 5 mois	83 ans et 10 mois	83 ans
2007	81 ans et 9 mois	84 ans et 2 mois	83 ans et 5 mois
2008	82 ans et 2 mois	84 ans	83 ans et 5 mois
2009	81 ans et 3 mois	84 ans et 8 mois	83 ans et 7 mois
2010	81 ans et 10 mois	84 ans et 5 mois	83 ans et 7 mois
2011	82 ans et 3 mois	84 ans et 6 mois	83 ans et 9 mois
2012	82 ans	85 ans et 2 mois	84 ans et 2 mois
2013	82 ans et 8 mois	84 ans et 7 mois	83 ans et 11 mois
2014	82 ans et 10 mois	84 ans et 11 mois	84 ans et 3 mois
2015	83 ans et 4 mois	85 ans et 8 mois	84 ans et 11 mois
2016	82 ans et 9 mois	85 ans et 4 mois	84 ans et 7 mois
2017	83 ans et 4 mois	86 ans et 7 mois	85 ans et 7 mois
2018	84 ans et 2 mois	86 ans et 10 mois	86 ans et 1 mois
2019	83 ans et 11 mois	86 ans et 10 mois	86 ans et 1 mois

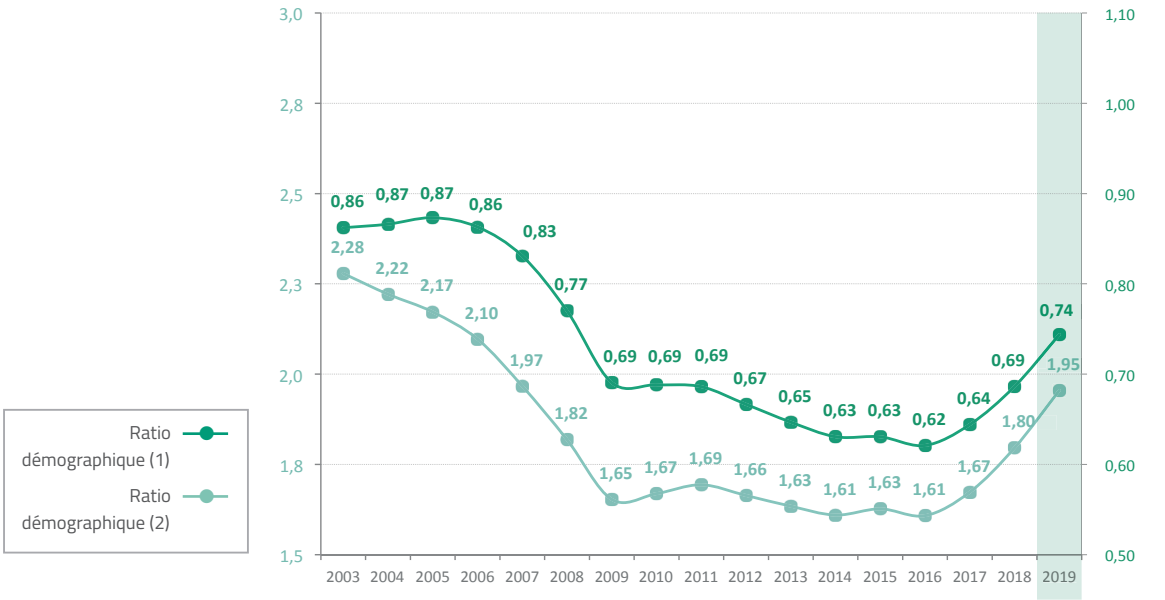
Répartition des retraités par département



2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Évolution du ratio démographique

	Retraités	Actifs cotisants	Ratio démographique (1)	Ratio démographique (2) (retraités droits directs, durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans)
2003	50 398	43 449	0,86	2,28
2004	52 057	45 087	0,87	2,22
2005	53 458	46 680	0,87	2,17
2006	55 660	48 036	0,86	2,10
2007	58 350	48 482	0,83	1,97
2008	61 215	47 144	0,77	1,82
2009	63 698	43 987	0,69	1,65
2010	66 199	45 560	0,69	1,67
2011	68 587	47 057	0,69	1,69
2012	70 258	46 832	0,67	1,66
2013	71 788	46 436	0,65	1,63
2014	73 090	46 096	0,63	1,61
2015	74 469	46 960	0,63	1,63
2016	75 813	47 083	0,62	1,61
2017	76 587	49 335	0,64	1,67
2018	77 446	53 158	0,69	1,80
2019	78 600	58 458	0,74	1,95



Le ratio (1) est le rapport entre le nombre d'actifs cotisants et le nombre de retraités.
Le ratio (2) rapporte le nombre de cotisants au nombre de retraités de droits directs dont la durée d'assurance est supérieure ou égale à 15 ans.

2. Structure et évolution des nouveaux retraités

■ Répartition des nouveaux retraités par type de prestations et par sexe

3 488
nouveaux retraités en 2019

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Droits directs	**490**	**64,56 %**	**2 425**	**88,86 %**	**2 915**	**83,57 %**
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	104	21,22 %	845	34,85 %	949	32,56 %
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	386	78,78 %	1 580	65,15 %	1 966	67,44 %
Droits dérivés	**269**	**35,44 %**	**304**	**11,14 %**	**573**	**16,43 %**
TOTAL	**759**	**21,76 %**	**2 729**	**78,24 %**	**3 488**	**100 %**

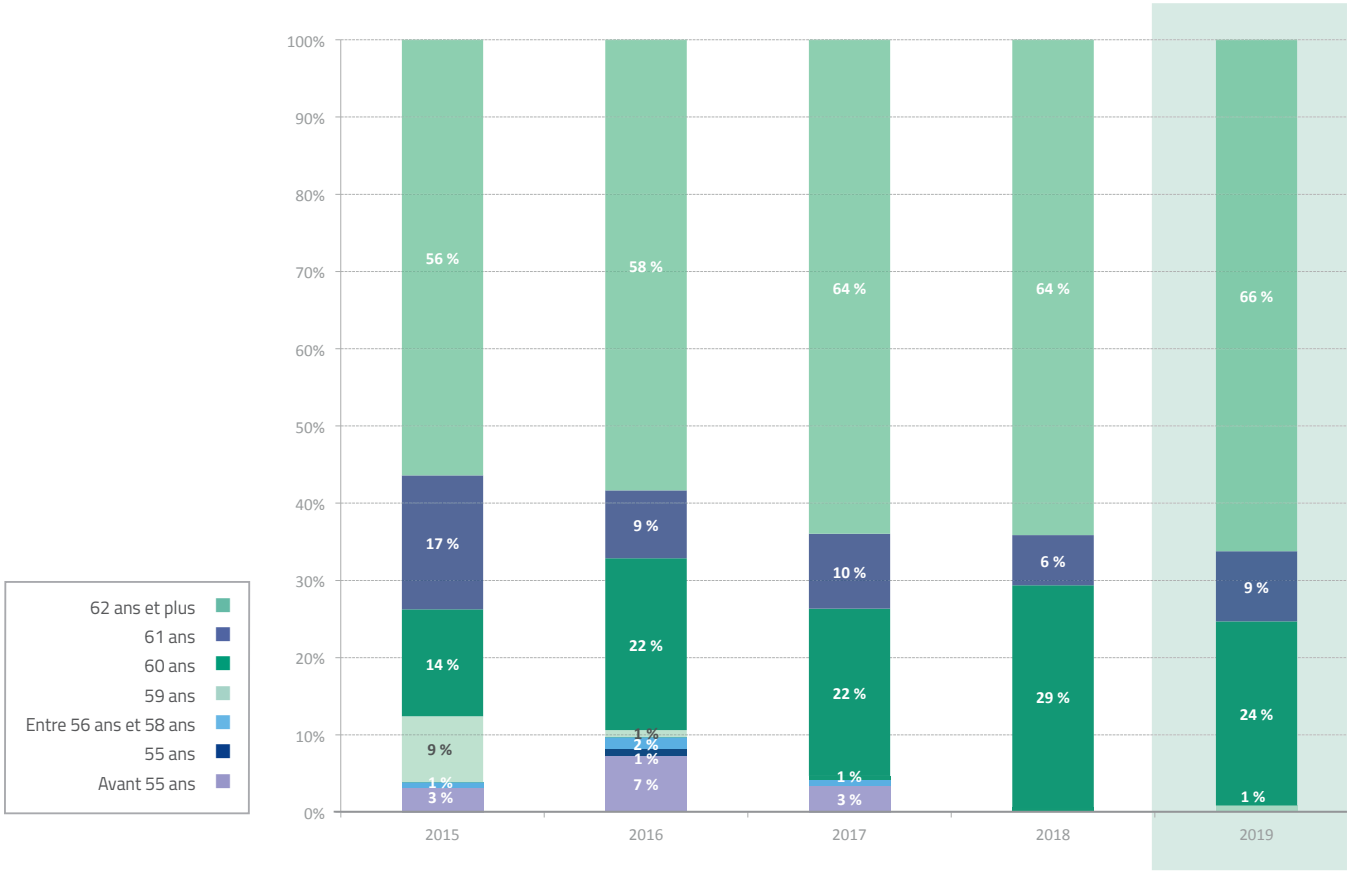
- *Parmi les femmes, **88,86 %** perçoivent une prestation de droits directs.*
  ***34,85 %** d'entre elles font état d'une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et **65,15 %** d'une durée d'assurance inférieure à 15 ans. **11,14 %** perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- *Parmi les hommes, **64,56 %** perçoivent une prestation de droits directs.*
  ***21,22 %** d'entre eux font état d'une durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans et **78,78 %** d'une durée d'assurance inférieure à 15 ans. **35,44 %** perçoivent une prestation de droits dérivés.*
- ***78,24 %** du flux de retraités de 2019 sont des femmes et **21,76 %** sont des hommes.*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - ensemble

	2015	2016	2017	2018	2019
Avant 55 ans	87	206	75	1	4
55 ans	2	22	7	2	3
Entre 56 ans et 58 ans	22	42	19	3	2
59 ans	247	27	11	11	16
60 ans	400	622	520	748	695
61 ans	501	246	232	169	265
62 ans et plus	1 628	1 631	1 534	1 671	1 930
TOTAL	**2 887**	**2 796**	**2 398**	**2 605**	**2 915**



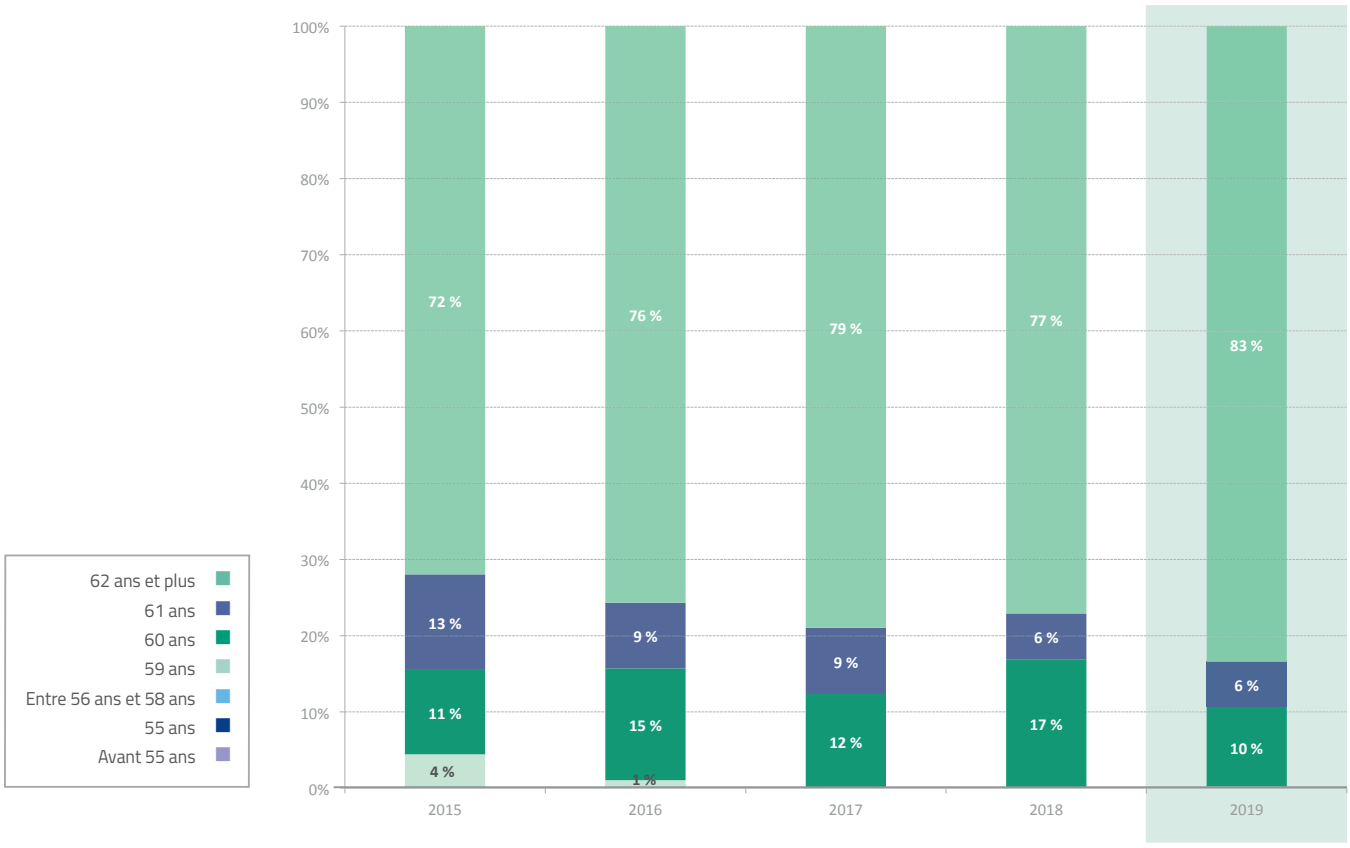
Parmi les « nouveaux retraités » de 2019, 75 % d'entre eux ont fait valoir leur droit à la retraite à 61 ans et plus.

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - hommes

	2015	2016	2017	2018	2019
Avant 55 ans	0	0	0	0	0
55 ans	0	0	0	0	0
Entre 56 ans et 58 ans	1	2	0	0	1
59 ans	23	3	0	2	1
60 ans	60	70	54	80	51
61 ans	68	41	38	27	29
62 ans et plus	390	361	345	364	408
TOTAL	542	477	437	473	490



Parmi les « nouveaux retraités » hommes de 2019, 83 % d'entre eux ont fait valoir leur droit à la retraite à 62 ans et plus.

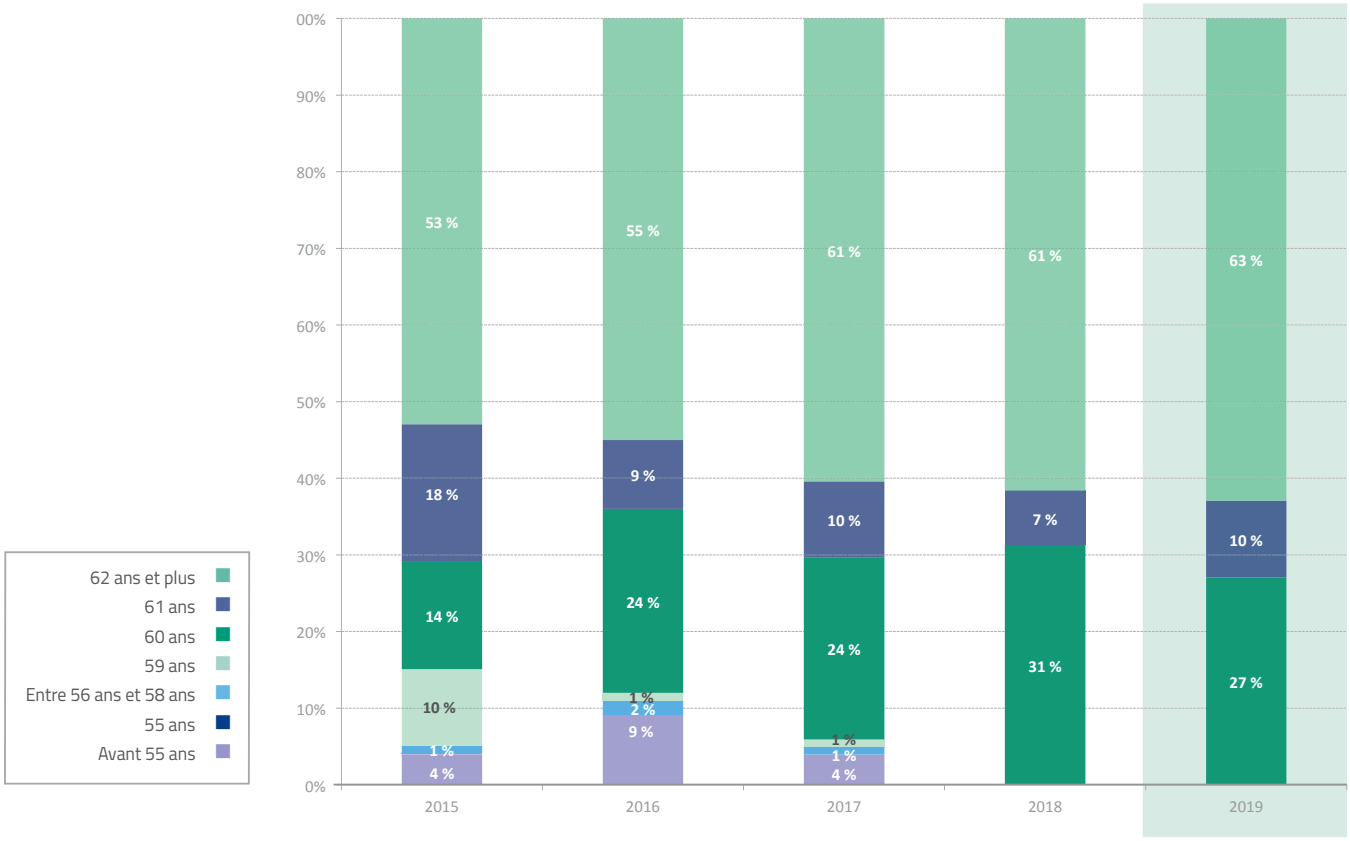
*Pour les retraités de droits directs masculins, ce graphique permet d'apprécier la réforme de 2008, et en particulier l'allongement de la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une pension à taux plein qui est passé de 150 trimestres en 2008 à 165 trimestres en début d'année 2019, l'allongement de l'âge légal qui poursuit son alignement sur celui du régime général (62 ans), la mise en œuvre d'un système de surcote et de décote, le raccourcissement des durées de carrières dans le notariat (les poly-pensionnés étant soumis aux conditions d'âge et de durée de carrière moins favorables du régime général) : tous ces éléments ont incité les hommes à travailler plus longtemps. De fait, la part des hommes qui prennent leur retraite à 62 ans et plus est passée de **31 %** en 2008 à **83 %** en 2019.*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Structure par âge de départ à la retraite par sexe

> Retraités de droits directs - femmes

	2015	2016	2017	2018	2019
Avant 55 ans	87	206	75	1	4
55 ans	2	22	7	2	3
Entre 56 ans et 58 ans	21	40	19	3	1
59 ans	224	24	11	9	15
60 ans	340	552	466	668	644
61 ans	433	205	194	142	236
62 ans et plus	1 238	1 270	1 189	1 307	1 522
TOTAL	2 345	2 319	1 961	2 132	2 425



Parmi les « nouveaux retraités » femmes de 2019, 73 % d'entre elles ont fait valoir leur droit à la retraite à 61 ans et plus.

Pour les retraitées de droits directs féminins, ce graphique permet d'apprécier la réforme de 2008, et en particulier :

- *L'allongement de la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une pension à taux plein qui est passé de 150 trimestres en 2008 à 165 trimestres en début d'année 2019, l'allongement de l'âge légal qui poursuit son alignement sur celui du régime général (62 ans), la mise en œuvre d'un système de surcote et de décote, le raccourcissement des durées de carrières dans le notariat (les poly-pensionnés étant soumis aux conditions d'âge et de durée de carrière moins favorables du régime général) : tous ces éléments ont incité les femmes à travailler plus longtemps.*

  *De fait, la part des femmes qui prennent leur retraite à 60 ans et plus est passée de **72 %** à **99 %** entre 2008 et 2019. De même, les femmes qui cessent leur activité à 62 ans et plus progresse : de **21 %** en 2008 à **63 %** en 2019.*

- *Les départs avant 60 ans sont peu nombreux (**23** cas en 2019, représentant moins de **1 %** des départs), du fait de l'arrêt du dispositif de départ anticipé pour les parents de 3 enfants et plus, à compter du 1er janvier 2017.*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Âge moyen et médian des nouveaux retraités par type de prestations

	Droits directs	Droits dérivés
Âge moyen	63 ans et 7 mois	77 ans et 2 mois
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	62 ans et 2 mois	
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	64 ans et 3 mois	
Âge médian	63 ans et 2 mois	77 ans et 10 mois
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	61 ans et 7 mois	
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	63 ans et 3 mois	

Âge moyen et médian par sexe des nouveaux retraités (droits directs)

	Hommes	Femmes
Âge moyen	65 ans et 3 mois	63 ans et 3 mois
Âge médian	64 ans ans et 8 mois	62 ans et 9 mois

Évolution de l'âge moyen de départ en retraite des nouveaux retraités de droits directs

	Âge moyen hommes	Âge moyen femmes	Âge moyen ensemble
2003	62 ans et 6 mois	58 ans et 7 mois	59 ans et 6 mois
2004	62 ans et 8 mois	59 ans et 3 mois	60 ans
2005	62 ans et 5 mois	58 ans et 10 mois	59 ans et 8 mois
2006	61 ans et 12 mois	59 ans et 2 mois	59 ans et 10 mois
2007	61 ans et 10 mois	58 ans et 11 mois	59 ans et 8 mois
2008	61 ans et 2 mois	59 ans et 5 mois	59 ans et 11 mois
2009	61 ans et 5 mois	60 ans et 5 mois	60 ans et 8 mois
2010	62 ans et 6 mois	60 ans et 1 mois	60 ans et 9 mois
2011	63 ans et 8 mois	60 ans et 12 mois	61 ans et 8 mois
2012	63 ans et 11 mois	61 ans et 6 mois	62 ans et 2 mois
2013	63 ans et 10 mois	61 ans et 7 mois	62 ans et 1 mois
2014	64 ans et 1 mois	61 ans et 8 mois	62 ans et 3 mois
2015	63 ans et 11 mois	61 ans et 10 mois	62 ans et 3 mois
2016	64 ans et 5 mois	61 ans et 2mois	61 ans et 9 mois
2017	64 ans et 5 mois	61 ans et 11 mois	62 ans et 4 mois
2018	65 ans	63 ans et 4 mois	63 ans et 7 mois
2019	65 ans et 3 mois	63 ans et 3 mois	63 ans et 7 mois

3. Durée d'activité et montant des pensions en 2019

Durée moyenne d'assurance dans le régime par sexe

	Droits directs	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans
Hommes	16 ans et 4 mois	30 ans et 11 mois	6 ans et 8 mois
Femmes	15 ans et 3 mois	29 ans et 8 mois	4 ans et 1 mois
Ensemble	**15 ans et 4 mois**	**29 ans et 11 mois**	**4 ans et 8 mois**

Champ : l'ensemble des retraités de droits directs vivants au 31/12/2019.

Montant annuel moyen brut des pensions

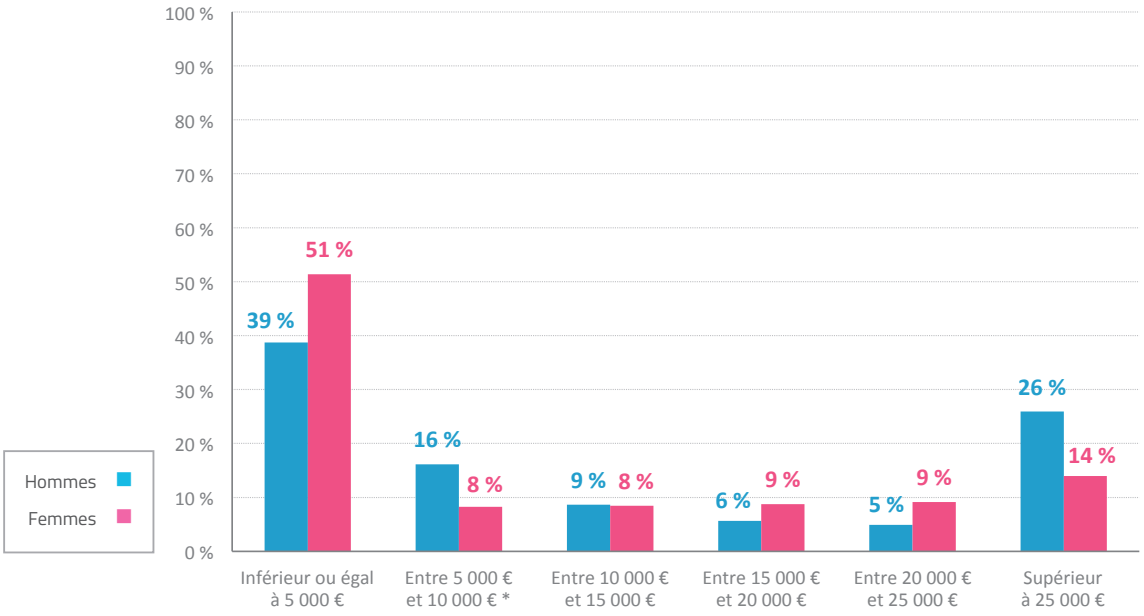
	Montant annuel de la pension	
	Droits directs	Droits dérivés
Médiane	5 559 €	3 332 €
Moyenne	11 878 €	7 728 €

Montant de la pension par type de prestations et par durée d'activité

		Droits directs			Droits dérivés
		Droits directs	Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	Durée d'assurance inférieure à 15 ans	
Hommes	Moyenne	16 290 €	33 381 €	4 518 €	5 872 €
	Médiane	7 894 €	30 524 €	3 302 €	2 850 €
Femmes	Moyenne	10 735 €	21 350 €	1 646 €	8 386 €
	Médiane	4 330 €	20 003 €	979 €	3 423 €

Répartition des retraités de droits directs selon le montant et le sexe

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	5 292	39 %	27 105	51 %	32 397	49 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	2 202	16 %	4 367	8 %	6 569	10 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	1 183	9 %	4 449	8 %	5 632	8 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	773	6 %	4 627	9 %	5 400	8 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	675	5 %	4 826	9 %	5 501	8 %
Supérieur à 25 000 €	3 540	26 %	7 367	14 %	10 907	16 %

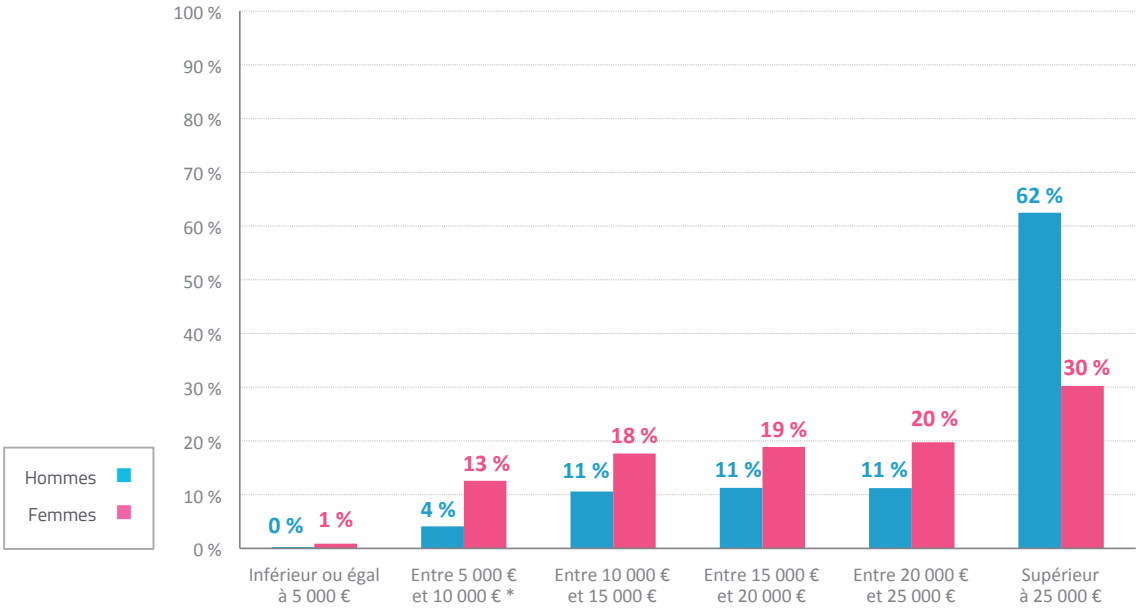


** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er avril 2019 est de **868,20 €** / mois soit **10 418,40 €** annuel pour une personne seule et de **1 347,58 €** / mois soit **16 174,59 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Répartition des retraités de droits directs ayant une activité supérieure ou égale à 15 ans selon le montant de la pension et le sexe

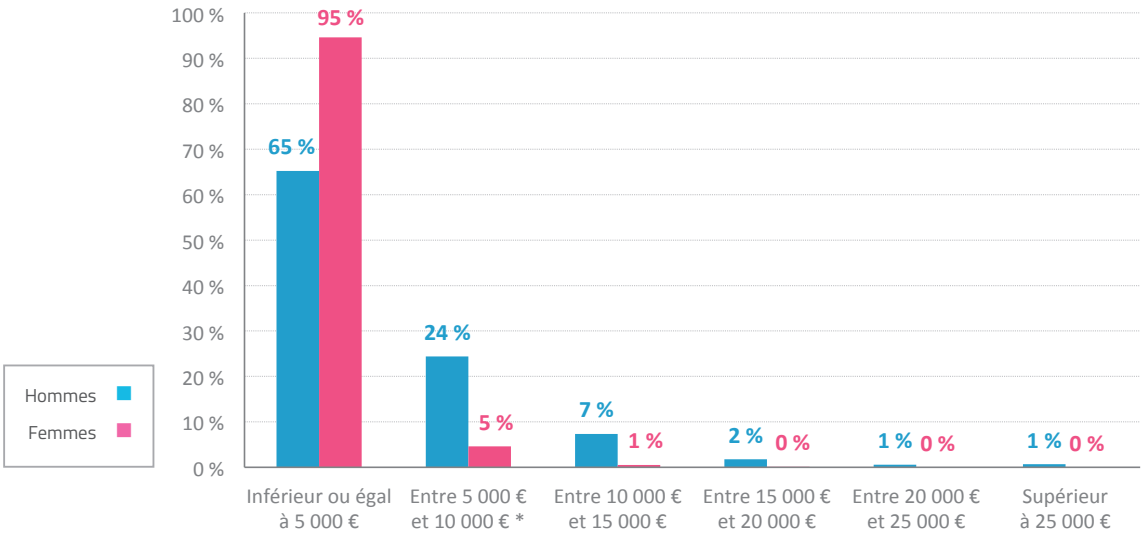
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	14	0 %	216	1 %	230	1 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	230	4 %	3 058	13 %	3 288	11 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	591	11 %	4 299	18 %	4 890	16 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	628	11 %	4 589	19 %	5 217	17 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	627	11 %	4 812	20 %	5 439	18 %
Supérieur à 25 000 €	3 483	62 %	7 354	30 %	10 837	36 %



** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er avril 2019 est de **868,20 €** / mois soit **10 418,40 €** annuel pour une personne seule et de **1 347,58 €** / mois soit **16 174,59 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

Répartition des retraités de droits directs ayant une activité inférieure à 15 ans selon le montant de la pension et le sexe

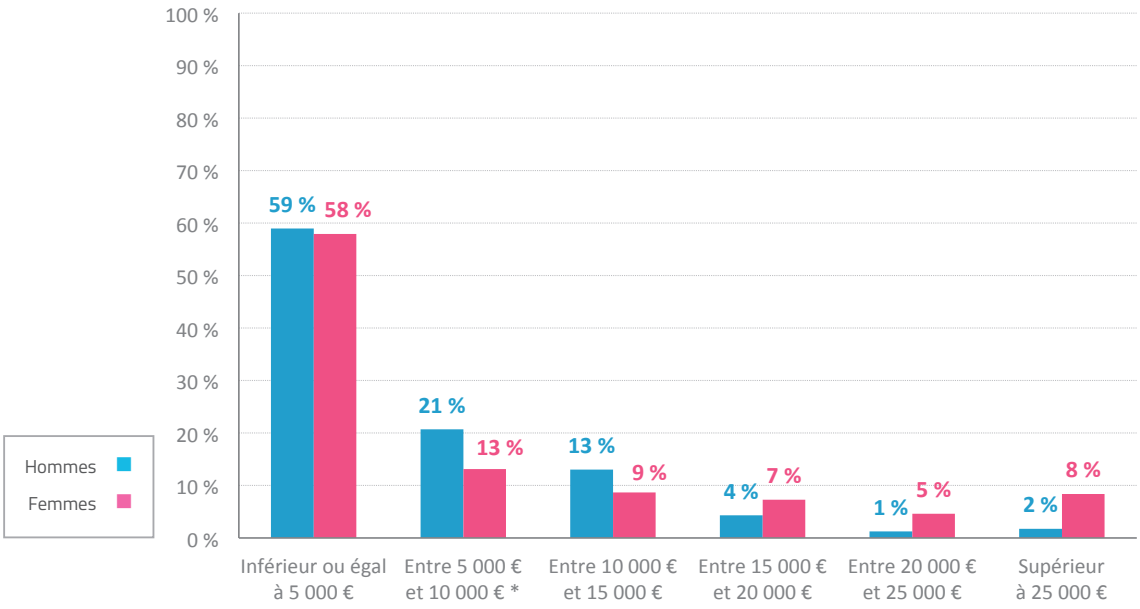
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	5 278	65 %	26 889	95 %	32 167	88 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	1 972	24 %	1 309	5 %	3 281	9 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	592	7 %	150	1 %	742	2 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	145	2 %	38	0 %	183	1 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	48	1 %	14	0 %	62	0 %
Supérieur à 25 000 €	57	1 %	13	0 %	70	0 %



** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er avril 2019 est de **868,20 €** / mois soit **10 418,40 €** annuel pour une personne seule et de **1 347,58 €** / mois soit **16 174,59 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

Répartition des retraités de droits dérivés selon le montant de la pension et le sexe

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)	Nombre de retraités	Structure (%)
Inférieur à 5 000 €	1 323	59 %	3 877	58 %	5 200	58 %
Entre 5 000 € et 10 000 € *	464	21 %	878	13 %	1 342	15 %
Entre 10 000 € et 15 000 €	292	13 %	579	9 %	871	10 %
Entre 15 000 € et 20 000 €	97	4 %	489	7 %	586	7 %
Entre 20 000 € et 25 000 €	28	1 %	310	5 %	338	4 %
Supérieur à 25 000 €	39	2 %	561	8 %	600	7 %



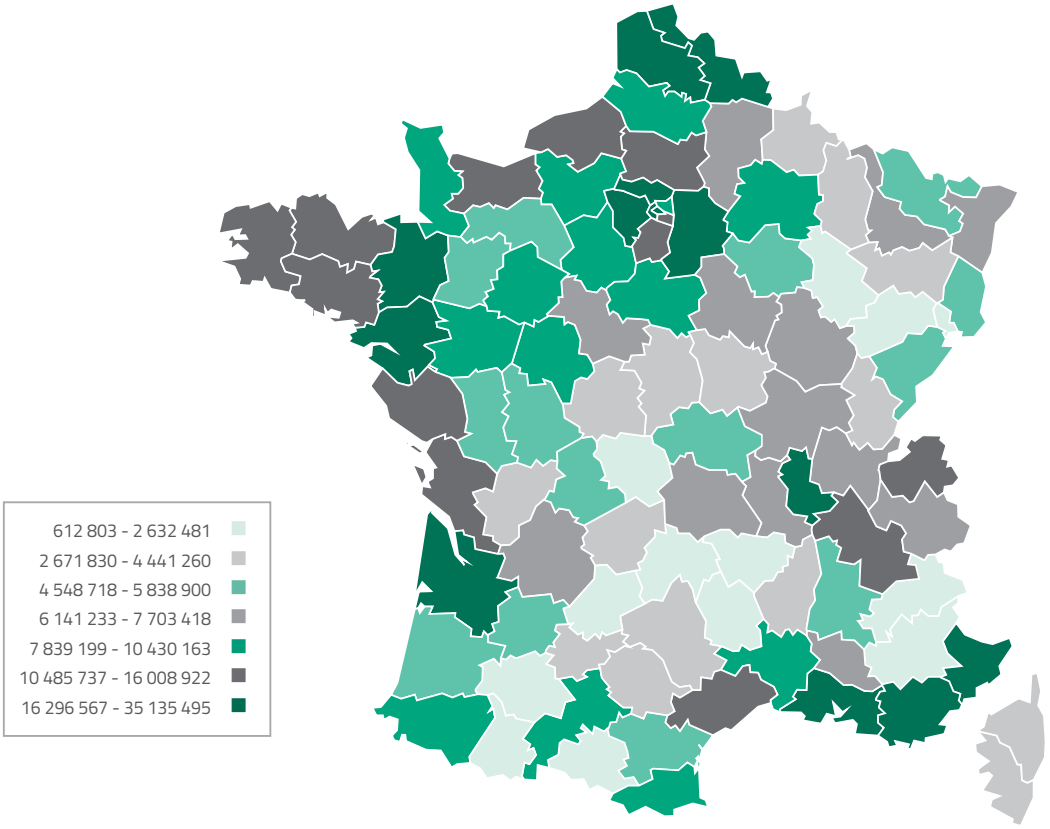
** Pour rappel, le minimum vieillesse au 1er avril 2019 est de **868,20 €** / mois soit **10 418,40 €** annuel pour une personne seule et de **1 347,58 €** / mois soit **16 174,59 €** annuel pour un couple (deux bénéficiaires).*

2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

Durée moyenne de versement d'une pension par type de prestations et par sexe

	Hommes	Femmes
Droits directs	20 ans et 3 mois	24 ans et 4 mois
Durée d'assurance supérieure ou égale à 15 ans	20 ans et 11 mois	26 ans et 7 mois
Durée d'assurance inférieure à 15 ans	19 ans et 10 mois	22 ans et 11 mois
Droits dérivés	5 ans et 11 mois	18 ans et 3 mois

Les prestations vieillesse par département de résidence des pensionnés (en €)



4. Rachat d'années d'études

Année du rachat	2016		2017		2018		2019	
	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres	Nombre d'assurés	Nombre de trimestres
Hommes	5	47	4	34	1	9	3	26
Femmes	13	94	10	86	7	39	6	15
Ensemble	18	141	14	120	8	48	9	41

Source : SI pensions CRPCEN
Les années correspondent aux années de rachat des trimestres pour année d'études..

La réforme des régimes de retraite de 2008, ouvre la possibilité à nos assurés de racheter des périodes d'études supérieures afin d'améliorer leurs taux de pension ou de réduire l'effet de la décote ou de combiner ces deux effets. Le nombre de trimestres pouvant être rachetés est limité à 12. Le montant du rachat d'un trimestre varie en fonction de l'âge à la date de la demande (le coût de rachat d'un trimestre augmentant avec l'âge) et de l'option de rachat choisie par l'assuré.
*En 2019, sans distinction de sexe, **9** assurés de la CRPCEN ont bénéficié de ce dispositif et racheté **41** trimestres.*

5. Surcote/décote

> Surcote

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de personnes concernées par une surcote	3 032	3 013	4 211	4 817	5 504	6 371	7 381
Hommes	1 500	1 484	1 887	2 055	2 215	2 405	2 616
Femmes	1 532	1 529	2 324	2 762	3 289	3 966	4 765
Montant annuel des surcotes	1 717 936 €	1 703 619 €	2 750 192 €	3 170 636 €	3 686 337 €	4 358 535 €	5 149 295 €
Hommes	1 195 838 €	1 181 669 €	1 752 799 €	1 935 023 €	2 133 703 €	2 436 474 €	2 721 037 €
Femmes	522 098 €	521 950 €	997 394 €	1 235 613 €	1 552 634 €	1 922 061 €	2 428 258 €
Montant annuel de la surcote moyenne	567 €	565 €	653 €	658 €	670 €	684 €	698 €
Hommes	797 €	796 €	929 €	942 €	963 €	1 013 €	1 040 €
Femmes	341 €	341 €	429 €	447 €	472 €	485 €	510 €
Montant annuel de la surcote médiane	164 €	163 €	173 €	167 €	166 €	157 €	157 €
Hommes	434 €	431 €	466 €	464 €	468 €	483 €	483 €
Femmes	49 €	49 €	65 €	65 €	68 €	70 €	72 €

Source : SI pensions CRPCEN
Les années correspondent aux années de paiement des pensions.

*À compter du 1er juillet 2008, la réforme des régimes de retraite instaure un mécanisme de surcote permettant de majorer la pension sous certaines conditions. Le taux de la surcote a été porté à **1,25 %** pour les trimestres entiers cotisés et effectués à compter du 1er janvier 2009.*
*En 2019, **7 381** pensionnés de droits directs ont été concernés par ce dispositif pour un montant global de **5,1 M€**.*

> Décote

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de personnes concernées par une décote	1 046	1 298	1 583	1 908	2 164	2 383	2 675
Hommes	213	257	298	340	383	419	474
Femmes	833	1 041	1 285	1 568	1 781	1 964	2 201

Source : SI pensions CRPCEN

Les années correspondent aux années de paiement des pensions.

Depuis le 1er juillet 2008, un mécanisme de décote a été mis en place dans le cadre de la réforme des régimes de retraite de 2008. Il conduit à réduire le montant de la pension d'un assuré qui ne totalise pas, tous régimes confondus, le nombre de trimestres requis pour bénéficier du taux maximum de la pension à la CRPCEN. Le taux de réduction, de **0,125 %** *au 1er juillet 2010, augmente progressivement pour atteindre* **1,25 %** *à partir du 1er juillet 2019.*

En 2019, **2 675** *pensionnés de droits directs ont été concernés par une décote.*

6. Nombre de majorations pour enfants

Année	Effectif*	Droits directs	Part des retraités de droits directs bénéficiant d'une majoration pour enfant	Montant en millions d'euros
2006	12 883	47 887	27 %	12,54
2007	13 290	50 441	26 %	13,02
2008	13 766	53 128	26 %	13,68
2009	14 217	55 443	26 %	14,22
2010	14 584	57 795	25 %	14,51
2011	14 966	59 989	25 %	15,01
2012	15 133	61 526	25 %	15,35
2013	15 293	62 986	24 %	15,64
2014	15 398	64 165	24 %	15,76
2015	15 436	65 494	24 %	15,64
2016	15 633	66 747	23 %	15,58
2017	15 727	67 502	23 %	15,85
2018	15 264	68 501	22 %	15,65
2019	15 350	69 641	22 %	15,47

Source : SI pensions CRPCEN

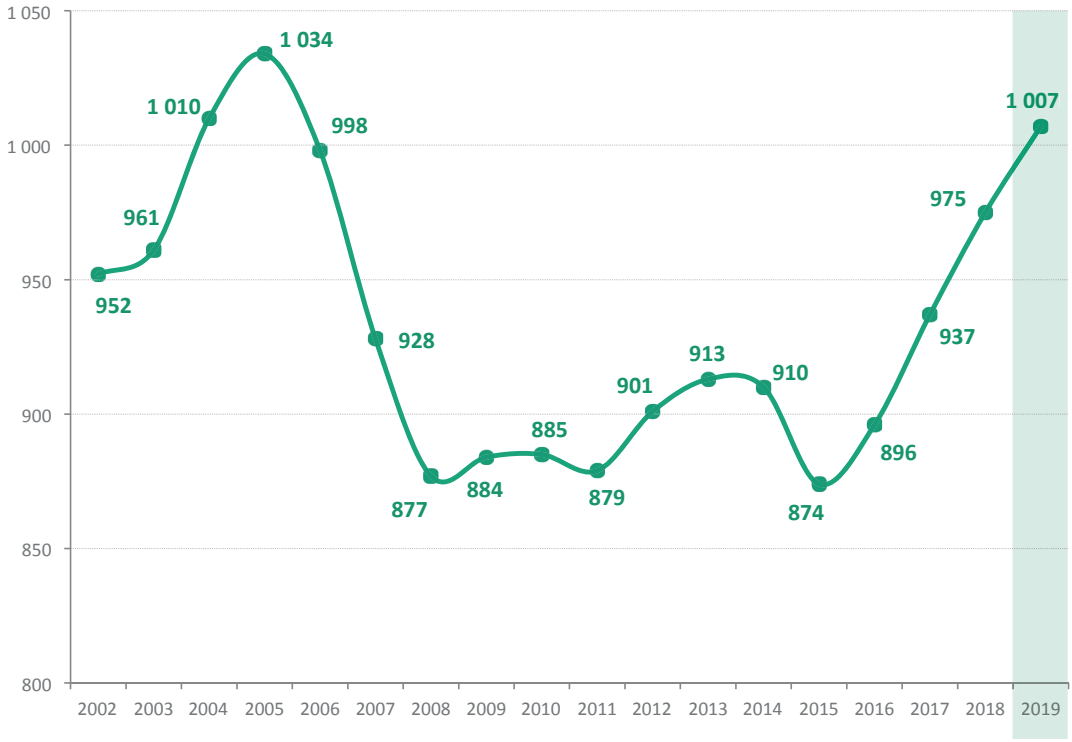
** Les effectifs des retraités (au 31 décembre de chaque année) ayant bénéficié d'une majoration pour enfant.*

Les assurés ayant élevé au moins 3 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, bénéficient d'une majoration de ***10 %*** *du montant de leur pension, augmentée de* ***5 %*** *par enfant en plus à partir du 4e.*
Le montant de la pension majorée ne peut toutefois pas excéder le salaire annuel moyen.
La majoration est accordée à la date d'effet de la pension si les conditions d'attribution sont remplies. Dans le cas contraire, les assurés doivent en demander le bénéfice lorsque leur 3e enfant atteint l'âge de 16 ans et/ou, le cas échéant, chaque fois que l'un de ses enfants suivants atteint cet âge.

7. Les pensions d'invalidité

1 007 invalides

Évolution du nombre d'invalides



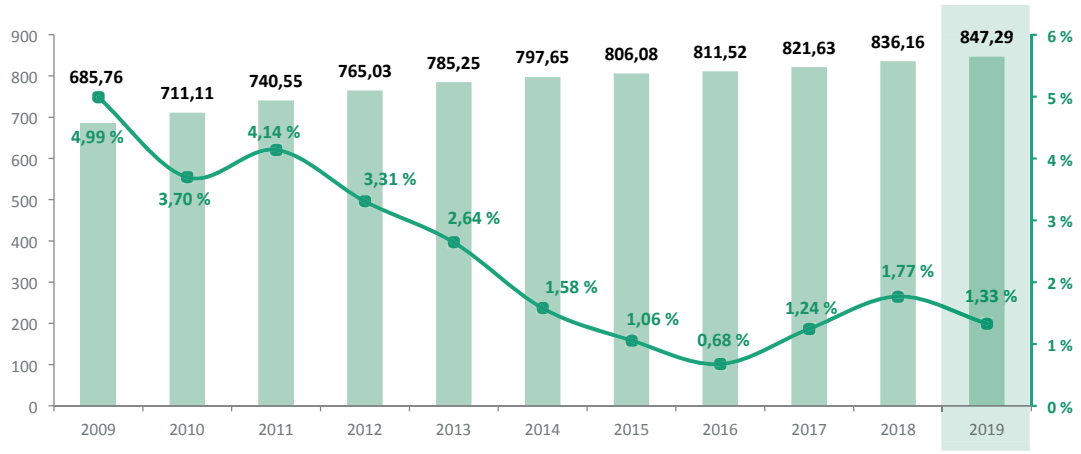
Pensions d'invalidité moyenne et médiane

	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2019 / 2018
Moyenne	12 394 €	12 591 €	13 076 €	13 466 €	14 573 €	8,22 %
Médiane	11 714 €	11 852 €	12 389 €	12 525 €	13 170 €	5,15 %

LES PRESTATIONS VIEILLESSE

1. Les dépenses

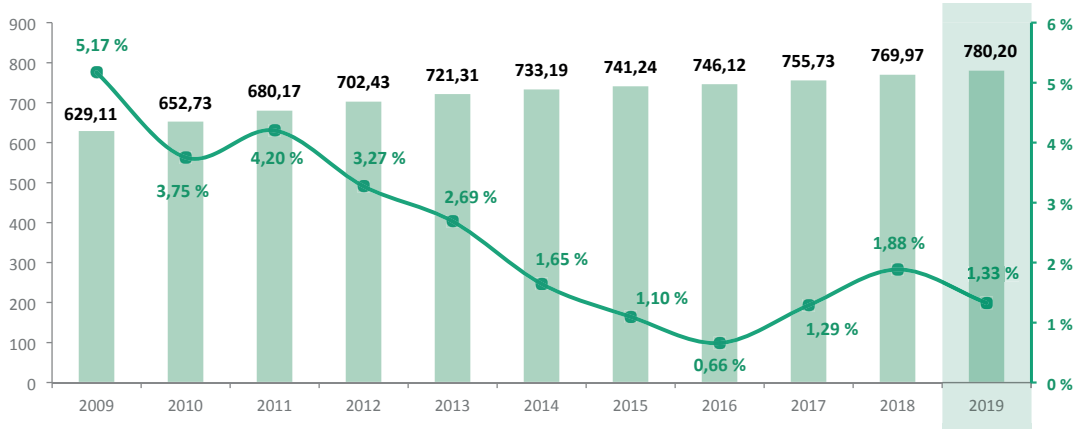
Évolution des prestations vieillesse en montant et en pourcentage (en M€)



*Le montant total des pensions versées en 2019 s'élève à **847 M€** en progression de **+1,33 %** par rapport à 2018.*

Évolution des prestations vieillesse par nature en montant et en pourcentage (en M€)

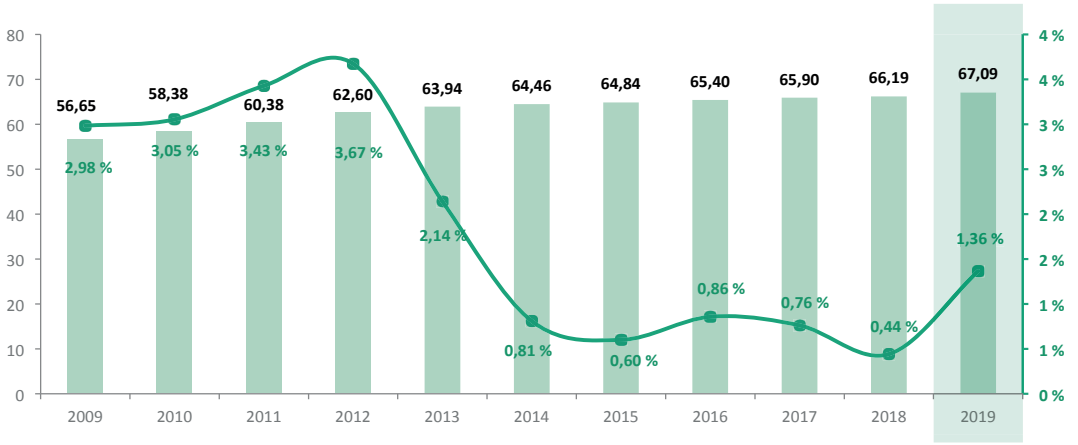
> Droits directs



*Le montant total des pensions de droits directs versées en 2019 s'élève à **780 M€** en progression de **+1,33 %** par rapport à 2018.*

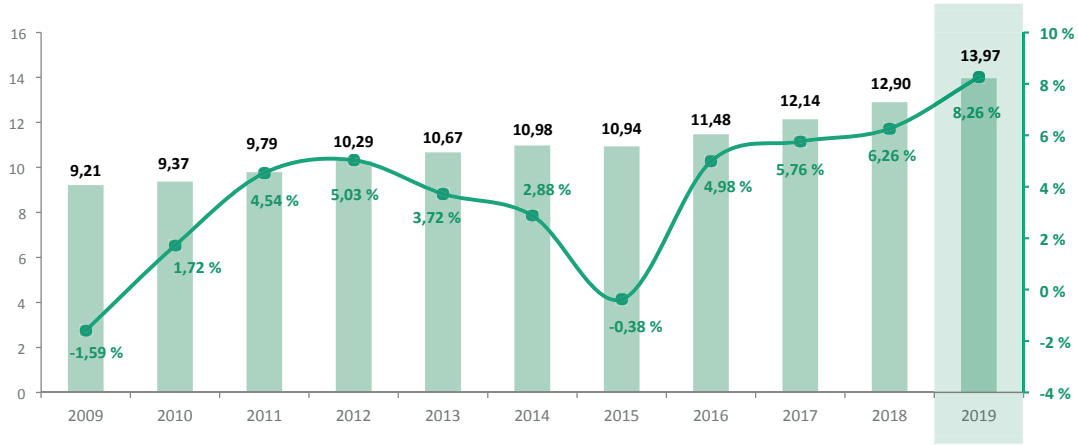
2 ■ ASSURANCE VIEILLESSE

> Droits dérivés



*Le montant total des pensions de droits dérivés versées en 2019 s'élève à **67 M€** en progression de **+1,36 %** par rapport à 2018.*

■ Évolution des prestations invalidité en montant et en pourcentage (en M€)



*Le montant total des pensions d'invalidité versées en 2019 s'élève à **13,97 M€** en progression de **+8,26 %** par rapport à 2018.*

3. ASSURANCE MALADIE

Au 31 décembre 2019, le régime d'assurance maladie couvre **68 142** actifs, **30 336** retraités et **45 412** ayants droit, soit au total une population de **143 890** bénéficiaires de l'assurance maladie (**+1,51 %** par rapport à 2018).

Les bénéficiaires sont principalement des femmes. Elles représentent près de **73 %** de la population totale couverte.

12,1 % de nos bénéficiaires « maladie », soit **17 341** personnes, sont déclarés en affection de longue durée.

L'âge moyen s'établit à **38 ans et 4 mois** (hommes/femmes confondus).

Les prestations maladie, maternité, invalidité et décès enregistrent une hausse marquée de **+5,1 %** entre 2019 et 2018, après une hausse modérée de **+0,8 %** en 2018.

Les prestations maladie et maternité progressent de **+4,9 %** (soit **+15 M€**) du fait :

- de la hausse des honoraires (**+3,7 %** soit **+2,4 M€**), portée par l'augmentation du recours aux spécialistes, aux infirmiers, aux masseurs-kinésithérapeutes, et aux soins dentaires ;
- de la hausse des prescriptions **(+3,4 %** soit **+2,1 M€**), portée par l'augmentation des dépenses de médicaments et de produits et prestations (LPP) ;
- de la hausse des prestations en établissements sanitaires publics de **+12,0 %** (soit **+9,2 M€**) ;
- de l'évolution de notre population de bénéficiaires maladie de **+1,5 %**.

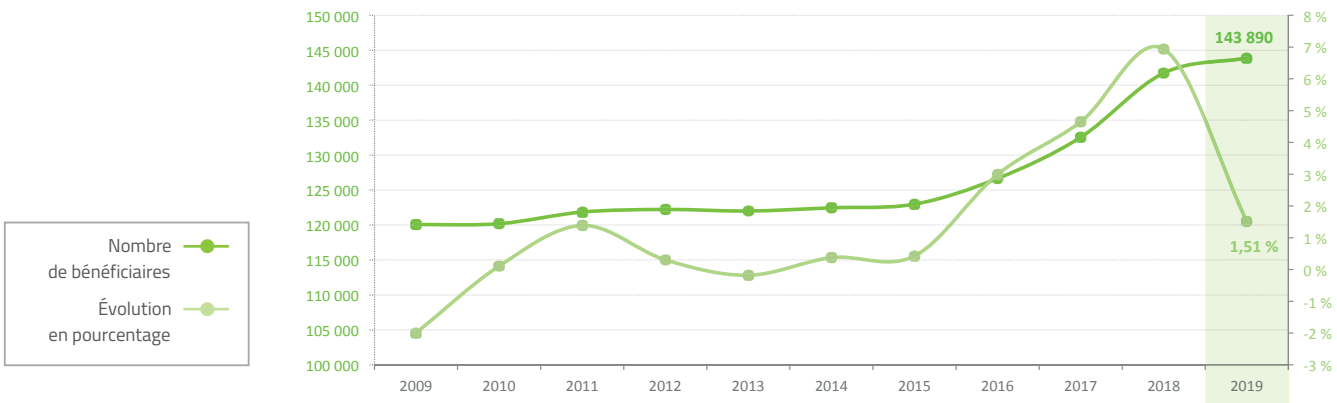
LA POPULATION PROTÉGÉE

1. Les bénéficiaires (assurés et ayants droit)

143 890
bénéficiaires de l'assurance maladie

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de bénéficiaires	120 059	120 190	121 858	122 228	122 007	122 465	122 987	126 668	132 553	141 748	143 890
Évolution du nombre de bénéficiaires en %	-2,00 %	0,11 %	1,39 %	0,30 %	-0,18 %	0,38 %	0,43 %	2,99 %	4,65 %	6,94 %	1,51 %
Assurés	81 545	81 856	83 112	83 265	83 120	83 287	83 580	85 825	90 030	96 428	98 478
Évolution du nombre d'assurés en %	-2,39 %	0,38 %	1,53 %	0,18 %	-0,17 %	0,20 %	0,35 %	2,69 %	4,90 %	7,11 %	2,13 %
Ayants droit	38 514	38 334	38 746	38 963	38 887	39 178	39 407	40 843	42 523	45 320	45 412
Évolution du nombre d'ayants droit en %	-1,16 %	-0,47 %	1,07 %	0,56 %	-0,20 %	0,75 %	0,58 %	3,64 %	4,11 %	6,58 %	0,20 %

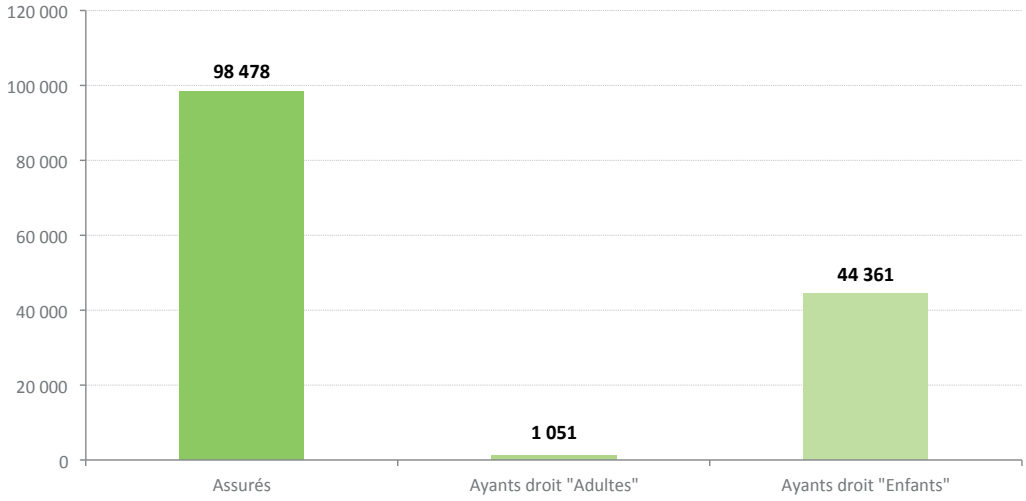
Évolution du nombre de bénéficiaires



3 ■ ASSURANCE MALADIE

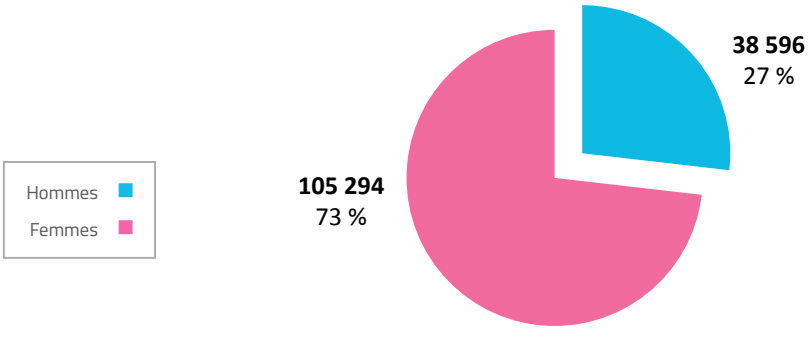
Répartition par nature et par moyenne d'âge

	2016		2017		2018		2019	
	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge	Effectifs	Moyenne d'âge
Assurés	85 825	52 ans et 4 mois	90 030	51 ans et 9 mois	96 428	50 ans et 11 mois	98 478	50 ans et 10 mois
Ayants droit "Adultes"	1 240	63 ans et 1 mois	995	67 ans	919	68 ans et 4 mois	1 051	48 ans et 1 mois
Ayants droit "Enfants"	39 603	10 ans et 3 mois	41 528	10 ans et 4 mois	44 401	10 ans et 5 mois	44 361	10 ans et 4 mois
TOTAL	126 668	39 ans et 3 mois	132 553	38 ans et 11 mois	141 748	38 ans et 4 mois	143 890	38 ans et 4 mois

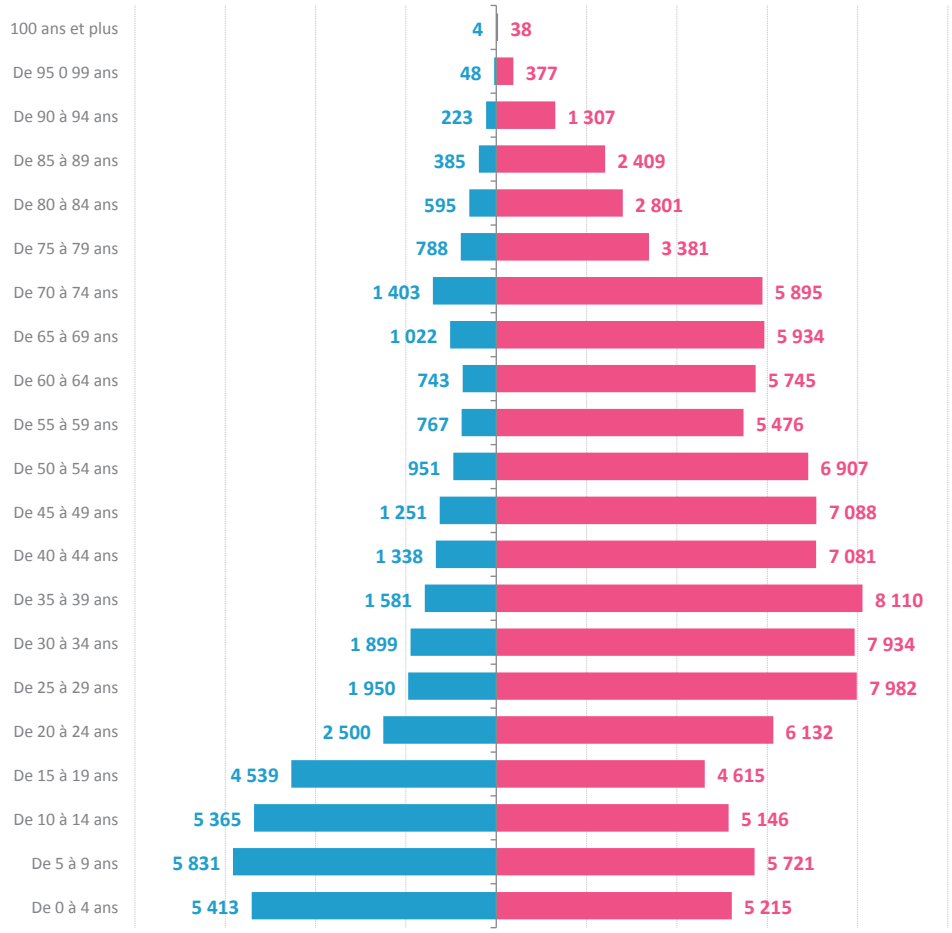


Avec la Puma (protection universelle maladie), la notion d'ayants droit « Adultes » sera remplacée à terme par celle d'assurés « Autonomes », dès que cette possibilité sera techniquement ouverte pour le régime des clercs et employés de notaires.

Répartition par sexe



Pyramide des âges

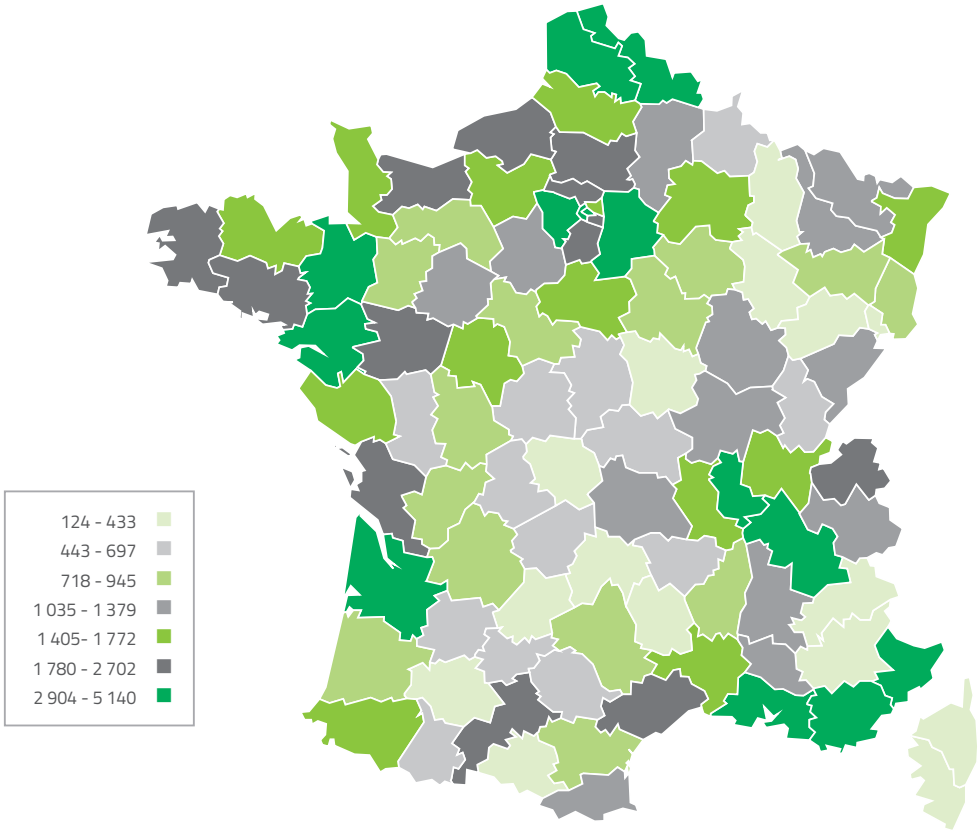


Âge moyen par sexe

	Moyenne d'âge
Hommes	26 ans et 8 mois
Femmes	42 ans et 7 mois
Ensemble	38 ans et 4 mois

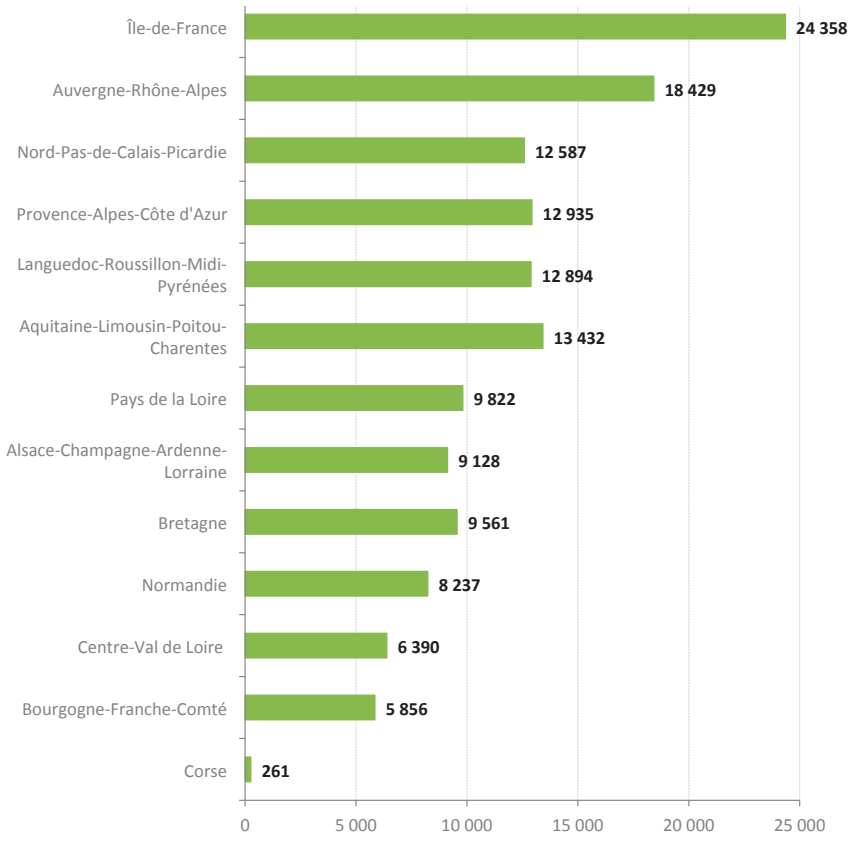
3 ■ ASSURANCE MALADIE

Répartition par département



Nombre de bénéficiaires par région

Régions	Nombre de bénéficiaires	Part des bénéficiaires de chaque région dans le nombre de bénéficiaires France entière
Corse	261	0,2 %
Bourgogne-Franche-Comté	5 856	4,1 %
Centre-Val de Loire	6 390	4,4 %
Normandie	8 237	5,7 %
Bretagne	9 561	6,6 %
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	9 128	6,3 %
Pays de la Loire	9 822	6,8 %
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	13 432	9,3 %
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	12 894	9,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 935	9,0 %
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	12 587	8,7 %
Auvergne-Rhône-Alpes	18 429	12,8 %
Île-de-France	24 358	16,9 %
TOTAL	**143 890**	**100 %**



Les bénéficiaires maladie en ALD

	2017		2018		2019		Évolution 2019 / 2018	Part des bénéficiaires en ALD / ensemble des bénéficiaires 2019
	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)		
Hommes	3 511	21,7 %	3 642	21,6 %	3 730	21,5 %	2,4 %	9,7 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	299	1,9 %	353	2,1 %	356	2,1 %	0,8 %	
Polypathologies [2]	172	1,1 %	186	1,1 %	207	1,2 %	11,3 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	3 040	18,8 %	3 103	18,4 %	3 167	18,3 %	2,1 %	
Femmes	12 651	78,3 %	13 214	78,4 %	13 611	78,5 %	3,0 %	12,9 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	972	6,0 %	1 147	6,8 %	1 319	7,6 %	15,0 %	
Poly-pathologies [2]	746	4,6 %	839	5,0 %	836	4,8 %	-0,4 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	10 933	67,6 %	11 228	66,6 %	11 456	66,1 %	2,0 %	
Ensemble	16 162	100 %	16 856	100 %	17 341	100 %	2,9 %	12,1 %
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste [1]	1 271	7,9 %	1 500	8,9 %	1 675	9,7 %	11,7 %	
Polypathologies [2]	918	5,7 %	1 025	6,1 %	1 043	6,0 %	1,8 %	
Affections de longue durée inscrites sur la liste [3]	13 973	86,5 %	14 331	85,0 %	14 623	84,3 %	2,0 %	

Source : ERASME régional
Champ : les bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN, suivis pour une ALD au 31 décembre 2019.

*En 2019, **17 341** bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN sont déclarés en ALD (au titre d'une pathologie de la liste des affections exonérantes, dans le cadre de maladies hors liste - procédures exceptionnelles ou en cas de polypathologies). Les effectifs progressent de **2,9 %** entre 2018 et 2019 et ils concernent **12,1 %** de la population protégée du régime d'assurance maladie.*

(1) Il s'agit des affections non inscrites sur la liste (cf. (3) et répondant aux critères suivants : le malade est atteint soit d'une forme grave d'une maladie soit d'une forme évolutive ou invalidante d'une maladie grave et nécessitant un traitement d'une durée prévisible supérieure à six mois et particulièrement coûteux.

(2) Le malade est atteint de plusieurs affections entraînant un état pathologique invalidant nécessitant un traitement d'une durée prévisible supérieure à six mois et particulièrement coûteux.

(3) Il s'agit des affections de longue durée inscrites sur une liste établie par le ministre de la Santé.

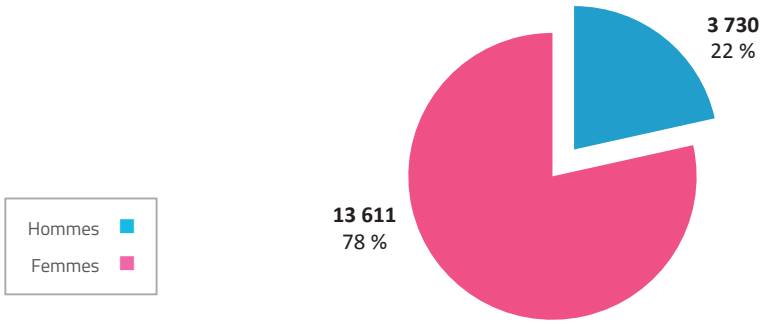
Les bénéficiaires maladie en ALD par sexe

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)	Effectifs	Structure (en %)
Procédures exceptionnelles - pathologies hors liste	356	21,3 %	1 319	78,7 %	1 675	100 %
Poly-pathologies	207	19,8 %	836	80,2 %	1 043	100 %
Affections de longue durée inscrites sur la liste	3 167	21,7 %	11 456	78,3 %	14 623	100 %
Ensemble des ALD	3 730	21,5 %	13 611	78,5 %	17 341	100 %

Source : ERASME régional

Champ : les bénéficiaires du régime d'assurance maladie de la CRPCEN, suivis pour une ALD au 31 décembre 2019.

***21,5 %** des bénéficiaires en ALD sont des hommes et **78,5 %** des femmes. Les hommes sont sous représentés par rapport à leur part dans la population protégée (**27 %** des bénéficiaires maladie sont des hommes).*



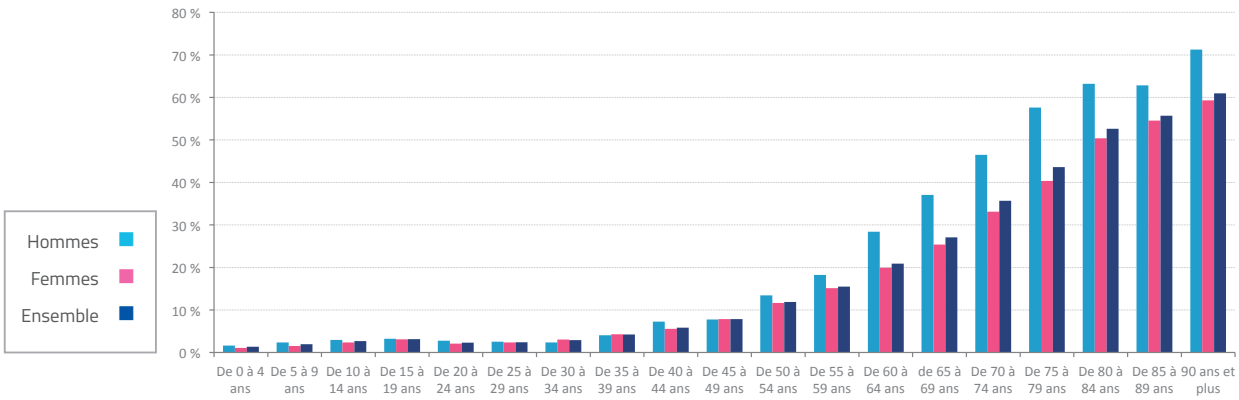
Répartition par sexe des bénéficiaires maladie de la CRPCEN en ALD au 31 décembre 2019

■ Les bénéficiaires maladie en ALD par âge et par sexe

	Part des personnes en ALD inscrites sur la liste dans l'ensemble de la population protégée «maladie» selon l'âge et le sexe		
	Hommes	Femmes	Ensemble
de 0 à 4 ans	1,6 %	1,1 %	1,4 %
de 5 à 9 ans	2,4 %	1,5 %	1,9 %
de 10 à 14 ans	2,9 %	2,4 %	2,7 %
de 15 à 19 ans	3,2 %	3,1 %	3,2 %
de 20 à 24 ans	2,8 %	2,1 %	2,3 %
de 25 à 29 ans	2,6 %	2,4 %	2,4 %
de 30 à 34 ans	2,4 %	3,0 %	2,9 %
de 35 à 39 ans	4,0 %	4,3 %	4,2 %
de 40 à 44 ans	7,2 %	5,6 %	5,8 %
de 45 à 49 ans	7,8 %	7,8 %	7,8 %
de 50 à 54 ans	13,5 %	11,7 %	11,9 %
de 55 à 59 ans	18,3 %	15,1 %	15,5 %
de 60 à 64 ans	28,4 %	19,9 %	20,9 %
de 65 à 69 ans	37,1 %	25,4 %	27,1 %
de 70 à 74 ans	46,5 %	33,1 %	35,7 %
de 75 à 79 ans	57,6 %	40,4 %	43,6 %
de 80 à 84 ans	63,2 %	50,4 %	52,6 %
de 85 à 89 ans	62,9 %	54,5 %	55,7 %
90 ans et plus	71,3 %	59,3 %	60,9 %
TOTAL	9,7 %	12,9 %	12,1 %

Source : ERASME régional
Champ : la part des bénéficiaires maladie suivis pour une ALD de la liste des affections exonérantes par rapport à l'ensemble de la population protégée sur le risque maladie.

*La part des personnes en ALD (liste des affections exonérantes) progressent avec l'âge : pour la classe d'âge des 60 à 64 ans, plus d'un bénéficiaire de notre régime sur cinq relève d'une affection de longue durée. A 90 ans et plus, près de **61 %** des bénéficaires sont dans cette situation.*
*Cette proportion est également variable selon le sexe : à âge égal, les hommes accusent un taux de morbidité plus important que les femmes. Par exemple, entre 60 et 64 ans, **28,4 %** des hommes sont suivis pour une pathologie appartenant à la liste des affections éxonérantes contre **19,9 %** pour les femmes.*

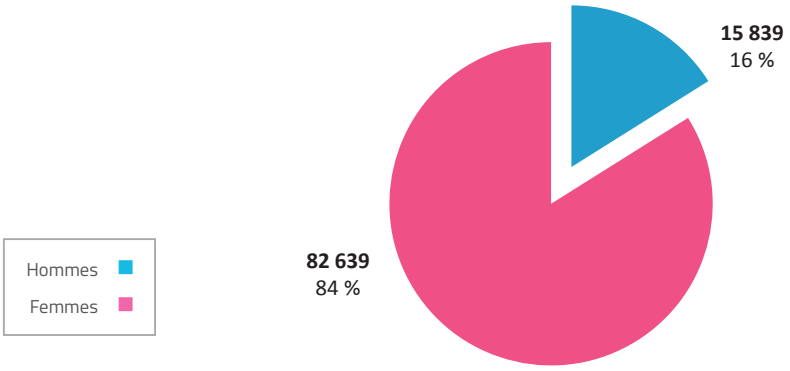


Moyenne d'âge par sexe des bénéficiaires maladie en ALD

	Effectifs	Moyenne d'âge
Hommes	3 730	61 ans
Femmes	13 611	67 ans et 2 mois
Ensemble	17 341	65 ans et 10 mois

2. Les assurés

Répartition par sexe



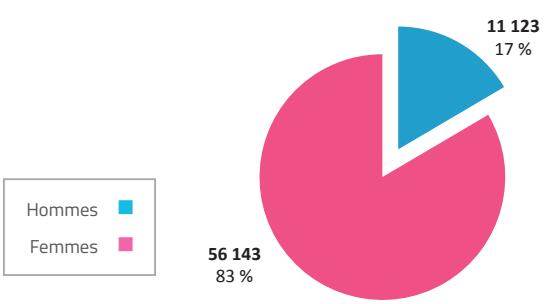
3. ASSURANCE MALADIE

Répartition par catégorie

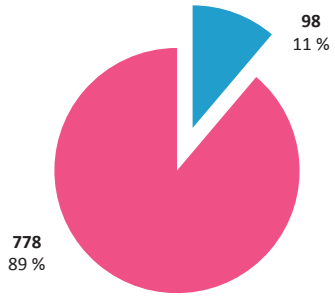
	Nombre d'assurés	Pourcentage
Salariés	67 266	68 %
Invalides	876	1 %
Retraités	30 336	31 %
TOTAL	98 478	100 %

Répartition par sexe

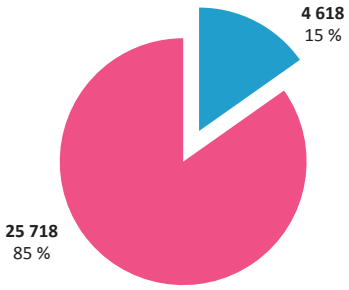
> Salariés



> Invalides

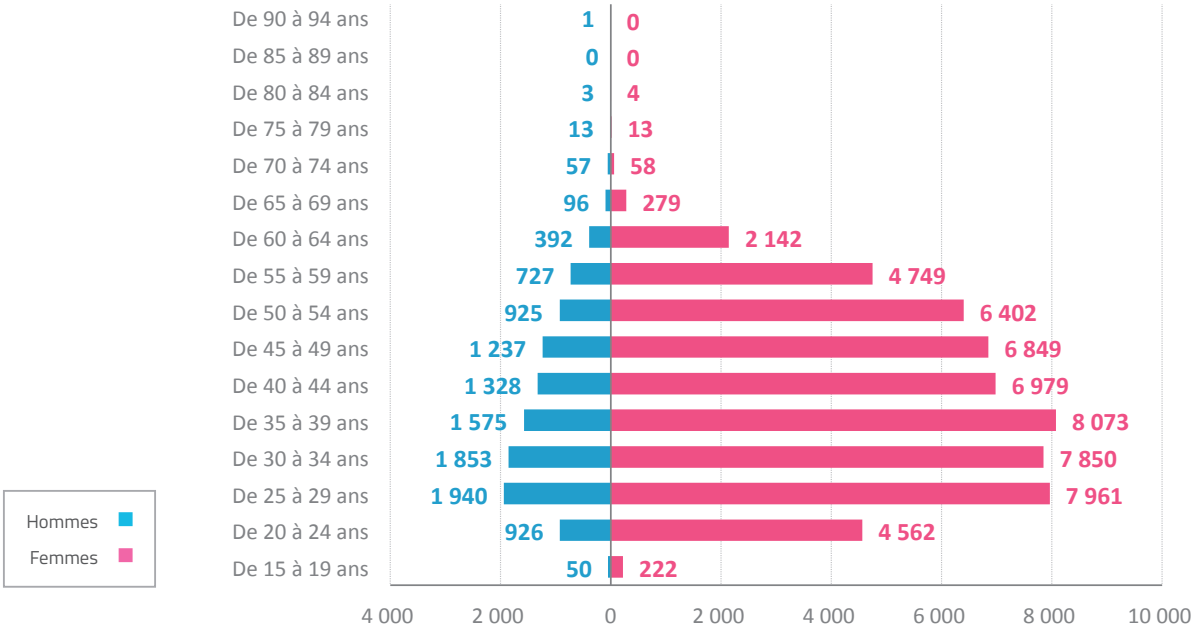


> Retraités



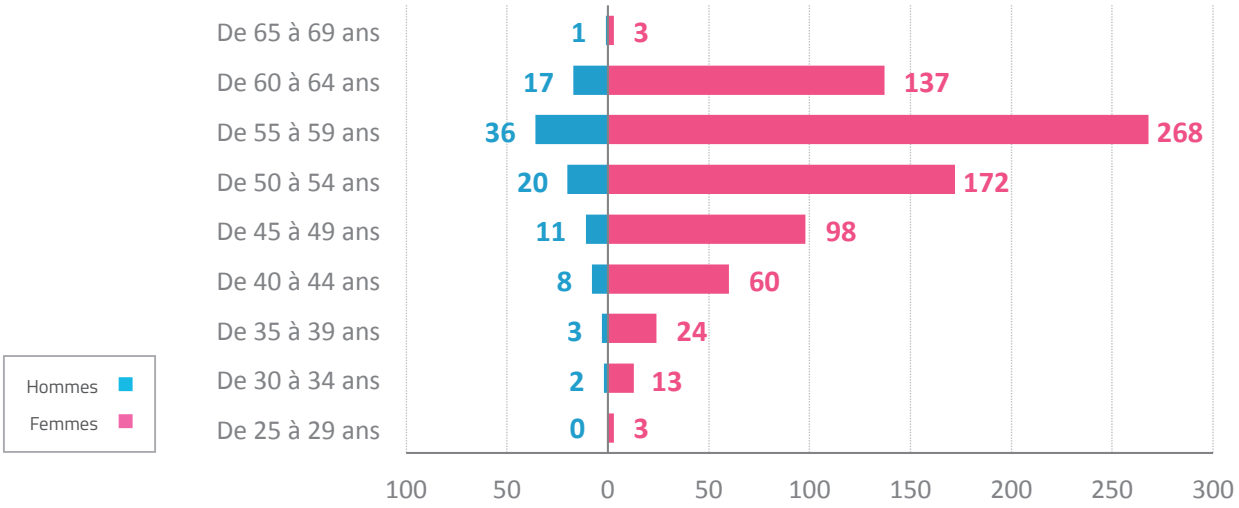
Pyramide des âges

> Salariés

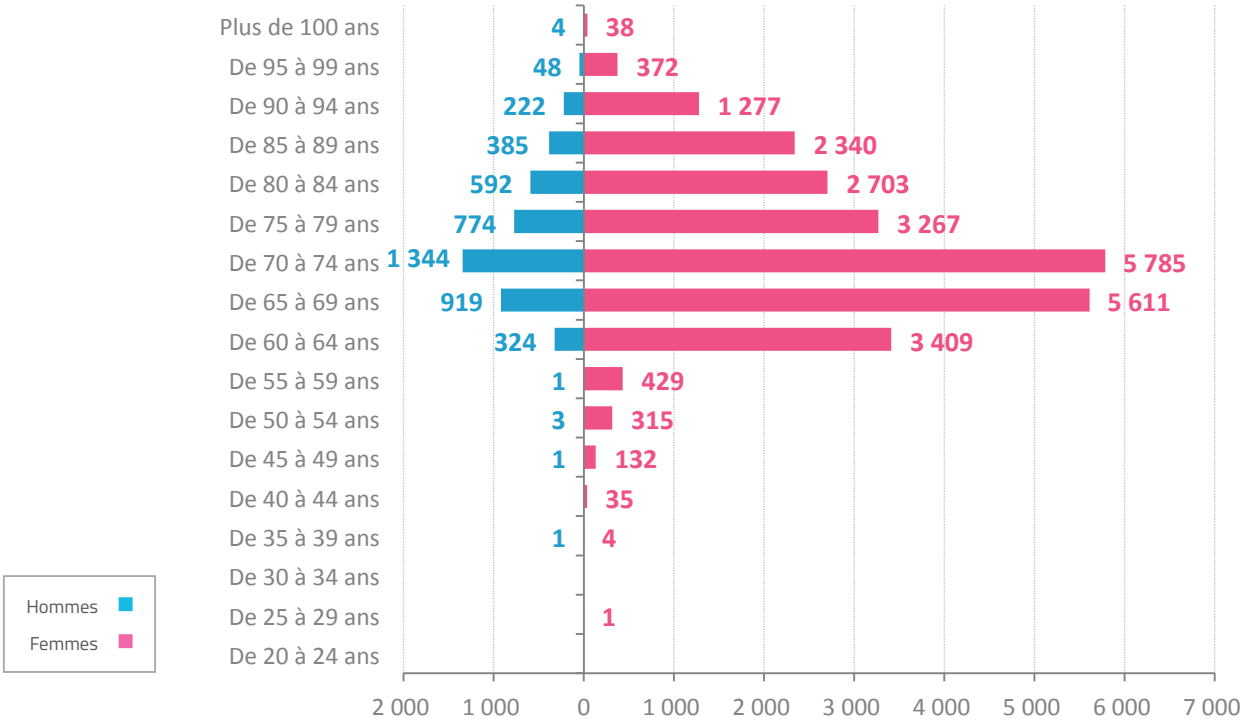


3. ASSURANCE MALADIE

> Invalides



> Retraités



■ Âge moyen des actifs

	2015	2016	2017	2018	2019
Salariés	**40 ans et 7 mois**	**40 ans et 8 mois**	**40 ans et 6 mois**	**40 ans et 3 mois**	**40 ans et 3 mois**
Hommes	39 ans et 1 mois	39 ans et 3 mois	39 ans et 2 mois	39 ans	39 ans et 3 mois
Femmes	40 ans et 10 mois	40 ans et 11 mois	40 ans et 10 mois	40 ans et 6 mois	40 ans et 6 mois
Invalides	**52 ans et 6 mois**	**52 ans et 6 mois**	**53 ans et 2 mois**	**53 ans et 9 mois**	**53 ans et 7 mois**
Hommes	52 ans et 1 mois	52 ans et 3 mois	53 ans et 1 mois	53 ans et 6 mois	53 ans et 11 mois
Femmes	52 ans et 7 mois	52 ans et 7 mois	53 ans et 3 mois	53 ans et 10 mois	53 ans et 7 mois

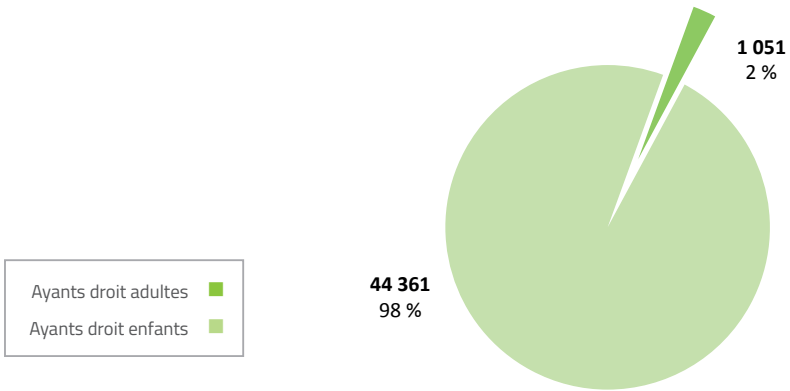
■ Âge moyen des retraités

	2015	2016	2017	2018	2019
Hommes	73 ans et 5 mois	73 ans et 11 mois	74 ans et 5 mois	74 ans et 10 mois	75 ans et 4 mois
Femmes	72 ans et 2 mois	72 ans et 6 mois	73 ans	73 ans et 5 mois	73 ans et 10 mois
Ensemble	**72 ans et 5 mois**	**72 ans et 9 mois**	**73 ans et 2 mois**	**73 ans et 8 mois**	**74 ans et 1 mois**

3. Les ayants droit

■ Répartition des ayants droit

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	Structure	Effectif	Structure	Effectif	Structure
Ayants droit «Adultes»	237	1 %	814	4 %	1 051	2 %
Ayants droit «Enfants»	22 520	99 %	21 841	96 %	44 361	98 %
Ensemble	**22 757**	**100 %**	**22 655**	**100 %**	**45 412**	**100 %**



Nombre moyen d'ayants droit enfants pris en charge par la CRPCEN par assuré actif

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
0,72	0,72	0,73	0,73	0,71	0,68	0,66

Taux de fécondité

	Nombre d'enfants nés en 2019(*) (1)	Nombre de femmes « Assuré » en âge de procréer, âgées de 15 ans à 50 ans (2)
Effectifs	1 911	42 872
Taux de fécondité (1) / (2)	4,5 %	

(*) Il s'agit uniquement des enfants nés au cours de l'année 2019 et qui sont rattachés au régime d'assurance maladie de la CRPCEN en qualité d'ayants droit.

S'ils ne sont pas affiliés au régime, ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs affichés.

***4,5 %** des femmes âgées de 15 à 50 ans, assurées sociales de la CRPCEN, ont donné naissance au cours de l'année 2019.*
Le taux de fécondité à un âge donné (ou pour une tranche d'âges) est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapporté à la population moyenne de l'année des femmes de même âge.
Par extension, le taux de fécondité est le rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à l'ensemble de la population féminine en âge de procréer (nombre moyen des femmes de 15 à 50 ans sur l'année). À la différence de l'indicateur conjoncturel de fécondité, son évolution dépend en partie de l'évolution de la structure par âge des femmes âgées de 15 à 50 ans.

Âge moyen des ayants droit

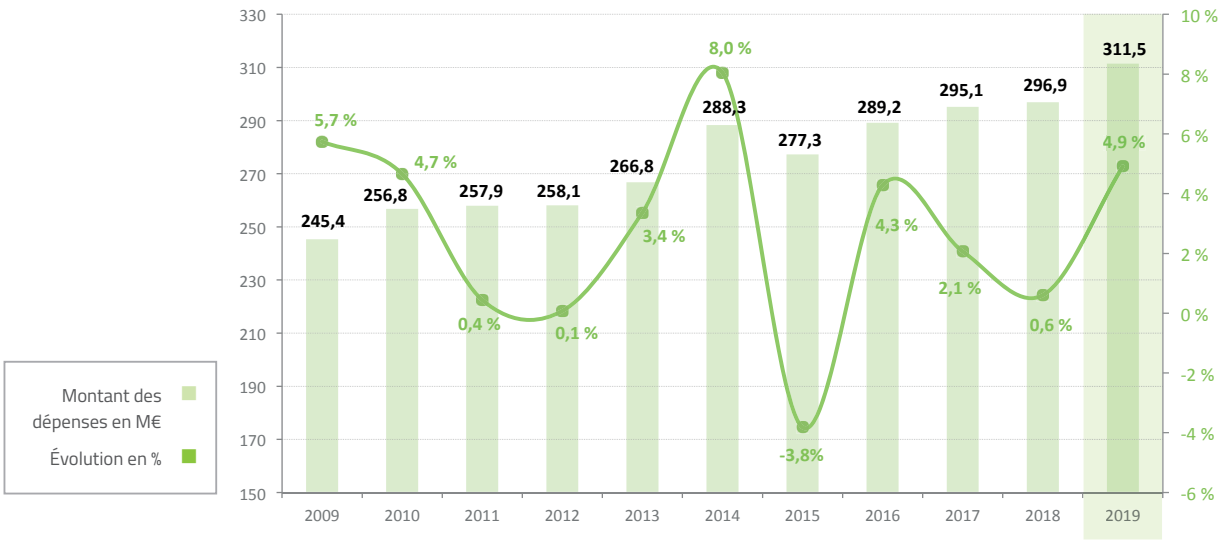
	Moyenne d'âge
Ayants droit "Adultes"	48 ans et 1 mois
Ayants droit "Enfants"	10 ans et 4 mois
Ensemble	**11 ans et 3 mois**

LES PRESTATIONS MALADIE

1. Les dépenses

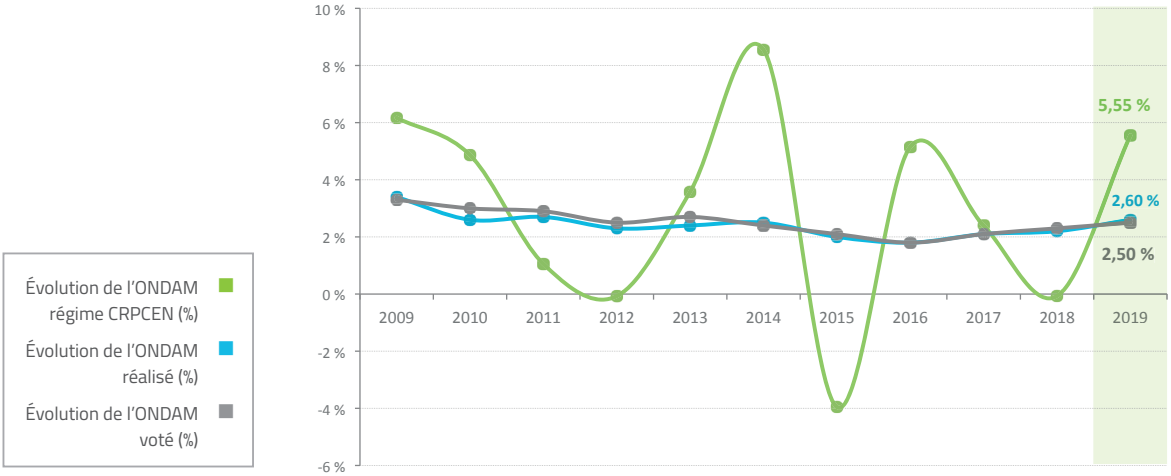
■ Évolution des prestations maladie-maternité (en M€)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2019 / 2018	Évolution 2019 / 2009
Exécutées en ville	145,77	146,42	146,16	149,57	154,39	153,94	159,20	162,99	167,26	172,42	176,36	2,28 %	1,92 %
Honoraires médicaux et dentaires	51,16	51,16	52,44	53,98	56,28	55,42	60,95	60,97	64,21	65,86	68,27	3,67 %	2,93 %
Prescriptions	52,93	54,09	53,86	54,46	56,09	55,62	55,04	58,83	59,43	60,63	62,72	3,44 %	1,71 %
Prestations en espèces maladie-maternité	41,69	41,17	39,86	41,13	42,02	42,90	43,22	43,20	43,62	45,93	45,37	-1,22 %	0,85 %
Exécutées en établissements	99,59	110,37	111,77	108,55	112,42	134,34	118,08	126,17	127,88	124,50	135,14	8,55 %	3,10 %
Établissements sanitaires publics	67,10	74,40	75,10	70,02	70,98	91,41	75,68	80,25	81,05	76,84	86,04	11,97 %	2,52 %
Établissements privés	18,51	19,72	19,48	19,56	20,29	21,01	20,10	22,03	22,06	22,24	23,12	3,98 %	2,25 %
Établissements médico-sociaux	13,98	16,25	17,19	18,97	21,15	21,92	22,31	23,89	24,78	25,41	25,97	2,21 %	6,39 %
Montant des dépenses en M€	245,37	256,79	257,93	258,12	266,81	288,28	277,28	289,16	295,14	296,91	311,50	4,91 %	2,42 %
Évolution en %	5,74 %	4,66 %	0,44 %	0,07 %	3,37 %	8,05 %	-3,82 %	4,28 %	2,07 %	0,60 %	4,91 %	-	-



Dépenses dans le champ de l'ONDAM (en M€)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ONDAM	225,47	236,44	238,93	238,76	247,30	268,45	257,85	271,13	277,63	277,44	292,84
Évolution de ONDAM Régime CRPCEN (%)	6,17 %	4,86 %	1,05 %	-0,07 %	3,58 %	8,55 %	-3,95 %	5,15 %	2,40 %	-0,07 %	5,55 %
Évolution de l'ONDAM voté (%)	3,30 %	3,00 %	2,90 %	2,50 %	2,70 %	2,40 %	2,10 %	1,80 %	2,10 %	2,30 %	2,50 %
Évolution de l'ONDAM réalisé (%)	3,40 %	2,60 %	2,70 %	2,30 %	2,40 %	2,50 %	2,00 %	1,80 %	2,10 %	2,20 %	2,60 %



Évolution moyen de l'ONDAM entre 2010 et 2019

	2010	2019	Taux de croissance annuel moyen
ONDAM CRPCEN	236,44 M€	292,84 M€	2,41 %
ONDAM réalisé national	162,00 Mds€	200,4 Mds€	2,39 %

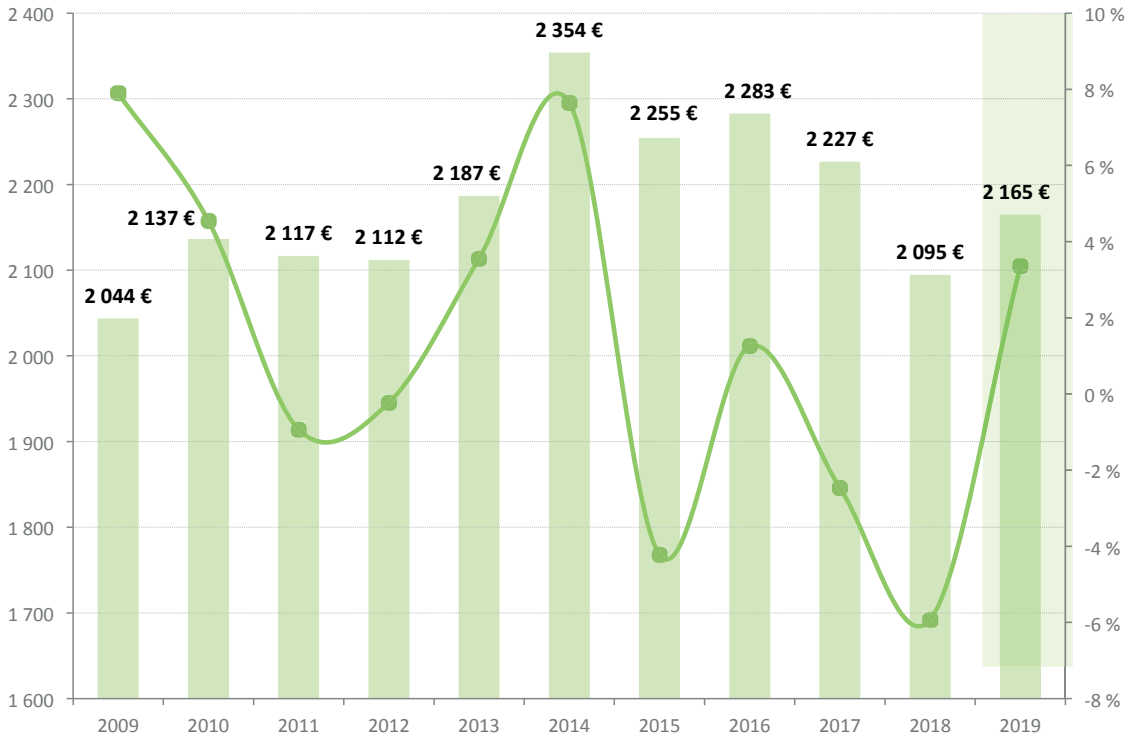
M€ : millions d'euros

Mds€ : milliards d'euros

*Sur le champ de l'ONDAM, les dépenses de la CRPCEN progressent en moyenne annuelle de **+2,41 %** entre 2010 et 2019.*

3 ■ ASSURANCE MALADIE

Évolution de la dépense par tête



3 ■ ASSURANCE MALADIE

■ Les dépenses de santé - risque maladie (en M€)

	2017	Évol. 2017/ 2016	Structure 2017	2018	Évol. 2018/ 2017	Structure 2018	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019
Prestations maladie	**272,94**	**2,2 %**	**100 %**	**272,22**	**-0,3 %**	**100 %**	**287,68**	**5,7 %**	**100 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**146,82**	**2,8 %**	**53,8 %**	**149,75**	**2,0 %**	**55,0 %**	**154,51**	**3,2 %**	**53,7 %**
Omnipraticiens libéraux	11,18	1,5 %	4,1 %	10,94	-2,2 %	4,0 %	11,07	1,2 %	3,8 %
Spécialistes libéraux	23,53	4,2 %	8,6 %	23,21	-1,4 %	8,5 %	23,79	2,5 %	8,3 %
Total médecins libéraux	**34,71**	**3,3 %**	**12,7 %**	**34,15**	**-1,6 %**	**12,5 %**	**34,85**	**2,1 %**	**12,1 %**
Dentistes libéraux	7,61	4,5 %	2,8 %	7,78	2,2 %	2,9 %	7,99	2,7 %	2,8 %
Sages-femmes libérales	0,13	32,3 %	0,0 %	0,18	37,6 %	0,1 %	0,25	35,9 %	0,1 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**43,46**	**3,5 %**	**15,9 %**	**44,05**	**1,3 %**	**16,2 %**	**45,38**	**3,0 %**	**15,8 %**
Infirmiers libéraux	9,08	3,7 %	3,3 %	9,50	4,6 %	3,5 %	10,23	7,7 %	3,6 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	7,77	3,3 %	2,8 %	8,09	4,1 %	3,0 %	8,33	3,0 %	2,9 %
Orthophonistes libéraux	1,49	6,9 %	0,5 %	1,51	1,0 %	0,6 %	1,54	2,0 %	0,5 %
Orthoptistes libéraux	0,24	1,6 %	0,1 %	0,32	31,0 %	0,1 %	0,36	14,6 %	0,1 %
Pédicures libéraux	0,03	18,9 %	0,0 %	0,04	6,8 %	0,0 %	0,04	7,4 %	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**18,62**	**3,7 %**	**6,8 %**	**19,44**	**4,4 %**	**7,1 %**	**20,50**	**5,4 %**	**7,1 %**
Laboratoires	6,10	1,5 %	2,2 %	6,15	0,9 %	2,3 %	6,42	4,3 %	2,2 %
Frais de déplacements des malades	6,01	1,3 %	2,2 %	6,17	2,7 %	2,3 %	6,20	0,5 %	2,2 %
Prestations en espèces	26,11	3,7 %	9,6 %	26,45	1,3 %	9,7 %	26,71	1,0 %	9,3 %
Autres prestations	0,74	-2,2 %	0,3 %	0,76	2,8 %	0,3 %	0,76	-1,0 %	0,3 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**101,04**	**3,3 %**	**36,3 %**	**103,03**	**2,0 %**	**37,8 %**	**105,98**	**2,9 %**	**36,8 %**
Médicaments	36,03	1,4 %	13,2 %	36,93	2,5 %	13,6 %	37,88	2,6 %	13,2 %
LPP (liste des produits et prestations)	9,74	2,0 %	3,6 %	9,79	0,5 %	3,6 %	10,65	8,7 %	3,7 %
Total produits de santé	**45,78**	**1,5 %**	**16,8 %**	**46,72**	**2,1 %**	**17,2 %**	**48,52**	**3,9 %**	**16,9 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**126,12**	**1,5 %**	**46,2 %**	**122,47**	**-2,9 %**	**45,0 %**	**133,17**	**8,7 %**	**46,3 %**
Établissements sanitaires publics	80,73	0,9 %	29,6 %	76,44	-5,3 %	28,1 %	85,64	12,0 %	29,8 %
Établissements privés	20,61	1,3 %	7,6 %	20,62	0,0 %	7,6 %	21,55	4,5 %	7,5 %
Établissements médico-sociaux	24,78	3,7 %	9,1 %	25,41	2,6 %	9,3 %	25,97	2,2 %	9,0 %

Source : données comptables

*En 2019, l'évolution des prestations remboursées au titre du risque maladie atteint **+5,7 %**, soit une hausse des dépenses de **+15,5 M€**. Cette situation est principalement le fait :*

- *pour les soins de ville, (**+3,2 %**, soit une hausse de **+4,8 M€**) :*
  - *des honoraires des spécialistes libéraux : **+2,5 %** entre 2019 et 2018, soit en valeur **+0,6 M€** ;*
  - *des honoraires des infirmiers : **+7,7 %**, soit en valeur **+0,7 M€** ;*
  - *des médicaments : **+2,6 %**, soit en valeur **+1,0 M€** ;*
  - *des produits et prestations LPP : **+8,7 %**, soit en valeur **+0,9 M€**.*
- *pour les soins en établissements, la progression des dépenses est très prononcée : **+8,7 %** soit **+10,7 M€** :*
  - *les dépenses des établissements sanitaires publics enregistrent une hausse de **+12 %** soit **+9,2 M€** ;*
  - *les dépenses en établissements sanitaires privés augmentent de **+4,5 %**, soit **+0,9 M€** ;*
  - *les dépenses des établissements médico-sociaux progressent de **+2,2 %**, soit **+0,6 M€**.*

■ Les dépenses de santé - risque maternité (en M€)

	2017	Évol. 2017/ 2016	Structure 2017	2018	Évol. 2018/ 2017	Structure 2018	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019
Prestations maternité	**22,19**	**-3,4 %**	**100 %**	**24,70**	**11,3 %**	**100 %**	**23,82**	**-3,5 %**	**100 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**20,43**	**-3,0 %**	**92,1 %**	**22,67**	**11,0 %**	**91,8 %**	**21,85**	**-3,6 %**	**91,7 %**
Omnipraticiens libéraux	0,13	-46,6 %	0,6 %	0,15	14,8 %	0,3 %	0,16	6,0 %	0,7 %
Spécialistes libéraux	1,09	-8,9 %	4,9 %	1,21	11,0 %	5,0 %	1,14	-6,1 %	4,8 %
Total médecins libéraux	**1,22**	**-12,8 %**	**5,5 %**	**1,36**	**11,4 %**	**5,3 %**	**1,30**	**-4,7 %**	**5,5 %**
Dentistes libéraux	0,02	25,8 %	0,1 %	0,04	67,1 %	0,1 %	0,04	13,4 %	0,2 %
Sages-femmes libérales	0,74	6,6 %	3,3 %	0,83	11,8 %	4,0 %	0,89	7,9 %	3,7 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**1,98**	**-5,3 %**	**8,9 %**	**2,23**	**12,2 %**	**9,3 %**	**2,23**	**0,3 %**	**9,4 %**
Infirmiers libéraux	0,05	-1,9 %	0,2 %	0,05	8,7 %	0,2 %	0,05	3,8 %	0,2 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	0,09	-11,9 %	0,4 %	0,09	-0,4 %	0,4 %	0,09	-1,1 %	0,4 %
Orthophonistes libéraux	0,00	-100,0 %	0,0 %	0,00	-	0,0 %	0,00	-	0,0 %
Orthoptistes libéraux	0,00	313,2 %	0,0 %	0,00	92,6 %	0,0 %	0,00	-52,3 %	0,0 %
Pédicures libéraux	0,00	-100,0 %	0,0 %	0,00	-	0,0 %	0,00	-	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**0,14**	**-8,4 %**	**0,6 %**	**0,14**	**3,4 %**	**0,6 %**	**0,14**	**0,0 %**	**0,6 %**
Laboratoires	0,43	-1,2 %	1,9 %	0,44	3,8 %	2,1 %	0,43	-2,6 %	1,8 %
Frais de déplacements des malades	0,01	-43,1 %	0,1 %	0,01	-18,5 %	0,0 %	0,01	-46,5 %	0,0 %
Prestations en espèces	17,51	-2,9 %	78,9 %	19,48	11,2 %	78,4 %	18,66	-4,2 %	78,3 %
Autres prestations	0,00	-46,2 %	0,0 %	0,00	-100,0 %	0,0 %	0,01	-	0,0 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**20,07**	**-3,2 %**	**90,4 %**	**22,30**	**11,1 %**	**90,5 %**	**21,47**	**-3,7 %**	**90,1 %**
Médicaments	0,17	5,9 %	0,8 %	0,18	1,9 %	0,6 %	0,16	-11,4 %	0,7 %
LPP (liste des produits et prestations)	0,19	7,1 %	0,8 %	0,20	4,6 %	0,8 %	0,22	12,6 %	0,9 %
Total produits de santé	**0,36**	**6,6 %**	**1,6 %**	**0,37**	**3,3 %**	**1,4 %**	**0,38**	**1,2 %**	**1,6 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**1,76**	**-7,4 %**	**7,9 %**	**2,03**	**15,0 %**	**8,2 %**	**1,98**	**-2,5 %**	**8,3 %**
Établissements sanitaires publics	0,32	40,4 %	1,4 %	0,41	26,7 %	1,6 %	0,40	-0,6 %	1,7 %
Établissements privés	1,44	-13,9 %	6,5 %	1,62	12,4 %	6,5 %	1,57	-2,9 %	6,6 %

Source : données comptables

*En 2019, les prestations remboursées au titre du risque maternité sont en recul de **-3,5 %** (**-0,9 M€**) du fait principalement de la baisse des prestations en espèces maternité de **-4,2%** (**-0,8 M€**).*

3 ■ ASSURANCE MALADIE

■ Les dépenses de santé - risque maladie et maternité

	2017	Évol. 2017/ 2016	Structure 2017	2018	Évol. 2018/ 2017	Structure 2018	2019	Évol. 2019/ 2018	Structure 2019
Prestations Maladie-Maternité	**295,14**	**1,7 %**	**100,0 %**	**296,91**	**0,6 %**	**100,0 %**	**311,50**	**4,9 %**	**100,0 %**
Prestations légales - Exécutées en ville	**167,25**	**2,0 %**	**56,7 %**	**172,42**	**3,1 %**	**58,1 %**	**176,36**	**2,3 %**	**56,6 %**
Omnipraticiens libéraux	11,31	0,8 %	3,8 %	11,09	-2,0 %	3,7 %	11,23	1,3 %	3,6 %
Spécialistes libéraux	24,63	3,5 %	8,3 %	24,43	-0,8 %	8,2 %	24,92	2,0 %	8,0 %
Total médecins libéraux	**35,94**	**2,6 %**	**12,2 %**	**35,52**	**-1,2 %**	**12,0 %**	**36,15**	**1,8 %**	**11,6 %**
Dentistes libéraux	7,63	4,6 %	2,6 %	7,82	2,4 %	2,6 %	8,03	2,7 %	2,6 %
Sages-femmes libérales	0,87	10,1 %	0,3 %	1,01	15,7 %	0,3 %	1,14	12,9 %	0,4 %
Total honoraires secteur privé (médicaux et dentaires)	**45,45**	**3,0 %**	**15,4 %**	**46,27**	**1,8 %**	**15,6 %**	**47,61**	**2,9 %**	**15,3 %**
Infirmiers libéraux	9,13	3,6 %	3,1 %	9,55	4,6 %	3,2 %	10,28	7,7 %	3,3 %
Masseurs kinésithérapeutes libéraux	7,86	3,1 %	2,7 %	8,18	4,0 %	2,8 %	8,42	3,0 %	2,7 %
Orthophonistes libéraux	1,49	6,8 %	0,5 %	1,51	1,1 %	0,5 %	1,54	2,0 %	0,5 %
Orthoptistes libéraux	0,24	1,8 %	0,1 %	0,32	31,1 %	0,1 %	0,36	14,4 %	0,1 %
Pédicures libéraux	0,03	18,9 %	0,0 %	0,04	6,8 %	0,0 %	0,04	7,4 %	0,0 %
Total auxiliaires médicaux	**18,76**	**3,6 %**	**6,4 %**	**19,58**	**4,4 %**	**6,6 %**	**20,64**	**5,4 %**	**6,6 %**
Laboratoires	6,53	1,3 %	2,2 %	6,60	1,0 %	2,2 %	6,85	3,8 %	2,2 %
Frais de déplacements des malades	6,02	1,1 %	2,0 %	6,18	2,7 %	2,1 %	6,21	0,4 %	2,0 %
Prestations en espèces	43,62	1,0 %	14,8 %	45,92	5,3 %	15,5 %	45,37	-1,2 %	14,6 %
Autres prestations	0,74	-2,2 %	0,3 %	0,76	2,7 %	0,3 %	0,76	-0,2 %	0,2 %
Total soins exécutés en ville hors produits de santé	**121,12**	**2,1 %**	**41,0 %**	**125,33**	**3,5 %**	**42,2 %**	**127,46**	**1,7 %**	**40,9 %**
Médicaments	36,21	1,4 %	12,3 %	37,10	2,5 %	12,5 %	38,03	2,5 %	12,2 %
LPP (liste des produits et prestations)	9,93	2,1 %	3,4 %	9,99	0,6 %	3,4 %	10,87	8,8 %	3,5 %
Total produits de santé	**46,14**	**1,6 %**	**15,6 %**	**47,09**	**2,1 %**	**15,9 %**	**48,90**	**3,8 %**	**15,7 %**
Prestations légales - Exécutées en établissements	**127,88**	**1,4 %**	**43,3 %**	**124,50**	**-2,6 %**	**41,9 %**	**135,14**	**8,6 %**	**43,4 %**
Établissements sanitaires publics	81,05	1,0 %	27,5 %	76,84	-5,2 %	25,9 %	86,04	12,0 %	27,6 %
Établissements privés	22,05	0,1 %	7,5 %	22,24	0,8 %	7,5 %	23,12	4,0 %	7,4 %
Établissements médico-sociaux	24,78	3,7 %	8,4 %	25,41	2,6 %	8,6 %	25,97	2,2 %	8,3 %

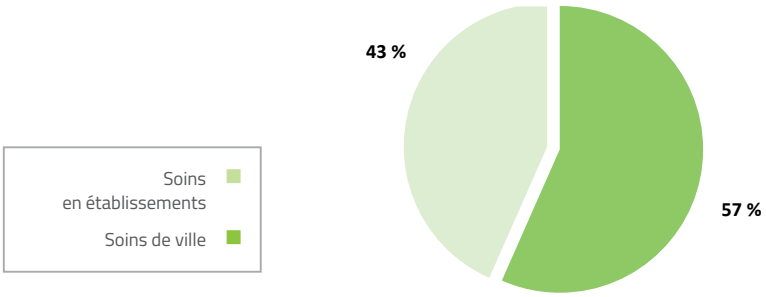
Source : données comptables

*En 2019, l'évolution des prestations remboursées au titre des risques maladie et maternté atteint **+4,9 %**, soit une hausse des dépenses de **+14,6 M€**. Cette situation est principalement le fait :*

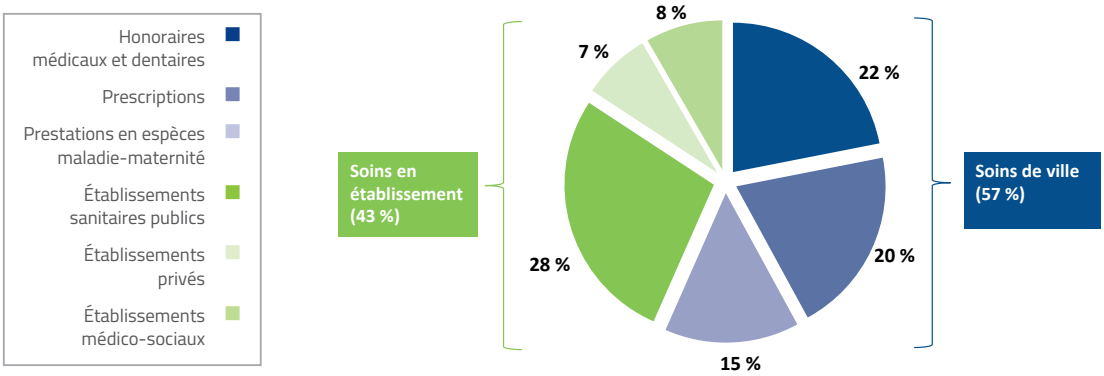
- *pour les soins de ville, (**+2,3 %**, soit une hausse de **+3,9 M€**) :*
  - *des honoraires des spécialistes libéraux : **+2 %** entre 2019 et 2018, soit en valeur **+0,5 M€** ;*
  - *des honoraires des infirmiers : **+7,7 %**, soit en valeur **+0,7 M€** ;*
  - *des médicaments : **+2,5 %**, soit en valeur **+0,9 M€** ;*
  - *des produits et prestations LPP : **+8,8 %**, soit en valeur **+0,9 M€**.*
- *pour les soins en établissements, la progression des dépenses est très prononcée : **+8,6 %** soit **+10,6 M€** :*
  - *les dépenses des établissements sanitaires publics enregistrent une hausse de **+12 %** soit **+9,2 M€** ;*
  - *les dépenses en établissements sanitaires privés augmentent de **+4 %**, soit **+0,9 M€** ;*
  - *les dépenses des établissements médico-sociaux progressent de **+2,2 %**, soit **+0,6 M€**.*

3 ■ ASSURANCE MALADIE

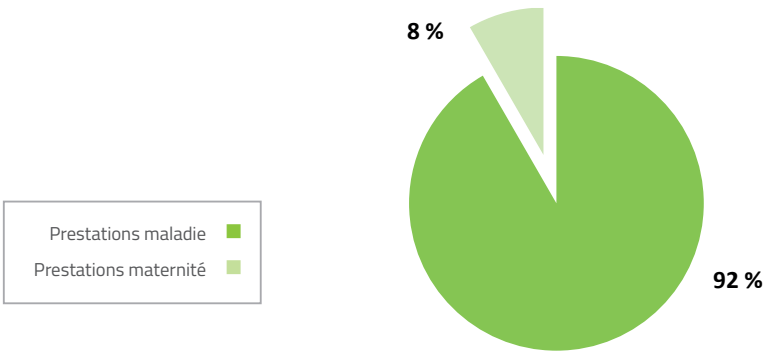
Répartition des soins de ville et des soins en établissements dans le total des dépenses d'assurance maladie-maternité



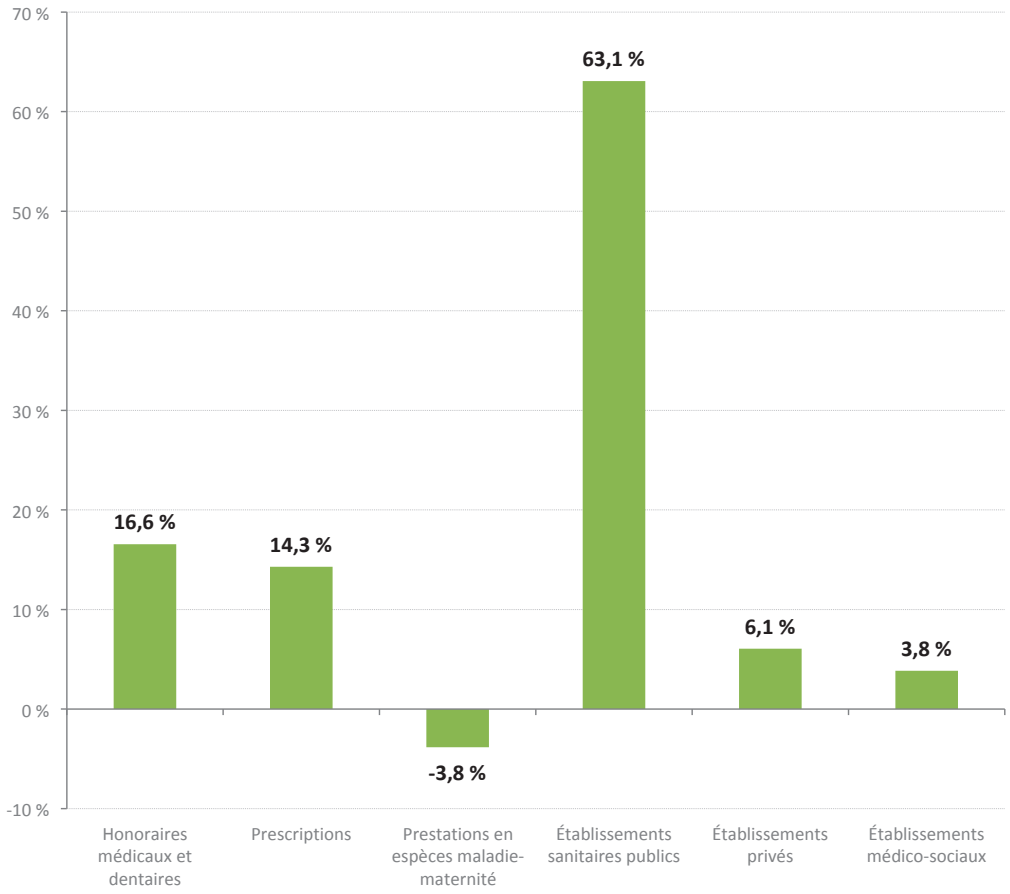
Structure en pourcentage des postes de santé dans les prestations d'assurance maladie-maternité



Répartition des dépenses maladie et maternité dans le total des dépenses d'assurance maladie-maternité



Contribution des différents postes de santé à la croissance des dépenses



*En 2019, les prestations exécutées en ville progressent de **+3,9 M€**, cette croissance étant principalement portée par celle des « honoraires médicaux et dentaires » (**+2,4 M€**).*

*S'agissant des soins exécutés en établissements (**+10,7 M€**), la hausse est majoritairement imputable à l'augmentation des dépenses en établissements sanitaires publics (**+9,2 M€**).*

2. Le taux de génériques

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de génériques / ensemble des médicaments codés (1)	29,1 %	29,9 %	32,4 %	35,6 %	36,3 %	38,2 %	38,0 %
Taux de génériques / répertoire conventionnel (2)	77,5 %	78,1 %	78,4 %	79,5 %	86,7 %	87,0 %	88,6 %

Source : SNIIRAM - TBSP (tableau de bord de suivi de la pharmacie)

(1) Le nombre de boîtes de génériques remboursées par la CRPCEN chaque année par rapport à l'ensemble des boîtes de médicaments (génériques ou non) remboursées sur la même période.

(2) Le nombre de boîtes de génériques remboursées par la CRPCEN chaque année par rapport à l'ensemble des boîtes de médicaments (génériques ou non) remboursées sur la même période. Les médicaments doivent faire partie du répertoire des génériques de la CNAMTS au 30 juin de l'année précédente.

4. ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Les dépenses consacrées aux prestations d'action sanitaire et sociale, (**4,7 M€**), enregistrent une baisse de **-16,7 %** en 2019, soit une moindre dépense de **-0,9 M€** par rapport à 2018.

Parmi l'ensemble des prestations d'ASS, il convient de souligner :

- La baisse du montant des prestations générant des prestations complémentaires (pour l'optique, le dentaire et l'auditif) de **-22 %**, soit un recul de **0,6 M€**.
- La baisse des prestations extralégales de **-11,8 %** (**-0,3 M€**) entre 2019 et 2018 : les aides ménagères, les compléments APA et les aides aux vacances enregistrent des baisses entre 2019 et 2018 représentant une moindre dépense de près de **0,2 M€**.

1. Répartition des aides (en €)

	2017	2018	2019	Évolution 2019/2018	Structure 2019
Prestations et aides sociales	5 987 287	5 701 243	4 746 494	-16,7 %	100 %
Prestations complémentaires	3 033 308	2 759 019	2 150 248	-22,1 %	45,3 %
Prestations extralégales	2 953 979	2 942 225	2 596 246	-11,8 %	54,7 %
dont les aides créées par le conseil d'administration	*2 241 103*	*2 065 889*	*1 740 288*	*-15,8 %*	*36,7 %*
*Accueil du jeune enfant**	0	268	568	111,9 %	0,0 %
Aide au handicap	13 243	12 827	20 239	57,8 %	0,4 %
Aide ménagère / Complément APA	737 440	681 353	614 173	-9,9 %	12,9 %
Aide à la téléassistance	7 353	7 962	973	-87,8 %	0,0 %
Aide au confort du retraité	18 555	17 369	19 058	9,7 %	0,4 %
Aide à la scolarité	523 970	301 620	283 980	-5,8 %	6,0 %
Aide ponctuelle	146 931	181 508	149 204	-17,8 %	3,1 %
Prime à la naissance	49 054	62 634	23 585	-62,3 %	0,5 %
Aide aux vacances / Aide aux séjours des enfants	744 557	800 348	628 509	-21,5 %	13,2 %

Source : Service Prévention et Action sociale

**L'absence de prestation est à mettre en relation avec la baisse des demandes de primes à la naissance mais aussi au fait qu'elle est désormais réservée uniquement aux accidents de la vie.*

2. Nombre et montant des aides diverses (en €)

	Aides sociales accordées par la CAS			Montant des aides versées		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Aide au confort du retraité à domicile	44	48	61	18 555	17 369	19 058
Aide ménagère et APA*	338	348	307	737 440	681 353	614 173
Aide à la téléassistance	22	19	0	7 353	7 962	973
Aide ponctuelle	96	128	128	146 931	181 508	149 204
Prime à la naissance**	215	273	102	49 054	62 634	23 585
Accueil du jeune enfant**	0	2	2	0	268	568
Aide au handicap	11	10	13	13 243	12 827	20 239
Aide aux vacances / Aide aux séjours des enfants**	1 862	2 292	2 167	744 557	800 348	628 509
Aide à la scolarité**	905	913	908	523 970	301 620	283 980
TOTAL	3 493	4 033	3 688	2 241 103	2 065 889	1 740 288

Source : Service Prévention et Action sociale

** APA : Allocation personnalisée à l'autonomie - À noter que les demandes de renouvellements pour les assurés âgés de plus de 70 ans ne font pas l'objet d'un passage en commission d'action sociale compte tenu de la délégation accordée au directeur.*

*** Les aides à la scolarité, aux vacances, aux séjours des enfants, l'accueil du jeune enfant et la prime à la naissance ne font pas l'objet d'un passage en commission d'action sociale compte tenu de la délégation accordée par cette dernière au directeur.*

3. Nombre et montant des prêts sociaux accordés (en €)

	Nombres de prêts accordés par la CAS*			Montants accordés		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Construction, aménagement	28	19	19	185 581	143 194	151 158
Acquisition	68	31	28	474 896	212 400	188 150
Jeune ménage	35	21	25	178 809	108 000	120 000
Installation	2	3	0	6 950	15 700	0
TOTAL	133	74	72	846 236	479 294	459 308

Source : Service Prévention et Action sociale

** CAS : commission d'action sociale*

5. PRÉVENTION

Les dépenses consacrées aux actions de prévention représentent **335 K€** en 2019, en baisse de **-13,55 %** par rapport à 2018.

Parmi les principaux postes de dépenses :

- sur le champ de la prévention bucco-dentaire, les dépenses progressent de **+25,26 %** et représentent **53 %** de l'ensemble des dépenses de prévention ;
- les dépenses liées aux « dépistages des cancers » sont en diminution de **-27,57** % entre 2019 et 2018 et cumulent **32 %** des dépenses.

1. Répartition des actions de prévention (en nombre de bénéficiaires)

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépistage du cancer du sein					
Population cible	27 571	28 063	28 959	29 817	30 463
Nombre de bénéficiaires dépistées [1]	9 335	9 535	9 661	10 062	9 833
Nombre de personnes concernées [2]	13 786	14 032	14 480	14 909	15 232
Vaccination contre la grippe					
Population cible	25 484	26 396	26 803	27 583	27 990
Nombre de bénéficiaires dépistés	11 136	11 823	12 108	13 022	13 647
Vaccination ROR					
Population cible	31 870	32 948	34 471	36 696	37 674
Nombre de bénéficiaires dépistés	2 708	3 096	3 185	3 310	3 317
Examens bucco-dentaires					
Population cible [3]	7 326	7 716	7 800	10 156	13 791
Nombre de bénéficiaires dépistés [4]	2 935	3 194	2 993	3 465	3 351

Source : ERASME Régional

[1] Le nombre de bénéficiaires dépistées correspond au nombre de femmes ayant réalisé une mammographie de dépistage du cancer du sein au cours de l'année considérée.

[2] Le nombre de personnes concernées permet de calculer le taux de participation à la campagne de dépistage organisé du cancer du sein. Par construction il correspond à la moitié de la population cible (femmes âgées de 50 à 74 ans) chaque femme étant conviée à réaliser une mammographie tous les 2 ans.

[3] Il s'agit d'un nombre de prises en charge communiquées par la CNAMTS des enfants âgés de 6 ans, 9 ans, 12 ans, 15 ans, 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

[4] Bénéficiaires âgés de 6 ans, 9 ans, 12 ans, 15 ans, et 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

2. Taux de participation aux actions de prévention

	2015	2016	2017	2018	2019
Dépistage du cancer du sein [1]	67,72 %	67,95 %	66,72 %	67,49 %	64,56 %
Vaccination contre la grippe [2]	43,70 %	44,79 %	45,17 %	47,21 %	48,76 %
Vaccination ROR [3]	8,50 %	9,40 %	9,24 %	9,02 %	8,80 %
Examens bucco-dentaires [4]	40,06 %	41,39 %	38,37 %	34,12 %	24,30 %

Source : ERASME Régional

[1] Bénéficiaires âgés de 50 à 74 ans.

[2] Bénéficiaires âgés de 65 ans et plus ou atteints d'une affection de longue durée.

[3] 2008-2010 : population cible âgée de 0 à 2 ans / 2011 : population cible âgée de 1 à 17 ans.

[4] Bénéficiaires âgés de 6 ans, 9 ans, 12 ans, 15 ans, et 18 ans jusqu'en 2017. Le dispositif a été étendu en 2018 aux jeunes de 21 et 24 ans.

3. Dépenses pour les actions de prévention (en €)

	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2019/2018	Structure 2019
Vaccins antigrippe	11 782	12 151	12 314	24 358	25 069	2,92 %	7,48 %
Bilans de santé	94 695	45 382	30 967	58 118	35 043	-39,70 %	10,46 %
Examens bucco-dentaires	113 790	122 972	117 777	142 134	178 039	25,26 %	53,15 %
Dépistage des cancers	95 556	145 748	136 356	146 755	106 297	-27,57 %	31,73 %
Dépistage du cancer du sein	38 649	37 633	39 863	40 046	38 679	-3,41 %	11,55 %
Dépistage du cancer colorectal	44 128	91 628	68 253	72 835	54 537	-25,12 %	16,28 %
Dépistage du cancer du col de l'utérus [1]			4 610	4 797	9 339	94,69 %	2,79 %
Substituts nicotiniques [2]	9 931	13 070	20 177	25 700		-	-
TDR angine [3]	2 849	3 416	3 454	3 377	3 741	10,79 %	1,12 %
Vaccins ROR	6 552	6 793	7 109	7 678	7 381	-3,87 %	2,20 %
Prévention - INPES	63 287	64 714	0	0	0		
Provisions	32 412	30 128	-33 198	8 457	-16 840	-299,12 %	-5,03 %
TOTAL	418 073	427 889	271 325	387 500	334 989	-13,55 %	100 %

Source : données comptables CRPCEN

[1] Dans le cadre des dépistages, la ligne dépistage du cancer du col de l'utérus est ajoutée à partir de l'année 2017.

[2] Depuis le 1er janvier 2019, les substituts nicotiniques sont remboursés à 65 % par l'assurance maladie, comme n'importe quel médicament inscrit sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

[3] Dans le cadre des dépistages, la ligne TDR angine (test diagnostic rapide angine) a été ajoutée à partir de l'année 2015.

6. COMPENSATION

Les mécanismes de compensation ont été institués par la loi dès 1974, d'une part entre les régimes d'assurance maladie et d'autre part, entre les régimes de retraite obligatoires. Leur finalité reste aujourd'hui encore de compenser au titre de la solidarité, les déséquilibres résultant des caractéristiques démographiques et des capacités contributives très différentes d'un régime à l'autre.

Sur le champ de la maladie, la LFSS pour 2016 a supprimé la compensation bilatérale maladie entre les régimes obligatoires. Depuis le 1er janvier 2016, la gestion maladie (englobant les gestions maladie, maternité, prévention, la part de l'action sanitaire et sociale relevant de la maladie, l'invalidité et le décès) est désormais financièrement intégrée aux comptes de l'ensemble des régimes d'assurance maladie obligatoire, dans le cadre de la PUMa (Protection Universelle Maladie)

S'agissant de la retraite, nos déséquilibres démographiques, mesurés par le nombre de cotisants rapporté au nombre de pensionnés de droits directs font de notre régime l'un des bénéficiaires de la compensation généralisée vieillesse. Fin 2019, le ratio démographique du régime (rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités de droits directs) s'améliore et atteint **0,84** cotisant pour un retraité de droits directs, contre **0,78** un an plus tôt.

L'amélioration de la situation du régime, à la fois au niveau démographique et également en termes de cotisations salariales, a comme conséquence une baisse du montant de la compensation perçu au cours de l'exercice 2019, soit **27 M€**, à comparer aux **31 M€** perçus en 2018.

1. Évolution des montants de compensation

[en date de mouvements comptables]

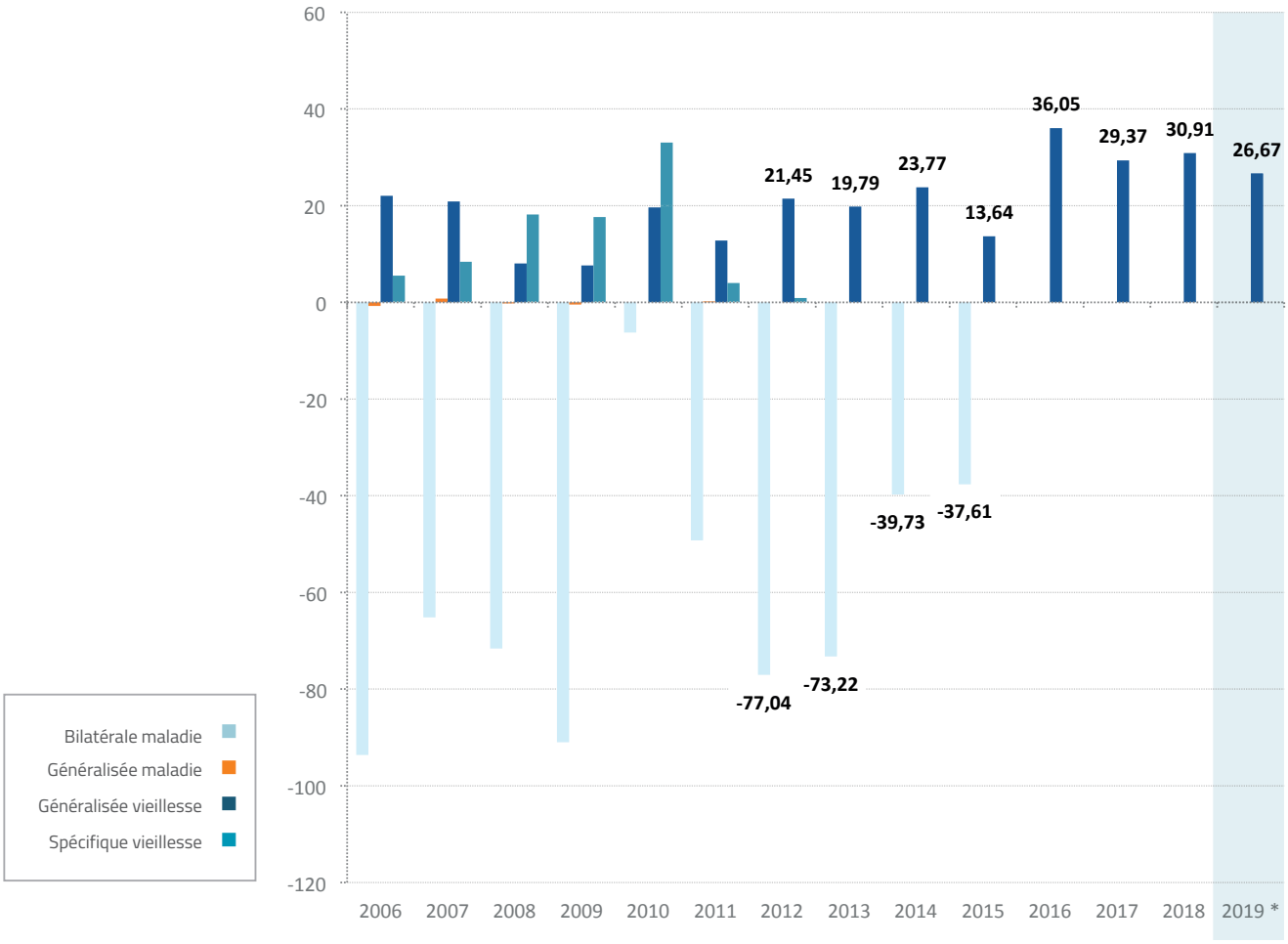
(en M€)

	Bilatérale maladie	Généralisée maladie	Généralisée vieillesse	Spécifique vieillesse	Total
2006	-93,64	-0,73	22,04	5,52	-66,82
2007	-65,17	0,80	20,89	8,43	-35,05
2008	-71,57	-0,21	8,02	18,18	-45,58
2009	-90,96	-0,44	7,62	17,64	-66,14
2010	-6,23	0,00	19,66	33,07	46,50
2011	-49,26	0,22	12,78	3,98	-32,29
2012	-77,04	-	21,45	0,89	-54,70
2013	-73,22	-	19,79	-	-53,43
2014	-39,73	-	23,77	-	-15,96
2015	-37,61	-	13,64	-	-23,97
2016	-	-	36,05	-	36,05
2017	-	-	29,37	-	29,37
2018	-	-	30,91	-	30,91
2019 *	-	-	26,67	-	26,67

Remarque : les montants positifs correspondent aux sommes reçues, les montants négatifs aux sommes versées.
La compensation généralisée maladie-maternité a été supprimée au 1er janvier 2011.
De même, la compensation spécifique n'est plus effective depuis le 1er janvier 2012.
La LFSS de 2016 a supprimé la compensation bilatérale maladie entre les régimes obligatoires.

** Le chiffre tient compte des acomptes révisés pour l'exercice 2019.*

6. COMPENSATION



** Le chiffre tient compte des acomptes révisés pour l'exercice 2019.*

GLOSSAIRE

Actif (population active) : La population active dite « au sens du BIT » (Bureau international du travail) regroupe la population active occupée et les chômeurs du notariat (ces deux concepts étant entendus selon les définitions BIT).

ALD : Affection de longue durée.

APA : Allocation personnalisée à l'autonomie.

Assuré : Personne soumise à un assujettissement obligatoire au régime des clercs et employés de notaires contre le risque maladie, maternité, invalidité et décès et/ou le risque vieillesse.

Ayant droit : Personne qui tient son droit du fait de ses liens avec un assuré.

Bénéficiaire : Personne protégée qui a droit aux prestations du régime des clercs et employés de notaires. Le bénéficiaire peut être assuré ou ayant droit.

Capital décès : Prestation destinée à atténuer les effets financiers du décès d'un assuré en activité.

CSP : Nomenclature de catégories socioprofessionnelles.

Chômeur : « Au sens du BIT » : personne en âge de travailler qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours, chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Compensation : Les compensations relevant de la commission initialement instituée par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1974, puis par l'article 7 de la loi du 21 août 2003, regroupaient initialement quatre types de mécanismes : des compensations bilatérales et une compensation généralisée pour le risque maladie, ainsi qu'une compensation généralisée et une compensation spécifique pour le risque vieillesse. Le dispositif de la compensation généralisée du risque maladie a été supprimé en LFSS pour 2011, la branche maladie des non-salariés agricoles, principaux bénéficiaires de ce dispositif, a été intégrée financièrement au régime général et est devenue bénéficiaire de 30,89 % du produit de CSSS.

Compensation bilatérale maladie : Les compensations bilatérales sont des transferts entre le régime général et six régimes spéciaux pour les prestations d'assurance maladie-maternité. Ces compensations visent à déterminer ce que serait l'équilibre de chacun de ces régimes s'il fonctionnait dans les mêmes conditions que le régime général, tant en ce qui concerne le taux des cotisations que le taux de remboursement des prestations. La définition de cet équilibre permet de déterminer la dette ou la créance de chaque régime spécial envers le régime général. Ce mécanisme correspond à une intégration financière partielle des régimes spéciaux concernés dans le régime général.
Cette compensation a été supprimée par la LFSS 2016.

GLOSSAIRE

Compensation généralisée vieillesse : De manière générale, il s'agit de déterminer la situation des différents régimes si on leur appliquait les caractéristiques d'un régime fictif qui servirait une prestation dite de référence et qui recevrait une cotisation moyenne par actif lui permettant de s'équilibrer. Les régimes excédentaires, dans ces conditions de fonctionnement, seront débiteurs à la compensation et les régimes déficitaires, créanciers.

CSG : Contribution sociale généralisée. Impôt dû par les personnes physiques domiciliées en France pour l'impôt sur le revenu. C'est un prélèvement à la source sur la plupart des revenus, son taux variant selon le type de revenu et la situation de l'intéressé.

La CSG sert à financer une partie des dépenses de Sécurité sociale relevant des prestations familiales, des prestations liées à la dépendance, de l'assurance maladie et des prestations non contributives des régimes de base de l'assurance vieillesse.

Cotisant : Qui paie une cotisation assise sur le revenu professionnel. Le cotisant peut être salarié ou employeur.

Cotisations : Versements des assurés sociaux et de leurs employeurs assis sur le revenu professionnel et destinés au financement de la Sécurité sociale.

Cotisations sur émoluments et honoraires : Versements des employeurs assis sur leurs chiffres d'affaires destinés au financement du régime.

Cotisations sur salaires : Prélèvements des assurés sociaux et de leurs employeurs assis sur le revenu professionnel et destinés au financement du régime.

Cotisations prises en charge par l'État (ITAF) : Impôts et taxes affectés à la Sécurité sociale.

Cotisation maladie sur pension : Cette cotisation de 1 % est prélevée sur l'ensemble des pensions « retraites » servies par la CRPCEN dès lors que la pension est assujettie à la CSG ou à la CRDS en totalité ou partiellement.

Créance contentieuse : Créance non recouvrée ayant fait l'objet d'une mise en demeure.

Décote : Une décote est une réduction définitive appliquée au montant de la pension d'un assuré. Elle s'applique lorsque l'assuré choisit de partir à la retraite alors qu'il n'a pas atteint la durée de cotisation requise pour percevoir une retraite à taux plein.

Durée d'assurance : Ensemble des trimestres réunis par l'assuré.

Droit dérivé/droit de réversion : Avantage attribué au conjoint survivant compte tenu des droits acquis par l'assuré décédé.

Droit direct/droit propre : Droit acquis par un assuré du fait de ses propres cotisations.

Étude : Local de travail d'un officier ministériel et de ses clercs (une étude de notaire, d'avoué).

GLOSSAIRE

Générique (médicament) : Un médicament générique est l'équivalent d'un médicament original (ou «princeps») qui n'est plus protégé par des droits de propriété intellectuelle.

Il présente la même forme pharmaceutique (gélule, comprimé, solution) et la même composition qualitative et quantitative que sa spécialité de référence.

Les spécialités se présentant sous une forme pharmaceutique orale à libération modifiée (FOLM) différente de celle du princeps peuvent être inscrites au répertoire des groupes génériques. Ces spécialités sont désignées comme des spécialités substituables au princeps de référence. Elles ont prouvé leur équivalence avec celui-ci (décret n° 2011 – 149 du 03 février 2011 [FOLM]).

Les médicaments génériques sont soumis aux mêmes normes de sécurité et d'efficacité (article L 5121-1 du code de la santé publique) que les médicaments de référence.

Un médicament générique est moins cher que le médicament original car il ne nécessite pas de programme de recherche fondamentale ; en effet, la/les molécule(s) qui le compose(nt) a/ont déjà été étudié(es).

Invalide : Personne qui reçoit une pension d'invalidité.

ITAF (impôts et taxes affectés) : Ressources fiscales affectées au financement des prestations sociales ou au financement des dépenses de la Sécurité sociale.

Médiane : Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., la médiane est la valeur qui partage cette distribution en deux parties égales.

Ainsi, pour une distribution de salaires, la médiane est le salaire au-dessous duquel se situent 50 % des salaires. C'est de manière équivalente le salaire au-dessus duquel se situent 50 % des salariés.

Minimum vieillesse : Le minimum vieillesse est accordé à toute personne de plus de 65 ans dont les ressources se situent en dessous d'un certain niveau.

Moyenne : La moyenne est l'indicateur le plus simple pour résumer l'information fournie par un ensemble de données statistiques : elle est égale à la somme de ces données divisée par leur nombre. Elle peut donc être calculée en ne connaissant que ces deux éléments, sans connaître toute la distribution.

Notaire : Officier public qui reçoit et rédige les contrats, testaments, actes, etc., auxquels il donne une forme authentique.

Office notarial : Charge d'un notaire et lieu où s'exerce sa fonction.

ONDAM : Objectif national des dépenses d'assurance maladie.

Organisme assimilé : Conseil supérieur du notariat (CSN), Chambres et Conseils régionaux de notaires, caisses de garantie, Mutuelle des clercs et employés de notaire (MCEN), organismes de formation professionnelle et de formation continue, organismes professionnels gérant des services communs... Ces organismes sont assimilés à un office notarial, soit par la loi, soit par arrêtés interministériels.

Pension de vieillesse : Droit personnel attribué en contrepartie des cotisations acquittées au nom de l'assuré.

Pension d'invalidité : Pension accordée à un assuré qui présente un handicap réduisant ses capacités de travail ou de gain d'au moins deux tiers, avant l'âge d'ouverture des droits à pension de retraite à la CRPCEN.

GLOSSAIRE

Prestations complémentaires : Prestations collectives venant en complément des remboursements établis au titre de l'assurance maladie. Ces dernières sont limitées aux dépenses d'optique, de dentaire, d'acoustiques. Elles sont octroyées quelles que soient les ressources de l'affilié de l'organisme d'assurance maladie.

Prestations extralégales : Prestations non obligatoires venant en complément d'aides versées ou ne faisant l'objet d'aucune aide versée par des organismes de la protection sociale. Les conditions d'octroi (conditions d'affiliation, montant de l'aide, plafonds de ressources, ...) des prestations extralégales sont définies par le conseil d'administration ou par délégation, la commission d'action sociale.

Retraité : Personne qui reçoit une pension de retraite.

Ratio démographique : Le ratio démographique rapporte l'effectif cotisant à celui des retraités.

Salaire moyen : Moyenne de l'ensemble des salaires des cotisants.

Salaire médian : Salaire tel que la moitié des cotisants gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

Salarié : Personne titulaire d'un ou plusieurs contrats de travail.

Senior : Actif âgé entre 55 et 64 ans.

SEL : Société d'exercice libéral.

SCP : Société civile professionnelle.

SMIC : Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) est le salaire horaire minimum légal en France métropolitaine ainsi que dans les départements d'outre-mer (Dom) et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Il a été institué par une loi du 2 janvier 1970.

Surcote : Une majoration est appliquée au montant de la retraite pour un assuré qui a l'âge légal de partir à la retraite et qui continue de travailler alors qu'il totalise la durée d'assurance requise pour avoir la retraite à taux plein.

Taux de recouvrement spontané : Rapport entre le nombre de cotisants ayant acquitté leurs cotisations aux dates d'exigibilité et le nombre total de cotisants de la CRPCEN.

Temps partiel : Durée de travail inférieure à la durée légale mentionnée à l'article L.212-1bis du code du travail (35 h).

Temps plein : Durée de travail supérieure ou égale à la durée légale mentionnée à l'article L.212-1bis du code du travail (35 h).

CRPCEN

ORGANISME CERTIFIÉ

Réalisation CRPCEN
Conception graphique Bullegom' - Mai 2020

CRPCEN
Caisse de Retraite et de Prévoyance
des Clercs et Employés de Notaires

Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires
5 bis rue de Madrid ■ 75395 PARIS Cedex 08 ■ www.crpcen.fr